



La COP26 ou la crise climatique du capitalisme dans l'apothéopse néolibérale

● ÉCOSOCIALISME ET DÉCROISSANCE ●

● « CAPITALISME CANNIBALE » ● POTENTIEL DE RÉSISTANCE DU PROLÉTARIAT ●

● SOUDAN ● CHINE ● PORTUGAL ● CHILI ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PÉCI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PÉCI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

novembre-décembre 2021 n° 691/692

Climat

- *Apothéose néolibérale, la COP26 fonde le marché mondial de l'incendie...* Daniel Tanuro 3
- *Écosocialisme et décroissance : Parlons-en !* Lorenzo Velotti 10
- *L'écosocialisme et/ou décroissance ?* Michael Löwy 14

Notes de lectures

Nous vous écrivons depuis la révolution. Récits de femmes internationalistes au Rojava M. Löwy 16

Crise du capitalisme

- *Le « capitalisme cannibale » peut détruire ses conditions de survie... et les nôtres* entretien de Martín Mosquera avec Nancy Fraser 17
- *La (re)formation de la classe ouvrière* Beverly J. Silver 23
- *Le prolétariat mondial – le potentiel de résistance au capital des travailleurs est plus fort que jamais* entretien avec Beverly J. Silver 26

Chine

L'État et la pandémie Covid-19 entretien d'Aminda Smith et Fabio Lanza avec Chuāng 31

Notes de lectures

• *C. ASANUMA-BRICE, Fukushima 10 ans après* Didier Epszajn 38

Portugal

Les impasses de la gauche : santé, retraites et emploi Adriano Campos 39

Soudan

- *Coup d'État mortifère pour la révolution* Joseph Daher 41
- *Le peuple ne veut pas partager le pouvoir* Muzan Amneel 43

Chili

- *Le fascisme se combat dans les rues* Carla Perelló 46
- *Restauration conservatrice ou radicalisation démocratique* Felipe Lagos Rojas 47
- *La « droite décomplexée » cherche à empêcher le changement* Noam Titelman 49

Le site web de la IV^e Internationale

(en français, anglais, espagnol, italien, arabe, allemand, portugais et grec)

<https://fourth.international/>

Pour que **inprecor** puisse continuer
abonnez-vous,
faites abonner vos camarades et amis,
de toute urgence !

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PÉCI", à adresser à Inprecor-PÉCI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PÉCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Apothéose néolibérale la COP26 fonde le marché mondial de l'incendie et l'offre aux incendiaires capitalistes, au détriment des peuples

Par
Daniel Tanuro*

La Conférence de Glasgow (COP26) aurait dû en priorité :

- ❶ Concrétiser la promesse des pays « développés » de verser au Fonds vert pour le climat, à partir de 2020, au moins cent milliards de dollars par an pour aider le Sud global à relever le défi climatique (1) ;
- ❷ Forcer ces mêmes pays à intervenir financièrement pour couvrir les énormes « pertes et dommages » causés par le réchauffement, en particulier dans les « pays les moins avancés » et les petits États insulaires ;
- ❸ « Rehausser les ambitions » climatiques des gouvernements pour concrétiser l'objectif adopté de la COP21 (Paris, 2015) : « maintenir la hausse de température bien au-dessous de 2°C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5°C par rapport à la période préindustrielle ».

Le bilan est sans appel : sur le papier, Glasgow clarifie l'objectif ambigu de Paris en le radicalisant (1,5°C est dorénavant l'objectif) et évoque la responsabilité des combustibles fossiles ; mais, en pratique, la Conférence n'a rien conçu pour arrêter la catastrophe. « Un pas en avant dans la bonne direction », ont dit certains. Au contraire : obnubilés par la relance néolibérale post-covid et par leurs rivalités géostratégiques, les maîtres du monde ont décidé :

- ❶ De reporter la promesse des cent milliards pour le Fonds vert ;
- ❷ De dire *niet* à la compensation des « pertes et dommages » ;
- ❸ De laisser le champ presque totalement libre aux énergies fossiles ;
- ❹ De considérer la stabilisation du climat comme un marché de « compensations carbone » et de technologies ;
- ❺ De doter ce marché d'un mécanisme global d'échange de « droits de polluer » ;
- ❻ *Last but not least*, de confier la gestion de ce marché à la finance... c'est-à-dire



aux riches... dont les investissements et le mode de vie sont la cause fondamentale du réchauffement.

Le Rapport spécial 1,5°C : une bombe avec des retombées à l'Agence Internationale de l'énergie

Le rapport spécial du GIEC sur le 1,5°C (2019) avait démontré l'impérieuse nécessité de rester sous 1,5°C (2). Les dangers du réchauffement avaient été sous-estimés. Au-delà de 1,5°C, des cascades de rétroactions positives menacent de faire basculer la Terre dans un régime de « planète étuve » (3). Celui-ci aurait de terribles conséquences (entre autres, une hausse du niveau des océans de 13 mètres ou plus). Or, la température moyenne de surface a augmenté de 1,1 à 1,2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Au rythme actuel, le cap du 1,5°C sera franchi vers 2030... Conclusion : les émissions mondiales « nettes » de CO₂ doivent diminuer de 50 % au moins avant 2030, de 100 % avant 2050 et devenir négatives dans la deuxième moitié du siècle.

Ce rapport a fait l'effet d'une bombe. Les dirigeant-es de la classe capitaliste ne peuvent plus se mettre la tête dans le sable. Celles et ceux qui ont un minimum de cervelle doivent admettre que le

réchauffement peut s'emballer au point de mettre leur système en danger. Dans ce contexte, même portée par des néolibéraux à la Boris Johnson, une politique capitaliste qui se prétend « basée sur la meilleure science » ne pouvait décemment pas maintenir l'ambiguïté de l'accord de Paris... La présidence britannique de la COP26 a proposé que 1,5°C maximum devienne l'objectif unique, et cette clarification a été ratifiée par la Conférence.

Le GIEC est explicite : la combustion d'énergies fossiles joue un rôle clé dans le réchauffement. Du coup, l'onde de choc du Rapport 1,5°C s'est fait sentir même à l'Agence Internationale de l'énergie. En 2021, elle a sorti un rapport qui dit clairement que la « neutralité carbone » en 2050 exige des mesures draconiennes à très court terme : interdiction dès 2021 d'encore développer de nouveaux champs pétroliers et gaziers, d'ouvrir de nouvelles mines de charbon, d'étendre des mines de charbon existantes, d'autoriser la construction de nouvelles centrales au charbon ; abandon du charbon dès 2030 dans les économies « avancées » et fermeture dès 2040, **dans le monde entier, de toutes les centrales au charbon ou au fuel...** (4)

Ce rapport aussi était une bombe. L'Agence avait toujours développé une

* Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste, est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IV^e Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *L'Impossible Capitalisme vert*, la Découverte, Paris 2010, et de *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement*, Textuel, Paris 2020, ainsi que, avec Michael Löwy, de *Luttes écologiques et sociales dans le monde. Allier le vert et le rouge*, Textuel, Paris 2021 (vient de paraître : 19,90 €, 304 pages – à lire absolument !). Cet article a été écrit pour les sites *Quatrième Internationale* (<https://fourth.international/>), *À l'encontre* (<http://alencontre.org/>) et *Gauche anticapitaliste* (<https://www.gaucheanticapitaliste.org/>).

1. Promesse faite lors de la COP de Cancun (2010).

2. <https://www.ipcc.ch/sr15/>

3. <https://www.pnas.org/content/115/33/8252>

4. IEA, « Net Zero in 2050. A Roadmap for the Energy Sector », <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

Climat

vision très progressive de la « transition ». La voilà qui plaidait soudain pour un tournant radical en direction d'un « capitalisme vert » organisé autour des renouvelables. Du coup, de même qu'il ne pouvait pas maintenir l'ambiguïté de Paris, le sommet de Glasgow ne pouvait pas non plus continuer à cacher la responsabilité des fossiles. Sous pression du secteur énergétique et des principaux utilisateurs, toutes les COP depuis 1992 avaient évité le sujet ! Ce silence n'était plus tenable. La présidence britannique a soumis aux délégués un projet de déclaration appelant les parties à « accélérer la sortie du charbon et la fin des subventions aux combustibles fossiles ». On montrera plus loin comment ce texte a été neutralisé, mais la mention des fossiles subsiste dans la version finale.

Comblent le fossé : un défi d'année en année plus vertigineux

L'accord de Paris faisait le grand écart entre l'objectif (« maintenir la hausse de température bien au-dessous de... ») et les plans climat nationaux, ou « Contributions nationales déterminées » (NDC). Sur base de ces NDC, le GIEC projetait une hausse de température de 3,5°C environ en 2100. Pour réduire l'écart (ou « fossé d'émissions ») la COP21 avait adopté le principe d'une révision tous les cinq ans, pour « rehausser les ambitions ».

En septembre 2020, le fossé, tous gaz confondus, est estimé entre 23 et 27 GtCO₂ équivalent (5). À éliminer impérativement avant 2030 pour rester sous 1,5°C. Il faut donc diviser les émissions mondiales par deux. Le sommet de 2020 étant supprimé (pandémie), les gouvernements décident de refaire un effort de « rehaussement des ambitions » en vue de Glasgow. Résultat : un supplément de réductions de 3,3 à 4,7 Gt. À peine 15 à 17 % de l'objectif... Sur cette base, le réseau scientifique Climate Action Tracker projette un réchauffement de +2,4°C (fourchette : de +1,9 à +3°C) (6).

Johann Rockström, directeur du Potsdam Institute, a délivré à la COP les



dix messages clés de la science la plus récente. Le premier est que les émissions globales du seul CO₂ doivent diminuer chaque année d'ici 2030 de 2Gt/an (5 %) pour avoir une chance sur deux, et de 4Gt/an (10 %) pour avoir deux chances sur trois de rester sous 1,5°C. Une réduction analogue est requise pour le méthane et l'oxyde nitreux (7). Inutile d'espérer y arriver avec un rythme quinquennal de révision des NDC. Glasgow décide donc de passer à un rythme annuel. Vu de loin, cela semble laisser une mince chance de succès. Vu de près, c'est une illusion.

Primo : il faut tenir compte de la justice climatique. 5 % et 10 % de réduction sont des objectifs globaux, à moduler pour tenir compte des « responsabilités différenciées » des pays. Rockström a présenté l'évaluation la plus récente en la matière : le 1 % le plus riche de la population mondiale doit diviser ses émissions par trente, les 50 % les plus pauvres peuvent les multiplier par trois. Là, on voit très clairement que le climat est un enjeu de classe, un enjeu majeur du conflit entre la minorité possédante et la majorité dépossédée.

Deuxio : linéaire en termes mathématiques, une réduction de 2 ou de 4 Gt/an n'est pas du tout linéaire en termes économiques, sociaux et politiques. Plus on déclare réduire (ou tente de réduire) les émissions, et plus le délai rétrécit, plus réduire les émissions bute sur les exigences capitalistes de croissance et de profit. C'est très concret : dans le secteur énergétique, les patrons freinent les investissements fossiles, pour limiter les « stranded assets » (actifs dévalorisés). Comme les fossiles couvrent plus de 80 % des besoins, un pic de l'offre d'énergie précèdera probablement le pic de la demande. Dans l'intervalle, prix élevés (8). C'est tout bénéfique pour les compagnies fossiles, mais cela alimente l'inflation, contrarie la

relance post-covid et pèse lourd sur les classes populaires. Celles-ci peuvent lutter, ou donner leur voix aux national-populistes. Les deux options contrarient la stabilité. Calmer les prix et éviter la pénurie demanderait de relancer la production fossile. La Chine l'a fait pour le charbon et Biden a demandé (en vain) à l'Arabie saoudite et à la Russie de le faire pour le pétrole. Mais relancer les fossiles = relancer les émissions... C'est la quadrature du cercle.

Une contradiction insurmontable, source de chaos

Chine et États-Unis ont sorti une déclaration commune à la COP. Elle ne sera d'aucune utilité pour sortir de l'impasse. C'est surtout une déclaration pour la galerie. Les deux grandes puissances ont intérêt à poser ensemble comme les garants de la stabilité du monde et de son climat. Peut-être tenteront-elles de collaborer sur un aspect partiel de la politique climatique (les émissions de méthane ?). Mais les tensions sous-jacentes sont très fortes et tendent à l'approfondissement des conflits. Aux États-Unis, la majorité démocrate ne tient qu'à un fil : Manchin, le fidèle ami du charbon. Les Républicains ont emporté le poste de gouverneur de la Virginie, espèrent gagner les élections de mi-mandat et font campagne contre la hausse des prix du carburant. Leur victoire changerait beaucoup de choses ! En Chine, la stabilité de la bureaucratie dépend du progrès du niveau de vie moyen, d'une part, et de l'exaltation nationaliste, d'autre part. La relance du charbon n'empêche pas la hausse des prix du pétrole. Beaucoup d'éléments sont réunis pour que Pékin continue à se replier sur soi, en accélérant ses projets de récupération de Taïwan. Tout cela est très instable.

Par où qu'on prenne le problème, on bute sur l'impossibilité de la transition énergétique capitaliste : on ne peut pas à la fois relancer une économie de croissance basée à 80 % sur les fossiles, remplacer les fossiles par les renouvelables et réduire drastiquement les émissions à très court terme. C'est physiquement impossible. Soit on réduit la production pour réussir la transition, soit on sacrifie la transition à la croissance du PIB. Or, « un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes » (Schumpeter). Conclusion : la contradiction est insoluble, sauf par un changement systémique révolutionnaire. Tant que cette possibilité historique ne deviendra pas possibilité concrète

5. Gigatonnes de gaz à effet de serre calculées en faisant comme si tous ces gaz étaient du CO₂.

6. « Glasgow's 2030 credibility gap », <https://climateactiontracker.org/publications/glasgows-2030-credibility-gap-net-zeros-lip-service-to-climate-action/>

7. <https://www.youtube.com/watch?v=iW4fPXzX1S0>

8. « COP26: oil price soars even as the world turns against fossil fuel », *Financial Times* du 4 novembre 2021

te, la contradiction pèsera de plus en plus lourd au fil des tentatives de réduire les émissions.

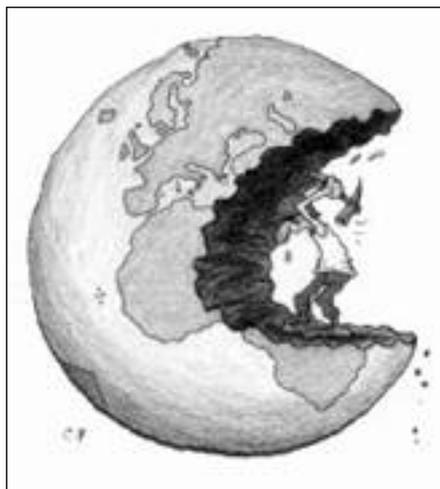
Chaque capitaliste essaie de faire porter les efforts par ses concurrents et par les travailleurs et travailleuses. Chaque classe capitaliste utilise son État pour faire porter ces efforts par les États rivaux et par les classes populaires. Et les États les plus pollueurs sont des États impérialistes qui dominent les plus pauvres. Par conséquent, la crise écologique/climatique se combinera à de sérieuses secousses économiques, sociales et politiques (voire militaires) autour des axes suivants :

- ❶ Approfondissement des tensions sociales se traduisant en crise de légitimité accrue des pouvoirs, en instabilité politique et en tendance accrue à l'autoritarisme ;
- ❷ Politique néocoloniale d'une brutalité croissante à l'égard des peuples du Sud, en particulier des migrant-es, et surtout des femmes ;
- ❸ Rivalité plus aiguë entre capitalistes et entre États capitalistes ;
- ❹ notamment, tensions géostratégiques croissantes entre États-Unis et Chine.

Croire qu'un tel contexte serait propice à l'incrémentation annuelle d'accords climatiques à la hauteur du défi, c'est croire au Père Noël.

Une régulation étatique pourrait faire gagner du temps, mais...

Insistons sur ce point : il n'y a pas de solution structurelle sans décroissance globale de la production, de la consommation et des transports, modulée dans le respect de la justice sociale. Il faut impérativement « *produire moins, transporter moins, consommer moins et partager plus* », partager les richesses et le temps de travail nécessaire (9). Une politique capitaliste de régulation, avec un rôle



accru de l'État, ne constitue donc pas une alternative à la crise. En même temps, elle pourrait atténuer la difficulté. Mais ici, deuxième contradiction : cette politique, le Capital n'en veut pas.

Le Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone a donné un exemple de régulation efficace. Signé en 1987, entré en application deux ans plus tard, il organisait la fin de la production et de l'usage des chlorofluorocarbures (CFC), adoptait un échéancier et créait un fonds mondial (alimenté par les pays riches) pour aider le Sud (10). Vingt ans après, les émissions avaient baissé de 80 % environ, et l'Organisation météorologique mondiale constatait un début sérieux de reconstitution de la couche d'ozone stratosphérique (11).

Ce précédent pourrait inspirer des démarches dans le domaine climatique. D'autant plus qu'il y a pour ainsi dire un précédent dans le précédent : réunies à Kigali en 1996, les parties au protocole sur l'ozone avaient décidé d'éliminer en plus les hydrofluorocarbures (HFC). Après Montréal, ces HFC avaient remplacé les CFC. Ils ne détruisent pas la couche d'ozone mais ont, comme les CFC, un pouvoir radiatif (12) plus de mille fois supérieur au CO₂. Les émissions accrues de HFC risquaient d'annuler le bénéfice climatique qui était une retombée indirecte du Protocole sur la couche d'ozone. En décidant la fin des HFC, les gouvernements mettaient la reconstitution de la couche d'ozone en cohérence avec la lutte contre le changement climatique. L'impact sur le réchauffement n'est pas énorme : à l'horizon 2050, Kigali aura réduit les émissions de gaz à effet de serre de 90 GtCO₂eq par rapport aux projections, soit l'équivalent de deux années de rejets. Mais deux années, c'est important quand chaque année qui passe augmente la probabilité de basculer de la catastrophe au cataclysme (13).

La même méthode permettrait de réduire rapidement les émissions de méthane. L'effet de serre de ce gaz est beaucoup plus puissant que celui du CO₂ (14) et on en émet de plus en plus. Réduire les émissions des écosystèmes, de l'agriculture (les rizières notamment) et de l'élevage ne se règle pas d'un trait de plume. Mais supprimer les fuites du réseau gazier, des puits de pétrole et des houillères est relativement aisé, ne demande pas de changements structurels de l'appareil productif et pourrait diminuer le réchauffement de 0,5°C par rapport aux projections. Pas besoin de percée technologique, il suffit de contraindre les compagnies à réaliser

les investissements nécessaires. Mais c'est précisément là que le bât blesse : on ne peut pas contraindre les capitalistes, on peut seulement les inciter par des mécanismes de marché. C'est la doxa néolibérale, inscrite dans l'accord de Paris. Nous allons voir que Glasgow exclut plus que jamais d'y déroger.

Méthane et déforestation : à la recherche du temps gaspillé ?

La presse a beaucoup parlé de « *l'accord sur le méthane* ». À la COP, plus de 100 pays ont en effet promis de diminuer leurs émissions de 30 % d'ici 2030. Si c'était le cas, le réchauffement en 2050 baisserait de 0,2°C par rapport aux projections (moins de la moitié du potentiel...). Mais ce n'est qu'une déclaration d'intention. Il n'y a pas de quotas par pays, pas de fonds de financement pour les pays du Sud, pas de sanction pour non-conformité... Les États-Unis, l'Union européenne et le Canada semblent disposés à agir, c'est vrai, et on comprend pourquoi : hormis les Trump, les responsables capitalistes commencent à paniquer. Limiter le méthane est un moyen d'action assez facile. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres : la Chine et la Russie n'ont pas signé le texte de Glasgow. On comprend pourquoi aussi : ce sont deux gros émetteurs. Leur absence servira évidemment de prétexte aux capitalistes d'autres pays pour faire de la résistance. Du coup, il est douteux qu'on leur impose quoi que ce soit. On jouera plutôt sur les incitants et les taxes, en espérant que le coût des investissements passera au-dessous du prix du gaz économisé. Les classes populaires paieront la facture.

La déforestation pose le même genre de dilemme. Ce serait un autre moyen de récupérer un peu du temps gaspillé depuis Rio (1992), sans toucher à la structure de l'appareil productif. À Glasgow, 131 pays

9. Daniel Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes. Écosocialisme ou effondrement*, Textuel, Paris, 2020.

10. <https://ozone.unep.org/treaties/montreal-protocol-substances-deplete-ozone-layer/text>

11. <https://public.wmo.int/en/media/news/scientific-assessment-confirms-start-of-recovery-of-ozone-layer>

12. Le pouvoir radiatif d'un gaz est sa capacité d'absorber et de rayonner les infrarouges émis par la Terre et de contribuer ainsi à l'effet de serre qui rend la planète propice à la vie.

13. Daniel Tanuro, « De l'arbre des HFC à la forêt du CO₂ », *Politique la revue* du 31 octobre 2016 : <https://www.revuepolitique.be/de-larbre-des-hfc-a-la-foret-du-co2/>

14. À court terme, le pouvoir radiatif du méthane est 80 fois supérieur à celui du CO₂. Mais le méthane est rapidement éliminé de l'atmosphère (par réaction chimique avec l'oxygène). Sur cent ans, on estime que son pouvoir radiatif vaut 30 fois celui du CO₂.

ont promis d'investir 12 milliards de dollars dans une Global Forest Finance Pledge (GFFP). Ambition : « *arrêter et renverser la perte de forêt* » (*forest loss*) d'ici 2030 (15). Cette promesse ressemble comme deux gouttes d'eau à celle qui a été faite à New York en 2014 : fin de la déforestation en 2030, 50 % de réduction en 2020. En 2015-2017, les taux de déforestation ont augmenté de 41 % ! Certains se réjouissent car la GFFP est signée par le Brésil et la Russie, et ainsi plus de 90 % des forêts de la Terre sont concernées. Mais ce n'est pas un gage d'efficacité. Ni surtout de justice pour les peuples indigènes (dont la GFFP reconnaît les droits et les mérites avec emphase – mais seulement en paroles).

Pour ce qui est de l'efficacité, il faut savoir que l'expression « *arrêter et renverser la perte de forêts* » (*forest loss*) n'est pas aussi univoque qu'elle en a l'air. Pour certains, supprimer une forêt ne constitue PAS une « *perte de forêt* »... si le terrain ne sert pas ensuite aux activités d'autres secteurs économiques. Étrange dialectique : on peut raser une forêt sans « *forest loss* » si c'est pour produire, en monoculture industrielle, des « *crédits de carbone* », des pellets, du charbon de bois ou de l'hui-

le de palme. C'est l'interprétation de l'Indonésie. Elle abrite un des trois grands massifs de forêt tropicale. Il est rasé progressivement pour planter des palmiers. Il y avait un moratoire mais, deux mois avant la COP, Djakarta a refusé de le prolonger. La représentante indonésienne à Glasgow a signé le « *stop forest loss* », puis elle a dit ceci : « *forcer l'Indonésie à atteindre zéro déforestation en 2030 est clairement inapproprié et injuste* » car « *le développement ne doit pas être arrêté au nom des émissions de carbone ou de la déforestation* ». *Stop forest loss, yes – stop deforestation, no...* Pour ce qui est des peuples indigènes, le cas du Brésil parle de lui-même : faut-il vraiment expliquer pourquoi la signature du GFFP par le fasciste Bolsonaro, qui a déclaré la guerre à la forêt amazonienne et aux peuples qui y vivent, n'a rigoureusement aucune crédibilité ? (16)

Derrière les promesses en l'air, le pouvoir souverain du Dieu Marché

Le ciel de la COP a été truffé d'accords de ce type : sur la sortie du charbon, sur les voitures électriques, sur l'arrêt des investissements hors frontières dans les énergies fossiles, ou sur l'arrêt des investissements dans les énergies fossiles sur le territoire national. Quelques pays ont même annoncé fièrement leur intention de verdir leur défense afin de « *réduire son empreinte écologique, notamment dans le domaine énergétique* » (17). Il est parfois dommage que le ridicule ne tue pas – à la différence des armées.

Tous ces « *accords* » sont des promesses en l'air. Sans caractère contraignant, sans mesures concrètes, sans engagements par pays, sans pénalités en cas de non-respect. A quoi ça sert ? Une part de la réponse est que les gouvernements profitent des projecteurs braqués sur la COP pour se donner une image verte et plaire à leur opinion publique sans nuire aux intérêts des capitalistes (18)... Mais cela renvoie à une explication : les promesses en l'air sont au diapason de l'idéologie néolibérale qui, en fin de compte, ne connaît qu'un seul décideur, le Marché, c'est-à-dire le profit, c'est-à-dire une minorité d'actionnaires.

Charbon et autres fossiles : un message très clair

Les tribulations du passage de l'accord de Glasgow sur le charbon et les autres

fossiles sont très éclairantes. Première version (inspirée par le rapport de l'AIE) : la COP « *appelle les parties à accélérer la sortie du charbon et la fin des subventions aux combustibles fossiles* ». Odeur de contrainte étatique tout à fait insupportable... Deuxième version : la COP « *appelle les parties à accélérer le développement, le déploiement, et la dissémination des technologies ainsi que l'adoption de politiques de transition vers des systèmes énergétiques bas carbone, y compris en augmentant la part de la production d'électricité propre et en accélérant la sortie de la production d'électricité par le charbon sans abattement [unabated] ainsi que la sortie des subventions inefficaces aux combustibles fossiles* » (ma traduction, DT). L'air devient respirable, mais il est encore question de « *sortie* » du charbon et de « *sortie* » des subventions aux fossiles. Troisième version : suite à une intervention de la délégation indienne, en pleine assemblée de ratification du texte, « *en accélérant la sortie* » est remplacé par « *en accélérant les efforts vers la diminution* ».

Il faut dénoncer le rôle du gouvernement Modi. Mais il est évident que l'Inde a agi non seulement pour toute la planète charbon, mais aussi pour toute la planète fossiles (19), et avec le soutien de tous les porte-flingue capitalistes. Ceux-ci étaient très nombreux à la COP pour veiller, comme disait un grand patron finlandais, à ce que la Conférence « *mise sur la croissance verte plutôt que sur la régulation, la limitation et la taxation* » (20).

Techniquement, la portée de l'article sur les fossiles n'est pas très précise. « *L'abattement des émissions* » est une notion floue. Selon l'OCDE, « *l'abattement réfère à une technologie appliquée ou à une mesure prise pour réduire la pollution et/ou son impact sur l'environnement* ». Selon le G7, « *la production d'électricité au charbon sans abattement désigne l'utilisation de charbon qui n'est pas atténuée (sic) par des technologies permettant de réduire les émissions de CO₂, telles que la **capture du carbone avec utilisation et stockage*** » (21). Ces définitions pourraient ouvrir aux capitalistes des possibilités plus larges que la capture-stockage géologique du CO₂ (CCS), qui est très coûteuse. D'une part, la capture avec utilisation (CCU), où le CO₂ des centrales fossiles est utilisé dans d'autres industries pour fabriquer des marchandises. D'où le gaz finira par s'échapper... parfois très rapidement (exemple des boissons pétillantes). D'autre part, si les gouvernements considèrent les absorptions de CO₂ par les forêts comme

15. <https://ukcop26.org/the-global-forest-finance-pledge/>

16. Kieran Mulvaney, « Will the COP26 global deforestation pledge really save forests? », *National Geographic* du 5 novembre 2021.

17. <https://www.dhnet.be/actu/monde/vingt-deux-pays-dont-la-belgique-s-engagent-a-cooperer-pour-adapter-leurs-armees-au-changement-climatique-618e96749978e25ff06207d9?>

18. Exemple : la France s'enorgueillit de rejoindre la coalition *Beyond Gas and Petrol* (BOGA). Avec onze autres pays (très peu producteurs), elle promet de ne plus extraire de pétrole ou de gaz... sur son territoire. Elle s'abstient par contre de la coalition entre la Grande-Bretagne et d'autres, qui promettent de ne plus mettre d'argent public hors frontières dans des installations fossiles sans abattement. L'absence de la France de la seconde coalition, et celle de la Grande-Bretagne de la première, s'éclairent à la lumière des liens entre Paris et Total, d'une part, et des intérêts fossiles de Londres en mer du Nord, d'autre part.

19. Voir l'enquête de *Global Witness* sur les centaines de porte-flingue des fossiles présents à la COP (<https://www.globalwitness.org/en/press-releases/hundreds-fossil-fuel-lobbyists-flooding-cop26-climate-talks/>). Lire aussi « In Glasgow, COP26 Negotiators Do Little to Cut Emissions, but Allow Oil and Gas Executives to Rest Easy », *Climate News* du 12 novembre 2021 : « *Des représentants de Royal Dutch Shell et Chevron ont participé sous les bannières de délégations nationales ou de groupes industriels. L'Arabie saoudite et d'autres pétro-États ont amené des délégués de leurs sociétés pétrolières. La délégation canadienne comprenant un représentant de Suncor, un des principaux producteurs de sables bitumineux du pays.* »

20. *Financial Times* du 11 novembre 2021

21. <https://www.e3g.org/news/explained-what-does-unabated-coal-mean/>

des réductions d'émissions (on verra plus loin que les États-Unis et l'UE font justement cet amalgame), alors l'abattement pourrait consister simplement à... planter des arbres.

Politiquement, par contre, le message est limpide. En substance, les magnats de l'énergie disent aux gouvernements, et aux peuples :

- ❶ Cessez de rêver de sortie des fossiles, ce qui compte, c'est le développement des technologies « vertes » ;
- ❷ Ne vous mêlez pas de nous empêcher d'exploiter nos mines de charbon et d'en ouvrir de nouvelles, nous sommes déjà bien bons d'accepter des systèmes pour diminuer l'impact du CO₂ ;
- ❸ Ne vous mêlez pas de nous imposer une proportion minimale d'émissions à « abattre », ou une méthode d'abattement plutôt qu'une autre ;
- ❹ Si vous voulez vraiment couper dans les subventions aux fossiles, coupez dans les subventions « inefficaces », qui ne contribuent pas à créer de la plus-value (22).

Voilà le message que « nos » gouvernements ont ratifié à Glasgow, sans même avoir été consultés sur son contenu final. C'est un véritable coup de force fossile.

Ruée sur la « neutralité carbone en 2050 »

Le pouvoir souverain du Marché – c'est-à-dire du profit, c'est-à-dire des actionnaires – s'exprime non seulement dans les « accords », mais aussi dans la ruée des gouvernements sur l'objectif de la « neutralité carbone en 2050 » (« zéro émissions nettes »). Union européenne, États-Unis, Afrique du Sud, Brésil, Russie, Japon, Arabie saoudite... tout le monde y est allé de sa « stratégie ». Plus Glasgow se rapprochait, plus les promesses de « zéro carbone net en 2050 » se multipliaient et plus ces promesses consistaient en fait à remplacer les réductions d'émissions à court terme par d'hypothétiques absorptions de carbone à long terme. Tout en criant bien fort qu'ils visaient la « neutralité carbone » en 2050 (23), certains gouvernements remettaient une contribution nationale déterminée (NDC) inchangée, voire inférieure à celle de 2015 (24) ! Tout est bon pour noyer le poisson.

Climate Action Tracker (CAT) a remis les pendules l'heure en distinguant les politiques climatiques effectivement menées, les NDC rehaussées, les promesses faites à la COP et les stratégies de « neutralité carbone en 2050 » (25). On l'a dit au début de cet article : sur base des politiques

menées, la hausse de température moyenne sera de 2,7°C d'ici 2100 (fourchette : de +2 à +3,6°C). Le bilan ne s'améliore pas en ajoutant les accords et les stratégies de « net zéro », au contraire. Globalement, « aucun pays n'a mis en place de politiques de court terme suffisantes pour se mettre lui-même sur la trajectoire qui mène au net zéro ».

Cette conclusion générale se décline comme suit :

- avec les objectifs 2030, en supposant leur concrétisation, la projection est de +2,4 (fourchette : de +1,9 à +3°C) ;
- avec les objectifs 2030 et les promesses faites durant la COP, en supposant leur concrétisation, la projection est de +2,1 (fourchette : +1,7 à +2,6°C) ;
- avec en plus les promesses de « neutralité carbone » en 2050 (« Scénario optimiste », selon le rapport...), la projection est de +1,8 (fourchette de +1,5 à +2,4°C). « Ce scénario n'est pas compatible avec l'accord de Paris » car il « n'exclut pas un réchauffement de +2,4°C ».

Climate Action Tracker a évalué de plus près les stratégies de « neutralité en 2050 » (26). Les chercheurs ont choisi dix paramètres et adopté un code de couleur (du bon au mauvais : vert, orange, rouge). Conclusions : les stratégies du Chili, du Costa Rica, de l'Union européenne et du Royaume-Uni sont « acceptables » ; celles de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis et de la Corée du Sud sont « moyennes » ; celles du Japon, de la Chine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sont « pauvres » ; toutes les autres sont « incomplètes » (notamment Brésil, Afrique du Sud, Russie, Arabie saoudite...). Il est clair que la majorité des gouvernements ont sauté dans le train de la « neutralité carbone » afin de se peindre en vert et de passer inaperçus à Glasgow.

L'évaluation des stratégies des pays développés et de la Chine vaut qu'on s'y arrête. L'UE est dans le rouge sur deux paramètres : engagement à l'équité sans clarté, et pas de distinction entre absorptions et réductions d'émissions. L'Allemagne est deux fois dans l'orange et trois fois dans le rouge : son « zéro net » ne couvre pas les émissions du transport aérien et maritime international, et elle n'exclut pas la « compensation carbone » hors des frontières nationales. Mêmes points rouges pour les États-Unis qui, en plus, amalgament absorption et réduction, et dont l'engagement à l'équité manque de clarté (on ne se refait pas !). Quant à la Chine, elle est dans le rouge sur 6 paramètres et dans l'orange sur 3 autres.

Cette analyse confirme entièrement les dénonciations des écologistes et autres activistes : quand elles ne sont pas inexistantes ou complètement creuses, les stratégies « zéro carbone net en 2050 » sont incomplètes et, dans le meilleur des cas, profondément biaisées. Tout ce blabla sur le « zéro carbone net » n'a servi qu'à renvoyer aux calendes grecques la plus grande partie des 19 à 23 GtCO₂eq dont l'élimination dans les huit années qui viennent déterminera la possibilité – ou pas – de ne pas (trop) dépasser 1,5°C de réchauffement. En clair, c'est de l'arnaque, et la cause de cette arnaque est claire comme de l'eau de roche : évitons toute contrainte, toute régulation, toute planification.

Ne décidons rien, fondons le Marché qui décidera

Le 5^e rapport d'évaluation du GIEC disait explicitement ceci : « Les modèles climatiques supposent des marchés qui fonctionnent pleinement et des comportements de marché concurrentiels » (27). Cette supposition présuppose à son tour la création d'un marché doté d'instruments de marché. Paris, en son Article 6, avait adopté le principe d'un « Nouveau mécanisme de marché » pour prendre le relais global des mécanismes du Protocole de Kyoto. Toute une série de conflits inter-capitalistes ont empêché la concrétisation de ce principe à la COP25 (Madrid), qui a échoué sur cette question. Mais alleluia, Glasgow a dégagé un accord. Toutes les parties (États, régions, entreprises) pourront échanger des droits de polluer. Ceux-ci pourront être générés en n'importe quel point de la planète par des investissements « propres », des plantations d'arbres, la conservation des forêts existantes, la capture-séquestration (CCS) et la capture-utilisation (CCU) du CO₂.

Parmi les conflits à trancher : Comment éviter que les droits d'émission soient comptabilisés deux fois (par le ven-

22. La subvention publique au mazout de chauffage qui existe en Belgique, par exemple, est tout à fait « inefficace »...

23. 2060 pour la Chine, 2070 pour l'Inde.

24. Climate Action Tracker, op. cit. cf. note 6.

25. Climate Action Tracker, « Glasgow's 2030 credibility gap: net zero's lip service to climate action. Wave of net zero emission goals not matched by action on the ground », <https://climateactiontracker.org/publications/glasgows-2030-credibility-gap-net-zeros-lip-service-to-climate-action/>

26. Climate Action Tracker, « Net zero target evaluations », <https://climateactiontracker.org/global/cat-net-zero-target-evaluations/>

27. AR5, GT3, Chap. 6, p. 422.



deur et par l'acheteur) ? Les droits générés dans le cadre de Kyoto seront-ils convertibles dans le nouveau système (la majorité de ces droits ne correspondent pas à des réductions réelles des émissions) ? Le commerce des droits sera-t-il taxé pour aider les pays du Sud global à faire face aux « pertes et dommages » qu'ils subissent du fait du réchauffement ? (28) La place manque pour examiner tout cela dans le détail. D'une manière générale, « les mécanismes de l'Article 6 créent tellement de tours de passe-passe significatifs qu'ils pourraient éliminer toute opportunité existant encore d'amener le monde sur la trajectoire du 1,5°C » (29). Les décisions prises par la COP pourraient ne pas suffire à éviter le double comptage. Le compromis dégagé sur les anciens droits – ceux qui ont été générés en 2013 et après seront convertibles – est une victoire pour les marchands d'air chaud (« hot air », les fausses réductions). En particulier au Brésil de Bolsonaro, qui en possède beaucoup.

Une prochaine étape consistera à dresser la liste des investissements prop-

res, générateurs de droits. La liste de l'Union européenne (« *taxonomie* », dans le jargon) sera fixée d'ici la fin de l'année. L'enjeu est majeur : la « *taxonomie* » ouvrira la voie à la finance verte. Question en suspens : le nucléaire en fera-t-il partie ? Le définir comme « *énergie durable* » serait un non-sens absolu. La seule chose durable, dans cette technologie, ce sont les déchets dont personne ne sait que faire. Ils pollueront l'environnement pendant des dizaines de milliers d'années, voire plus. Mais... le marché est fantastique. La Chine, par exemple, programme la construction de 150 réacteurs. Du point de vue capitaliste, qui fait tout voir à l'envers (comme disait Marx), le non-sens absolu serait de passer à côté de ce pactole... source de profits « *durables* ». Emmenés par la France, dix pays militent pour que le nucléaire soit inclus dans la *taxonomie*. Cinq autres s'y opposent, dont l'Allemagne. Qui l'emportera ? Suspense... jusqu'à la décision (30).

Finance climatique : pauvres, tâchez d'être attractifs pour les investisseurs !

Le comble de cette logique criminelle est atteint quand on aborde le thème de la « *finance climatique* ». Il comporte deux volets : flux publics et flux privés. Le premier se subdivise à son tour en deux sous-volets : Fonds vert et indemnisation pour les « *loss and damages* ». À la COP, l'ensemble a fait l'objet d'une journée de plénière : *Welcome to the Finance Day* !

À propos du Fonds vert, le Chancelier de l'Échiquier (ministre des finances britannique) a dit en substance ceci : OK, le Nord n'a pas honoré sa promesse. Désolé

pour cela. Mais nous sommes à 80 milliards, nous arriverons à cent à partir de 2023, nous dépasserons alors l'objectif et cela rattrapera le manque des années précédentes. Ce gentleman n'a pas dit qu'il n'y a que 20 milliards de dons dans le Fonds vert. Le reste, ce sont des prêts. L'accord promet de doubler le financement de l'adaptation au réchauffement à partir de 2025, mais sans garantie. Un comité des Nations unies fera un rapport l'an prochain sur les progrès accomplis vers les 100 milliards de dollars/an. On retiendra surtout que le Sud est menacé d'une nouvelle spirale d'endettement.

La question des pertes et dommages est encore plus explosive, et de loin. Prenons l'exemple de la Somalie. Elle a contribué à 0,00026 % du changement climatique historique... mais subit des sécheresses à répétition, clairement imputables au réchauffement. En 2020, 2,9 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire sévère. L'aide internationale est très insuffisante. Le Kenya, l'Éthiopie, le Soudan, l'Ouganda vivent le même drame (31). Qui va payer ? Et qui paiera pour les catastrophes à venir ? L'ONG *Christian Aid* estime que, à politique inchangée, le changement climatique fera chuter le PIB des pays les plus pauvres de 19,6 % d'ici 2050 et de 63,9 % en moyenne annuelle d'ici 2100. En cas de limitation à 1,5°C, ces chiffres seraient respectivement de 13,1 % et de 33,1 % (32). La facture des pertes et dommages se montera rapidement à plusieurs milliers de milliards. Le principe d'un financement par les pays riches est inscrit dans la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, mais les gouvernements impérialistes refusent de le respecter.

La solution miracle est censée venir de la finance privée. Mark Carney, ancien de Goldman Sachs, ex-directeur de la Banque d'Angleterre, Président du Finance Stability Board du G20, a été désigné par l'ONU comme « *envoyé spécial* » en charge de la finance climatique. Juste avant la COP, il a rassemblé plusieurs composantes de la « *finance verte* » dans la Glasgow Finance Alliance for Net Zero (GFanz). La GFanz est dirigée par 19 PDG de grandes sociétés financières, dont Brian Moynihan de Bank of America, Larry Fink de BlackRock, Jane Fraser de Citigroup, Noel Quinn de HSBC, Ana Botín de Santander et Amanda Blanc d'Aviva. Son but est de fournir « *un forum dirigé par des praticiens permettant aux sociétés financières de collaborer sur des questions*

28. *Financial Times* du 11 novembre 2021.

29. Communiqué de CLARA (Climate Land Ambition and Rights Alliance), <https://globalforestcoalition.org/climate-land-ambition-and-rights-alliance-statement-on-closing-of-cop-26/>

30. https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/cop26/cop26-cinq-pays-europeens-denoncent-le-classement-par-l-ue-du-nucleaire-comme-investissement-vert_4841371.html?fbclid=IwAR0rbRrB9DGy-XHuKowtvAUWzXNETVmmT3fmxX_eajhROQVTn01dtkcnvY

31. <https://www.oxfam.org/fr/changement-climatique-cinq-catastrophes-naturelles-qui-demandent-une-action-urgence>

32. <https://mediacentre.christianaid.org.uk/climate-change-could-cause-64-gdp-hit-to-worlds-vulnerable-countries/>

de fond et transversales qui accéléreront l'alignement des activités de financement avec le zéro net et soutiendront les efforts de toutes les entreprises, organisations et pays pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris » (33).

À la COP, la GFanz était la grande vedette du *Finance Day*. Le consortium pèse 130 000 milliards de dollars. Dithyrambique, le Chancelier de l'Échiquier a tenté de bluffer tout le monde en exaltant ce « mur de capital historique », prêt à voler au secours de la planète et de son climat. Traduction : prêt à financer les investissements « propres », le charbon propre, l'hydrogène vert, les plantations d'arbres, la conservation des forêts existantes, la capture-séquestration (CCS), la capture-utilisation (CCU) du CO₂. Toutes les formes de greenwashing sont bienvenues, pourvu que ça rapporte. Car les conditions sont assez claires : « Pour faire cela, les investisseurs ont besoin d'autant de clarté que dans les mesures financières

traditionnelles des profits et des pertes » (34). Pauvres, tâchez d'être attractifs pour les investisseurs...

L'ONG Reclaim Finance a arraché le masque vert de ces financiers. En vrac : la référence de GFanz (les critères Race to Zero de l'ONU) ne mentionne pas les fossiles ; les membres de l'Alliance ne sont pas tenus de réduire leurs émissions indirectes (émissions dites *Scope 3* qui représentent 88 % environ des émissions du secteur fossile) ; pas d'obligation de réductions en chiffres absolus, une mesure de l'intensité carbone suffit ; aucun des partenaires de GFanz ne bannit ou limite le recours à la compensation ; à la mi-octobre 2021, 34 des 58 membres de l'Asset Owner Alliance (une des composantes de GFanz) ne mettaient aucune restriction à l'investissement dans les fossiles... (35)

Quelques mois avant la COP21, François Hollande ouvrait à Paris le sommet des entreprises sur le climat en déclarant ceci : « Les entreprises sont essentielles parce que ce sont elles qui vont traduire, à travers les engagements qui seront pris, les mutations qui seront nécessaires : l'efficacité énergétique, la montée des énergies renouvelables, la capacité de se transporter avec une mobilité qui ne soit pas consommatrice d'énergie [sic !], le stockage d'énergie, le mode de construction des habitats, l'organisation des villes, et également la participation à la transition,



à l'adaptation des pays qui sont en développement. » (36)

On ne peut que recopier ici l'interprétation de cette déclaration dans *Trop tard pour être pessimistes* : « Bien-aimés capitalistes, nous, les politiques, vous offrons la planète, les villes et les forêts, les sols et les océans, nous vous offrons même le marché de l'adaptation des pays du Sud à la catastrophe que vous leur imposez ; tout est à vous, prenez-le : tel est le message » (37).

Du point de vue du capital, il est faux de dire que la COP26 est du blablabla. C'est plutôt une monstrueuse apothéose de néolibéralisme. Ce sommet a fait un pas en avant significatif sur la voie de marchandisation totale de la Terre, de ses écosystèmes et de ses habitants. Au profit de la finance, et sur le dos des peuples.

En guise de conclusion

Les responsables politiques le reconnaissent tous et toutes (ou presque) : l'urgence est maximale, le risque est incalculable, il n'y a pas un instant à perdre. Et pourtant, de COP en COP, en dépit de l'éclairage par « la meilleure science », le temps de la riposte est gaspillé et la marche à l'abîme s'accélère. Cette réalité aberrante, hallucinante et effrayante ne découle ni de l'imbécillité de tel ou tel responsable, ni du complot de forces

occultes : elle découle des lois fondamentales du capitalisme, et ces lois corrompent aussi la « meilleure science ». Basé sur la concurrence pour le profit, ce mode de production oblige des millions de capitalistes, sous peine de mort économique, à prendre à chaque instant des millions de décisions d'investissement qui visent à augmenter la productivité du travail par des machines. La baisse du taux de profit qui en résulte tendanciellement est compensée par une augmentation de la masse de marchandises produites, une augmentation de l'exploitation de la force de travail, et une augmentation de l'exploitation des autres ressources naturelles. Ce système fonctionne comme un automate hors de tout contrôle. Il porte en lui, comme la nuée porte l'orage, non seulement la guerre – comme disait Jaurès –, mais aussi un potentiel de développement illimité, de croissance illimitée des inégalités et d'aggravation illimitée

des destructions écologiques.

Il faut le répéter avec force : il y a un antagonisme insurmontable entre la prolongation de ce système et la sauvegarde de la planète comme environnement propice à la vie et à l'humanité. Dès lors, comme Lénine face au déclenchement de la guerre en 1914, il faut, pour commencer, et indépendamment des rapports de forces, oser poser clairement le diagnostic : la situation est « objectivement révolutionnaire ». Avec la COP de Glasgow s'ouvre un bref cycle d'avertissements de plus en plus pressants : soit la convergence des mobilisations sociales permettra de commencer à combler l'énorme fossé entre cette situation objective et le niveau de conscience des exploités et opprimés (le « facteur subjectif »), soit l'automate nous enfoncera toujours plus profondément dans une barbarie d'une ampleur sans précédent. ■

Le 17 novembre 2021

33. <https://www.globalcapital.com/article/299y63wwjw04h50dqps0/sri/gfanz-becomes-new-oversight-body-for-climate-finance>

34. <https://inews.co.uk/news/politics/cop26-rishi-sunak-unveils-130-trillion-commitment-to-help-developing-nations-fight-climate-change-1281644>

35. https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2021/11/FINAL_GFANZ_Report_02_11_21.pdf

36. www.elysee.fr/declarations/article/discours-lors-de-l-ouverture-du-sommet-des-entreprises-pour-le-climat-unesco/

37. Daniel Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes. Écosocialisme ou effondrement*, op.cit.

Écosocialisme et décroissance : Parlons-en !

Par
Lorenzo Velotti*

P our dépasser le capitalisme, il est nécessaire de d'interroger le concept de croissance économique. Il est nécessaire de retrouver une ligne de pensée qui a évolué à travers le mouvement décolonial et d'autres mouvements critiques et qui a traversé de nombreuses disciplines.

Le récent lauréat du prix Nobel de physique, Giorgio Parisi, s'exprimant au Parlement italien sur le changement climatique, a déclaré : « *Le PIB de chaque pays est la base des décisions politiques, et la mission des gouvernements semble être de l'augmenter autant que possible. Mais cet objectif est cependant en profonde contradiction avec l'arrêt du réchauffement climatique...* » (1). Cette intervention a suscité le scepticisme des politiciens et des économistes italiens : après tout, qu'est-ce qu'un physicien peut bien comprendre de



la marche du monde ? *Eppur si muove...* Et pourtant, il tourne : en dehors de la péninsule, le débat est vivant et il est pris au sérieux non seulement par des physiciens, des sociologues ou des anthropologues, mais aussi par divers économistes hétérodoxes.

Si le dépassement du capitalisme est notre perspective, il est indispensable de s'interroger sur la croissance. L'accumulation capitaliste primitive a été rendue possible par des processus d'exploitation et d'extraction de la nature et du travail. En Europe, les enclosures (2) étaient une forme de colonisation interne visant à créer une pénurie artificielle pour le plus grand nombre et une accumulation pour quelques-uns, tandis que dans le reste du monde, un processus d'enclosure encore plus violent a été imposé : la colonisation, avec l'extermination des populations indigènes et la traite des esclaves. Entre-temps, comme l'écrit Silvia Federici (3), on a colonisé le corps des femmes et leur travail de soin, exploité gratuitement car considéré comme « *naturel* ».

En d'autres termes, la croissance est et a toujours été liée aux processus de colonisation. En effet, comme le soutiennent les auteurs de *The Future is Degrowth : A Guide to a World Beyond Capitalism* (4), la croissance est la matérialisation de la dynamique de l'accumula-

tion capitaliste. Le capitalisme ne se définit pas par la présence de marchés, qui le précèdent de milliers d'années, mais il doit son caractère unique au fait d'avoir l'accumulation et la croissance infinie – impossible sans exploitation – pour condition nécessaire d'existence. Si le socialisme signifie mettre fin à l'exploitation, il signifie aussi mettre fin à l'accumulation, et donc à la croissance infinie.

La décroissance dans les médias et les institutions internationales

Par exemple, le *New York Times* (5) était conscient de la gravité et de l'urgence du débat. Il en a parlé en première page de son édition internationale du 16 septembre dernier. Si, écrit-il, le paradigme dominant est celui de la croissance verte – promu par les gouvernements européens, la Maison Blanche, la Banque mondiale, etc. – c'est-à-dire la confiance dans la compatibilité d'un PIB en constante augmentation et d'une transition écologique fondée sur l'innovation technologique (et guidée par le marché), un paradigme rival est en train d'émerger, celui de la décroissance.

« *Tiens donc, un paradigme émergent ? Encore cette histoire de "décroissance heureuse" ?* » – pourrait on facilement contester en Italie, en rappelant le

* Lorenzo Velotti est doctorant à la Scuola Normale Superiore et membre de Cosmos (Centre d'études sur les mouvements sociaux). Il s'est spécialisé en anthropologie et en développement à la London School of Economics. Cet article a paru d'abord le 5 novembre 2021 dans *Jacobin Italia* (<https://jacobinitalia.it/ecosocialismo-e-decrescita-parliamone/>). Traduit de l'italien par JM.

1. <https://www.youtube.com/watch?v=6uRJDzflYYg>
 2. L'enclosure est un terme anglais désignant, au sens strict, une parcelle enclose d'un muret de pierres sèches ou d'une haie. Le « *mouvement des enclosures* » désigne la longue mutation du système agraire qui s'est produite en Angleterre au XVI^e et XVII^e siècle. Lors de ce processus, les communs, des landes et pâtures utilisées collectivement par des communautés paysannes, sont divisés et enclos pour l'élevage des ovins par les grands propriétaires. Au sens métaphorique, les théoriciens des communs désignent par enclosure toutes les dynamiques systématiques de privatisation des ressources collectives.
 3. Silvia Federici, *Caliban et la Sorcière, Femmes, corps et accumulation primitive*, éditions Entremonde, Genève-Montreuil 2014, 24,00€
 4. Matthias Schmelzer, Aaron Vansintjan, Andrea Vetter, *The Future is Degrowth : A Guide to a World Beyond Capitalism*, (L'avenir, c'est la décroissance : un guide pour un monde au-delà du capitalisme), à paraître chez Verso, Londres, en juin 2022.
 5. « *Do We Need to Shrink the Economy to Stop Climate Change ?* », *New York Times* du 16 septembre 2021.

slogan en vogue il y a maintenant plus d'une décennie. Une expression qui, dans l'imaginaire collectif, signifie au mieux une forme privilégiée de consumérisme éthique ou, dans le pire des cas, le retour à l'âge des cavernes. Sans renier celles et ceux qui ont porté le sujet dans le passé, il est important de reconnaître qu'il y a de nouvelles figures de référence, une multiplicité de disciplines qui l'abordent et un nombre croissant de groupes et d'institutions politiques qui le prennent au sérieux.

En 2019, 11 258 scientifiques de 153 pays différents ont signé un court avertissement dans lequel ils précisent notamment que « nos objectifs doivent passer de la croissance du PIB et de la recherche de la richesse à la préservation des écosystèmes et à l'amélioration du bien-être humain, en donnant la priorité aux besoins fondamentaux et à la réduction des inégalités » (6). Dans le dernier rapport des Nations unies sur la biodiversité mondiale, la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES, l'équivalent du GIEC pour la biodiversité) émet la recommandation principale d'abandonner la fixation sur la croissance du PIB, en parlant de la décroissance comme une approche de plus en plus pertinente pour arrêter le processus d'extinction de masse en cours et pour préserver la biodiversité (7).

L'Agence européenne pour l'environnement, un organisme de l'UE, a écrit dans son rapport de 2021, intitulé *Croissance sans croissance économique* (8), que la « grande accélération » en cours de la perte de biodiversité, du changement climatique, de la pollution et de la perte du capital naturel est étroitement liée à la croissance économique. Et qu'un

« découplage » complet entre celle-ci et la consommation des ressources pourrait ne pas être possible. Enfin, elle a souligné que la « *Doughnut Econo-mics* » (9), la post-croissance et la décroissance sont des alternatives qui offrent des idées précieuses. Une brève définition de la décroissance peut être celle donnée par Jason Hickel (10), peut-être l'auteur contemporain le plus influent, selon lequel il s'agit d'une « *une réduction planifiée de l'utilisation de l'énergie et des ressources visant à rééquilibrer l'économie avec le monde vivant afin de réduire les inégalités et d'améliorer le bien-être humain* ».

Entre-temps, certaines parties du rapport du GIEC sur le réchauffement climatique (11) qui doit paraître en mars 2022, ont été divulguées – et reprises, par exemple, par le *Guardian* (12) –, car certains auteurs craignaient qu'elles ne soient supprimées en raison de la très forte pression exercée par les lobbies des pollueurs publics et privés (13). Les prescriptions ne laissent aucune place au doute : « *Les changements technologiques mis en œuvre jusqu'à présent au niveau mondial ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs en matière de climat et de développement (...). La croissance de la consommation d'énergie et de matériaux est la principale cause de l'augmentation des gaz à effet de serre (GES). Le léger découplage de la croissance par rapport à la consommation d'énergie (largement alimenté par la délocalisation de la production) n'a pas permis de compenser l'effet de la croissance économique et démographique (...). Dans les scénarios impliquant une réduction de la demande d'énergie, les défis de la mitigation sont considérablement réduits, avec une moindre dépendance à l'égard de l'éli-*

mination du CO₂, une moindre pression sur le territoire et une baisse des prix du dioxyde de carbone. Ces scénarios n'impliquent pas une diminution du bien-être, mais plutôt la fourniture de meilleurs services ». En bref : des scénarios de décroissance.

Il est donc compréhensible que la question de la décroissance fasse l'objet d'un véritable débat dans de nombreux pays. En France, en septembre dernier, *le Monde* a ouvert ses pages à un large débat entre partisans et adversaires de la décroissance (14) ; dans *le Monde Diplomatique*, un éloge de la décroissance a été publié en octobre dernier (15), et dans *Libération*, 237 articles mentionnent la décroissance rien que de 2019 à ce jour. Pour en revenir au monde anglophone, le principal chroniqueur du *Guardian* sur les questions environnementales a écrit que « *la croissance verte n'existe pas – "moins de tout" est la seule façon d'éviter la catastrophe* » (16). Aux Pays-Bas, Amsterdam a officiellement adopté le modèle de « *l'économie du beignet* » (17). En Espagne, *El País* a récemment fait un reportage sur la décroissance, notant que le débat à ce sujet a été relancé par la question de l'extension de l'aéroport de Barcelone (18). En effet, la plateforme qui a organisé la manifestation de masse pour arrêter le projet, qui a été par la suite suspendu par le gouvernement de Madrid, s'appelle sans équivoque Plateforme pour la décroissance du port et de l'aéroport de Barcelone (19). Parmi les partis qui ont soutenu la contestation, la Cup (Candidature d'unité populaire), qui a obtenu 7 % aux dernières élections catalanes et dont les votes des députés sont cruciaux pour le gouvernement catalan, a inscrit la décroissance à son

6. <https://academic.oup.com/bioscience/article/70/1/8/5610806>

7. IPBES, *The global assessment report on Biodiversity and Ecosystem Services* : <https://ipbes.net/global-assessment>

8. <https://www.eea.europa.eu/publications/growth-without-economic-growth>

9. La *Doughnut Economics* (la théorie du Donut, traduit parfois « *économie du beignet* »), est un cadre visuel pour la durabilité de l'économie – en forme de beignet troué – combinant le concept de frontières planétaires avec le concept complémentaire de frontières sociales. Ce modèle propose de considérer la performance d'une économie par la mesure dans laquelle les besoins des gens sont satisfaits sans dépasser le plafond écologique de la Terre. Le nom dérive de la forme du diagramme, c'est-à-dire un disque avec un trou au milieu. Le trou central du modèle représente la proportion de personnes qui n'ont pas accès aux éléments essentiels de la vie

(soins de santé, éducation, équité, etc.) tandis que le bord extérieur représente les plafonds écologiques (limites planétaires) dont dépend la vie et qui ne doivent pas être dépassés. Voir : Kate Raworth, *La théorie du Donut*, Plon, Paris 2018 (https://www.google.fr/books/edition/La_Théorie_du_donut/UYh1DwAAQBAJ?hl=fr&gbpv=1&printsec=frontcover)

10. Jason Hickel, « What does degrowth mean ? A few points of clarification », *Globalizations*, vol. 18, 2021, n° 7 : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14747731.2020.1812222?scroll=top&needAccess=true&>

11. André Noël, « Le GIEC considère la décroissance comme clé pour atténuer le changement climatique », *Ricochet*, 16 septembre 2021, <https://ricochet.media/fr/3780/un-rapport-inedit-du-giec-propose-la-decroissance>

12. Fiona Harvey, Giles Tremlett, « Greenhouse gas emissions must peak

within 4 years, says leaked UN report », *The Guardian*, 12 août 2021, <https://www.theguardian.com/environment/2021/aug/12/greenhouse-gas-emissions-must-peak-within-4-years-says-leaked-un-report>

13. Des documents divulgués le 21 octobre par Greenpeace et la BBC montrent comment certains États ont essayé d'infléchir le rapport des experts du GIEC avant la COP26, voir par exemple *Ouest France* du 22 octobre 2021 : <https://www.ouest-france.fr/environnement/rechauffement-climatique/climat-avant-la-cop-26-des-etats-ont-tente-de-faire-pression-sur-le-rapport-du-giec-f6ff7164-3277-11ec-8668-6a8a63483124>

14. https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/09/24/les-debats-des-verts-sont-loinde-refleter-la-profondeur-du-champ-de-la-decroissance_6095896_3232.html

15. Vincent Liegey, « Éloge de la décroissance », *le Monde diplomatique*, octobre

2021.

16. George Monbiot, « "Green growth" doesn't exist – less of everything is the only way to avert catastrophe », *The Guardian*, 29 septembre 2021 : <https://www.theguardian.com/commentis-free/2021/sep/29/green-growth-economic-activity-environment>

17. Daniel Boffey, « Amsterdam to embrace "doughnut" model to mend post-coronavirus economy », *The Guardian*, 8 avril 2020 : <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/08/amsterdam-doughnut-model-mend-post-coronavirus-economy>

18. Cristian Segura, « La ampliación de El Prat aviva el debate sobre el decrecimiento », *El País* du 15 août 2021 : <https://elpais.com/espana/catalunya/2021-08-15/la-ampliacion-de-el-prat-aviva-el-debate-sobre-el-decrecimiento.html>

19. <https://zeroportbcn.wordpress.com/>

programme officiel : « *Nous favoriserons la décroissance de la sphère matérielle de l'économie, la réduction de la consommation de matière et d'énergie en termes absolus, et surtout celle des classes dirigeantes* ». De plus, comme le note le même journal, une bonne partie de la municipalité de la ville, Podemos et Esquerra Republicana, partagent ces positions.

La décroissance dans le débat universitaire international

Toujours à Barcelone, l'association universitaire Research and Degrowth (recherche et décroissance) (20) ainsi que le réseau international Stay Grounded (21), ont contribué à l'organisation de la conférence Degrowth of Aviation (décroissance de l'aviation) en 2019 (22). Le cas d'un aéroport (et de l'aviation en général) est un bon exemple pour parler de décroissance : c'est un secteur en plein essor (les estimations les plus récentes prévoient une crois-

sance de 4,3 % par an pour les vingt prochaines années), dont une très petite partie de la population bénéficie (seulement 10 % de la population mondiale a pris l'avion au moins une fois), mais qui n'est pas susceptible de se décarboner (23) et contribue donc de plus en plus à l'extinction rapide du budget carbone mondial restant. Pourtant, l'aéroport contribue considérablement au PIB, directement et indirectement. Maintenant, la question face à son extension à Barcelone est simple : voulez-vous investir de l'argent pour agrandir l'aéroport et ainsi :

- ❶ Augmenter le trafic de passagers (y compris les touristes qui afflueront dans la ville) de 20 millions par an ;
- ❷ Bétonner une zone naturelle ;
- ❸ Contribuer à l'extinction rapide du budget restant en matière d'émissions de gaz à effet de serre ?

D'une part, les journaux et les partis dominants ont défendu avec acharnement le projet, soulignant la contribution qu'il apporterait au développement et à la croissance économique de la ville, de la région et du pays ; d'autre part, les opposants ont mis en avant la folie écologique et sociale que représenterait l'agrandissement, lançant le slogan gagnant : moins d'avions, plus de vie.

L'objection immédiate d'une personne honnêtement écologiste mais convaincue de l'importance de la croissance soulignerait probablement le fait que, dans ce cas, les militants ont raison, que ce n'est pas le modèle de croissance auquel il faut aspirer mais que l'économie a diverses façons de croître sans avoir d'impact énergétique, matériel ni émettre des gaz à effet de serre ; que la croissance verte, c'est-à-dire immatérielle, est la voie royale à suivre. Ceux qui luttent pour la décroissance répondent que la croissance verte et immatérielle est un oxymore, ou au mieux un mythe (24). Et c'est peut-être là le nœud fondamental (mais non exclusif) du débat macroéconomique et physique sur la décroissance : celui du soi-disant découplage complet entre la croissance du PIB et la croissance des émissions, l'utilisation des matériaux et de l'énergie. En ce sens, à la question « *La croissance verte est-elle possible ?* », Hickel et Kallis apportent la réponse la plus brutale, en concluant, premièrement, qu'il « *n'existe aucune preuve empirique que le découplage total de l'utilisation des ressources puisse être réalisé à l'échelle mondiale dans un contexte de croissance économique continue* », et que, deuxièmement, « *il est très peu probable que le découplage total des émissions de*

carbone puisse être réalisé à un rythme suffisamment rapide pour empêcher le réchauffement climatique de dépasser 1,5°C ou 2°C, même dans des conditions politiques optimistes » (25).

Un texte présentant un examen systématique de 835 articles évalués par des pairs sur le découplage de la croissance du PIB, de l'utilisation des ressources et des émissions de CO₂ arrive à des conclusions similaires (26). Un essai publié cette année dans la prestigieuse revue *Nature* (27) conclut que les scénarios de décroissance réduisent de nombreux risques clés en matière de faisabilité et de durabilité des voies envisagées par les solutions technologiques, tels qu'un découplage hypothétique entre la forte consommation d'énergie et le PIB, l'élimination à grande échelle du dioxyde de carbone de l'atmosphère et son stockage souterrain, et une transformation à grande échelle et à grande vitesse vers les énergies renouvelables. Enfin, toujours dans *Nature*, un article de l'été dernier affirme que « *les approches post-croissance peuvent faciliter la réduction rapide [des gaz à effet de serre] en améliorant les résultats sociaux et devraient être explorées par les modélisateurs climatiques* » (28).

Les études susmentionnées se consacrent à l'aspect physique et technique insuffisant (mais indispensable) de la question, affirmant qu'il est hautement improbable de découpler, de séparer croissance du PIB et dégradation de l'environnement. À ce stade, l'économiste plus ou moins orthodoxe affirme généralement que, bien que cela ne se soit jamais produit auparavant, le découplage est théoriquement possible. Mais, aussi vrai soit-il que peu de choses sont théoriquement impossibles, la possibilité théorique d'un phénomène ne nous dit rien sur sa probabilité ou sur sa désirabilité politique. La dernière partie de l'article est consacrée à ce dernier point. En attendant, il faut préciser que le découplage n'occupe qu'une partie de la croissance de la littérature sur la décroissance (29). En 2020, en anglais, ont paru 70 articles universitaires, quatre numéros spéciaux, 203 articles en ligne et 11 livres traitant de la décroissance (30). Après avoir dépassé la question du découplage, il s'agit surtout d'analyser de manière critique l'intersection de la croissance, du capitalisme, du colonialisme, du patriarcat et de la crise écologique, et/ou de proposer des pistes viables vers un socialisme sans croissance, écologique, décolonial et féministe (31). De ce constat, je tire la thèse qui suit.

20. <https://degrowth.org/>

21. <https://stay-grounded.org/position-paper/>

22. <https://stay-grounded.org/report-degrowth-of-aviation/>

23. Paul Peeters, James Higham, Diana Kutzner, Scott Cohen, Stefan Gössling, « Are technology myths stalling aviation climate policy ? », *Science Direct* vol. 44, May 2016 : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1361920916000158?via%3Dihub>

24. Stéphane Foucart, « La "croissance verte" pourrait n'être rien d'autre qu'un mythe, qu'il faudrait sans doute qualifier de "fake news" », *Le Monde* du 3 octobre 2021 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/10/03/la-croissance-verte-pourrait-n-etre-rien-d-autre-qu-un-mythe-qu-il-faudrait-sans-doute-qualifier-de-fake-news_6096893_3232.html

25. Jason Hickel, Giorgios Kallis, « Is Green Growth Possible ? », *New Political Economy*, vol. 25, 2020, n° 4.

26. H. Haberl, D. Wiedenhofer, D. Virág, G. Kalt, B. Plank, P. Brockway, T. Fishman, D. Hausknost, F. Krausmann, B. Leon-Gruchalski, « A systematic review of the evidence on decoupling of GDP, resource use and GHG emissions, part II : synthesizing the insights », <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ab842a>

27. Lorenz T. Keyßer, Manfred Lenzen, « 1,5°C degrowth scenarios suggest the need for new mitigation pathways », *Nature*, 11 mai 2021 : <https://www.nature.com/articles/s41467-021-22884-9>

28. Jason Hickel, Paul Brockway, Giorgios Kallis, Lorenz Keyßer, Manfred Lenzen, Aljosa Slamersak, Julia Steinberger, Diana Ürge-Vorsatz, « Urgent need for post-growth climate mitigation scenarios », *Nature*, 4 août 2021 : <https://www.nature.com/articles/s41560-021-00884-9>

29. Voir la bibliographie réalisée par Timothée Parrique, en anglais : <https://timotheeparrique.com/academic-articles/>

30. <https://twitter.com/timparrique/status/1347098907235512320?s=20>

31. Giorgios Kallis, Timothée Parrique, « La décroissance : le socialisme sans la croissance », *Terrestres* du 18 février 2021 : <https://www.terrestres.org/2021/02/18/la-decroissance-le-socialisme-sans-la-croissance/>



(Éco)socialisme et décroissance

Parmi les raisons pour lesquelles « *la gauche* » peine à proposer un imaginaire collectif alternatif à celui du capitalisme, il y a précisément la contradiction qui émerge nécessairement et constamment en raison de l'absence d'une critique politique et économique de la croissance. Nombre d'orientations politiques que nous trouvons correctes se heurtent précisément à la nécessité artificielle d'une croissance continue du PIB. L'impasse imaginative qui en résulte finit par donner raison, implicitement ou explicitement, à ceux qui, au centre et à droite, veulent tout marchandiser pour se développer. C'est une impasse dont on ne peut sortir sans avoir le courage de remettre en question la croissance dans son ensemble.

Prenons deux exemples. Une revendication historique de la classe ouvrière a souvent été « *travailler tous, travailler moins* ». Une demande tout à fait raisonnable lorsque, comme c'est le cas maintenant, l'efficacité et la productivité augmentent, diminuant le temps nécessaire pour produire les mêmes unités. Keynes lui-même prévoyait qu'aujourd'hui nous pourrions travailler environ 15 heures par semaine pour produire autant que nous le faisons alors pour satisfaire nos besoins. Pourtant, en raison de la dépendance à l'égard de la croissance constante du PIB, le temps de travail n'a pas été réduit et redistribué pour produire les mêmes quantités, mais il a été maintenu, alors que le travailleur produit vingt fois plus et gagne moins. Si la croissance n'est pas abolie, la traduction des gains de productivité en temps de loisirs passe à la trappe.

Imaginez une place, un terrain public, privatisé horizontalement par des tables de restaurants touristiques et rempli verticalement de panneaux publicitaires qui nous

incitent à consommer des biens dont nous n'avons pas besoin, et qui ont des effets négatifs sur la planète et sur notre santé mentale. Ceux qui lisent ces lignes conviendront de la nécessité de rendre cet espace à la convivialité, à l'art public et à la verdure. Et pourtant, si nous faisons de la victime de cet enclosure contemporaine un bien commun, nous perdrons beaucoup de PIB : celui généré par les restaurants, par la publicité elle-même, par ceux qui conçoivent, photographient et impriment cette publicité, et celui dû à la consommation qu'elle induit. Et nous perdrons, bien sûr, des emplois. C'est un chantage permanent, avec lequel le capitalisme a toujours réussi à convaincre la gauche de la nécessité de la croissance, ne laissant aucune place à l'hypothèse que nous pouvons tous travailler moins et mieux. Dans cet exemple, une idée de gauche de l'espace public se heurte à la nécessité artificielle de la croissance.

L'augmentation constante du butin à partager est l'arme idéologique et culturelle la plus puissante du capitalisme : la possibilité de ne plus partager équitablement les richesses matérielles est offerte précisément par le fait que – du moins en théorie – même les plus petites portions augmentent toujours. Si la promesse sans fin du « *plus* » cessait d'exister, la répartition équitable des ressources disponibles serait nécessairement la seule hypothèse raisonnable.

D'aucuns pourraient toutefois se demander comment un écosocialisme sans croissance peut continuer à garantir la perspective d'une augmentation du niveau de vie de la majorité des gens. Il y a au moins deux bonnes réponses. La première est que cette promesse, aujourd'hui déclinée à travers l'association entre le niveau de vie et la croissance économique,

est de la poudre aux yeux : il suffit de se rappeler qu'aux États-Unis les niveaux de bonheur ont stagné et diminué depuis les années 1950 alors que le revenu par habitant a quadruplé. Personne ne nie que dans de nombreux contextes, une plus grande utilisation des ressources et de l'énergie soit fonctionnelle à une amélioration des conditions de vie. Là, si des mesures sont prises pour répondre aux besoins existants, le PIB augmentera. Mais dans le Nord global, une fois que certains niveaux de besoins matériels ont été satisfaits, l'augmentation du bien-être cesse d'être conditionnée par la croissance du PIB. Ce qui fait la différence, selon une étude récente (32), c'est la qualité des services publics, l'égalité et la démocratie, qui sont associés à une plus grande satisfaction des besoins (et à des besoins énergétiques moindres). Inversement, une croissance du PIB supérieure à des niveaux modérés de bien-être se traduit par une moindre satisfaction des besoins (et des besoins énergétiques plus élevés). D'autres indicateurs de bien-être sont également en corrélation avec le PIB jusqu'à certains niveaux, mais pas au-delà : nous savons que plusieurs pays européens (mais aussi le Costa Rica, Cuba et d'autres) présentent généralement des niveaux de bonheur, d'espérance de vie et de qualité de l'éducation bien plus élevés que les États-Unis, malgré un PIB par habitant nettement inférieur. En résumé, être en faveur de la décroissance dans les pays du Nord ne signifie pas que l'on ignore ou que l'on renonce aux aspirations individuelles et collectives à un avenir meilleur, mais que l'on reconnaît que la croissance du PIB en soi n'est pas un moyen de les satisfaire.

La deuxième façon de répondre à la question est de réfléchir à ce que l'on entend par « *majorité des gens* », car il est notoire que cette majorité ne réside pas dans les pays qui se définissent comme « *développés* ». En ce sens, exiger la décroissance des colonisateurs est un instrument de la lutte décoloniale (33). Le Nord global de la planète est aujourd'hui responsable de 92 % de toutes les émissions

32. Jefim Vogel, Julia K. Steinberger, Saniel W. O'Neil, William F. Lamb, Jaya Krishnakumar, « Socio-economic conditions for satisfying human needs at low energy use : An international analysis of social provisioning », *Science Direct* vol. 69, Juillet 2021 : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378021000662>

33. Rosario Guzman, « Who is afraid of degrowth ? A Global South economic perspective », *IBON*, 12 octobre 2021 : <https://www.ibon.org/who-is-afraid-of-degrowth-a-global-south-economic-perspective/>

sions dépassant les limites planétaires (34), sans parler d'une utilisation des ressources, pour la plupart pillées au détriment du Sud global, quatre fois supérieure à un niveau soutenable (35). Pour une justice environnementale globale, s'il doit y avoir dans le Sud global une plus grande richesse matérielle – et donc une plus grande utilisation des matériaux et des ressources –, il doit y avoir une diminution drastique de l'utilisation des matériaux et des ressources dans le Nord. En tant qu'habitants de cette partie du monde, exiger la décroissance pour libérer et restituer l'air, la terre et les ressources fait partie

34. Jason Hickel, « Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary », *The Lancet* vol. 4 n° 9, 1er septembre 2020.

35. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/goal-12/>

36. À paraître en français en janvier 2022 sous le titre *Moins pour plus : Comment la décroissance sauvera le monde* (Époque épique, éditions Marabout, 22,90 €).

des formes d'activisme les plus clairement décoloniales dans lesquelles nous pouvons nous engager.

Un débat à prendre au sérieux

Dans cet article, j'ai essayé d'expliquer pourquoi nous ferions bien de prendre ce débat au sérieux. Il faut reconnaître que, tant pour les gens ordinaires que pour les économistes les plus célèbres, la décroissance demande un effort important : une décolonisation de l'imaginaire avec lequel nous avons tous grandi (ainsi qu'une déconstruction d'une grande partie de notre bagage intellectuel pour pour les seconds). C'est d'ailleurs ce qu'a toujours nécessité tout grand changement de paradigme dans l'histoire. Comme l'a écrit Immanuel Wallerstein, une révolution est, avant tout, une transformation du sens politique commun.

Pour approfondir, je ne peux que me référer aux nombreuses sources citées, et

peut-être à un livre avant tout : *Less is More : How Degrowth Will Save the World* de Jason Hickel (2020) (36).

Une dernière remarque concernant le terme « décroissance ». Beaucoup de gens ne l'aiment pas : « C'est brutal ! ». Et peut-être vaudrait-il mieux ne pas l'employer. Mais il se pourrait que son importance réside précisément dans la difficulté de rendre ce terme convenable (par opposition à « soutenabilité », « vert », « inclusivité », « résilience » ou encore « socialisme »). La décroissance dérange précisément parce qu'elle ne laisse aucune place au doute : pour la justice environnementale et pour la vie, la dimension matérielle de l'économie doit diminuer, les biens communs doivent être multipliés, le travail démocratisé, le temps libéré, la richesse redistribuée. Si nous faisons tout cela, il est probable que le PIB diminue. Admettons-le et organisons-nous pour que cela se fasse de la manière la plus juste possible. La décroissance, c'est cela. ■

L'écocosocialisme et/ou la décroissance ?

Par
Michael Löwy*

L'écocosocialisme et le mouvement de la décroissance sont parmi les courants les plus importants de la gauche écologi-

* Michael Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écocosocialiste. Il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues. Rappelons les plus récents : *Écocosocialisme – l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris 2011, Mille et une nuits (nouvelle édition augmentée : Paris 2020, Le temps des cerises) ; *la Cage d'acier : Max Weber et le marxisme wébérien*, Paris 2013, Stock ; *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires* (en collaboration avec Olivier Besancenot), Paris 2014, Mille et une nuits ; *le Sacré fictif – Sociologie et religion : approches littéraires*, Paris 2017, éditions de l'Éclat (avec Erwan Dianteill) ; *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire*, Paris 2018, Le temps des cerises ; *la Lutte des dieux – Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris 2019, Van Dieren Éditeur ; *Luttes écologiques et sociales dans le monde – Allier le vert et le rouge* (avec Daniel Tanuro), Paris 2021, Textuel. Nous reprenons ici un article publié par la revue *Rupture* n° 1 de l'automne 2020 de l'organisation irlandaise RISE (Revolutionary Internationalist Socialist Environmentalist) et reprise par *Climate & Capitalism* (<https://climateandcapitalism.com/2020/10/08/ecosocialism-and-or-degrowth/>). Traduit de l'anglais par JM.

que. Les écocosocialistes s'accordent à dire qu'une mesure significative de décroissance de la production et de la consommation est nécessaire afin d'éviter l'effondrement écologique. Mais ils ont une évaluation critique des théories de la décroissance car :

- Le concept de « décroissance » est insuffisant pour définir un programme alternatif ;
- Il ne précise pas si la décroissance peut être réalisée ou non dans le cadre du capitalisme ;
- Il ne fait pas de distinction entre les activités qui doivent être réduites et celles qui doivent être développées.

Il est important de tenir compte du fait que le courant de la décroissance, particulièrement influent en France, n'est pas homogène : inspiré par les critiques de la société de consommation (Henri Lefebvre, Guy Debord, Jean Baudrillard) et du « système technicien » (Jacques Ellul) il comprend des perspectives politiques différentes. Il y a au moins deux pôles qui assez éloignés, sinon opposés : d'un côté, les critiques de la culture occidentale tentées par

le relativisme culturel (Serge Latouche) et de l'autre, les écologistes de gauche universalistes (Vincent Cheynet, Paul Ariès).

Serge Latouche, connu dans le monde entier, est l'un des théoriciens français de la décroissance les plus controversés. Bien sûr, certains de ses arguments sont légitimes : démystification du « développement durable », critique de la religion de la croissance et du « progrès », appel à une révolution culturelle. Cependant, son rejet massif de l'humanisme occidental, des Lumières et de la démocratie représentative, ainsi que son relativisme culturel (pas de valeurs universelles) et son éloge sans vergogne de l'âge de pierre, sont clairement critiquables. Mais il y a pire. Sa critique des propositions de développement écocosocialiste pour les pays du Sud mondial – plus d'eau potable, d'écoles et d'hôpitaux – comme « ethnocentriques », « occidentalisantes » et « destructrices des modes de vie locaux », est tout à fait insoutenable.

Enfin, son argument selon lequel il n'est pas nécessaire de parler de capitalis-

me, puisque cette critique « a déjà été faite, et bien faite, par Marx » n'est pas sérieuse : c'est comme si l'on disait qu'il n'y a pas lieu de dénoncer la destruction productiviste de la planète car cela a déjà été fait, et bien fait, par André Gorz (ou Rachel Carson).

Plus proche de la gauche se trouve le courant universaliste, représenté en France par le journal *la Décroissance*, même si l'on peut critiquer le « *républicanisme* » français de certains de ses théoriciens (Vincent Cheynet, Paul Ariès). Contrairement au premier, ce deuxième pôle du mouvement de la décroissance comporte de nombreux points de convergence – malgré des polémiques occasionnelles – avec les mouvements pour la justice mondiale (ATTAC), les écosocialistes et les partis de gauche radicale : extension de la gratuité (biens, services ou équipements gratuits), prépondérance de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, réduction du temps de travail, lutte contre les inégalités sociales, développement d'activités non commerciales, réorganisation de la production en fonction des besoins sociaux et de la protection de l'environnement.

De nombreux théoriciens de la décroissance semblent croire que la seule alternative au productivisme est d'arrêter toute croissance, ou de la remplacer par une croissance négative, c'est-à-dire de réduire drastiquement le niveau de consommation excessif de la population en réduisant de moitié les dépenses d'énergie, en renonçant aux maisons individuelles, au chauffage central, aux machines à laver, etc. Étant donné que de telles mesures d'austérité draconiennes risquent d'être très impopulaires, certains d'entre eux – dont un auteur aussi important que Hans Jonas, dans *le Principe responsabilité* – jouent avec l'idée d'une sorte de « *dictature écologique* ».

Face à cette vision si pessimiste, les socialistes optimistes estiment que le progrès technique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables permettront une croissance illimitée et une société d'abondance dans laquelle chacun pourra recevoir en fonction de ses besoins.

Je crois que ces deux écoles partagent une conception purement quantitative de la « *croissance* » – positive ou négative – ou du développement des forces productives. Il y a une troisième position, qui me semble plus appropriée : une transformation qualitative du développement. Cela signifie mettre fin au gaspillage monstrueux des ressources, typique du capita-



lisme, basé sur la production à grande échelle de produits inutiles et/ou nuisibles : l'industrie de l'armement en est un bon exemple, mais une grande partie des biens produits dans le capitalisme, avec leur obsolescence intrinsèque, n'ont d'autre utilité que de générer des profits pour les grandes compagnies.

Le problème n'est pas de la consommation excessive dans l'abstrait, mais le type de consommation prédominant, fondé sur l'acquisition ostentatoire, le gaspillage massif, l'aliénation mercantile, l'accumulation obsessionnelle de biens et l'achat compulsif de prétendues nouveautés imposées par la « *mode* ». Un nouveau type de société orienterait la production vers la satisfaction des besoins réels, à commencer par ceux que l'on pourrait qualifier de « *bibliques* » – l'eau, la nourriture, les vêtements, le logement – mais aussi les services de base : santé, éducation, transport, culture.

Comment distinguer les besoins authentiques de ceux qui sont artificiels, fictifs (créés artificiellement) et aliénants ? Ces derniers sont induits par la manipulation mentale, c'est-à-dire la publicité. Le système publicitaire a envahi toutes les sphères de la vie humaine dans les sociétés capitalistes modernes : non seulement la nourriture et les vêtements, mais aussi le sport, la culture, la religion et la politique sont façonnés selon ses règles. Il a envahi nos rues, boîtes aux lettres, écrans de télévision, journaux et paysages d'une manière permanente, agressive et insidieuse, et contribue de manière décisive aux habitudes de consommation ostentatoires et compulsives. En outre, il gaspille d'énormes quantités de pétrole, d'électricité, de temps de travail, de papier, de produits chimiques et d'autres matières premières – toutes payées par les consomma-

teurs – dans une production qui est non seulement inutile d'un point de vue humain, mais directement en contradiction avec les besoins sociaux réels.

Si la publicité est une dimension indispensable de l'économie de marché capitaliste, elle n'aurait pas sa place dans une société en transition vers le socialisme, où elle serait remplacée par des informations sur les biens et services fournis par les associations de consommateurs. Le critère pour distinguer un besoin réel d'un besoin artificiel, c'est sa persistance après la suppression de la publicité (Coca Cola !). Bien sûr, pendant quelques années, les vieilles habitudes de consommation persisteraient et personne n'a le droit de dire aux gens quels sont leurs besoins. L'évolution des modes de consommation est un processus historique et un défi éducatif.

Certains produits, comme la voiture particulière, posent des problèmes plus complexes. Les véhicules privés constituent une nuisance publique, tuant et mutilant des centaines de milliers de personnes chaque année à l'échelle mondiale, polluant l'air dans les grandes villes, avec des conséquences désastreuses pour la santé des enfants et des personnes âgées, et contribuant de manière significative au changement climatique. Cependant, ils correspondent à un besoin réel en transportant les gens à leur travail, leur domicile ou sur leurs lieux de loisirs. Les expériences locales dans certaines villes européennes avec des administrations écologiques montrent qu'il est possible de limiter progressivement, avec l'approbation de la majorité de la population, la proportion de véhicules individuels en circulation au profit des bus et des tramways.

Dans un processus de transition vers l'écosocialisme, où les transports en com-

mun, terrestres ou souterrains, seraient largement étendus et gratuits pour les usagers, et où les piétons et les cyclistes auraient des voies protégées, la voiture privée jouerait un rôle beaucoup moins important que dans la société bourgeoise, où elle est devenue une marchandise fétiche, promue par une publicité insistante et agressive, symbole de prestige et signe d'identité. Aux États-Unis, le permis de conduire est la pièce d'identité reconnue et la voiture est un centre de la vie personnelle, sociale et érotique.

Il sera beaucoup plus facile, dans la transition vers une nouvelle société, de réduire drastiquement le transport de marchandises par camions – qui provoque de terribles accidents et des niveaux élevés de pollution – et de le remplacer par le rail, ou par ce que les Français appellent le feroutage (camions transportés dans les trains d'une ville à l'autre) : seule la logique absurde de la compétitivité capitaliste explique la croissance dangereuse du transport routier.

Oui, répondront les pessimistes, mais les individus sont mus par des aspirations et des désirs infinis, qui doivent être contrôlés, vérifiés, contenus et si nécessaire réprimés, et cela peut nécessiter certaines limitations de la démocratie. Or, l'écosocialisme se fonde sur un pari, qui était déjà celui de Marx : la prédominance, dans une société sans classes et libérée de l'aliénation capitaliste, de l'être sur l'avoir, c'est-à-dire du temps libre pour l'épanouissement personnel au travers des activités culturelles, sportives, ludiques, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques, plutôt que du désir d'une possession infinie de produits.

Le désir compulsif d'acquisition est induit par le fétichisme marchand inhérent au système capitaliste, par l'idéologie dominante et par la publicité : rien ne prouve qu'il fait partie d'une « *nature humaine éternelle* », comme le discours réactionnaire veut nous le faire croire.

Comme l'a souligné Ernest Mandel : « *L'accumulation continue de biens (dont l'utilité marginale va déclinant) n'est en aucun cas une caractéristique universelle ni même prédominante du comportement humain. Une fois les besoins basiques satisfaits, le développement des talents et des dispositions individuelles, la protection de la santé et de la vie, la prise en charge*

des enfants, avoir des rapports sociaux enrichissants comme condition préalable de la santé mentale et du bonheur, redeviennent des motivations principales. » (1)

Cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de conflits, en particulier pendant le processus de transition, entre les exigences de protection de l'environnement et les besoins sociaux, entre les impératifs écologiques et la nécessité de développer des infrastructures de base, en particulier dans les pays pauvres, entre les habitudes de consommation populaires et la rareté des ressources. De telles contradictions sont inévitables : il incombera à la planification démocratique, dans une perspective écosocialiste, libérée des impératifs du capital et du profit, de les résoudre, par une discussion pluraliste et ouverte, conduisant à la prise de décision par la société elle-même. Une telle démocratie de base et participative est le seul moyen, non pas d'éviter les erreurs mais de permettre leur autocorrection collective par la société.

Quelles pourraient être les relations entre les écosocialistes et le mouvement de la décroissance ? Malgré les désaccords, peut-il y avoir une alliance active autour d'objectifs communs ? Dans un livre publié il y a quelques années – *La décroissance est-elle souhaitable ?* (2) – l'écologiste français Stéphane Lavignotte propose une telle alliance. Il reconnaît qu'il y a beaucoup de questions controversées entre les deux points de vue. Faut-il mettre

l'accent sur les relations sociales et la lutte contre les inégalités ou la dénonciation de la croissance illimitée des forces productives ? Qu'y a-t-il de plus important, les initiatives individuelles, des expériences locales, la simplicité volontaire, ou changer l'appareil productif et la « *mégamachine* » capitaliste ?

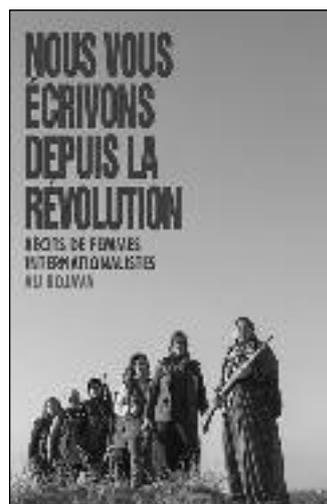
Lavignotte refuse de choisir et propose d'associer ces deux pratiques complémentaires. Le défi c'est, soutient-il, de combiner la lutte pour l'intérêt écologique de classe de la majorité, c'est-à-dire des non-propriétaires de capitaux, et la politique des minorités actives pour une transformation culturelle radicale. En d'autres termes, pour parvenir, sans cacher les inévitables désaccords, à une « *composition politique* » de tous ceux qui ont compris que la survie de la vie sur la planète et de l'humanité en particulier sont contradictoires avec le capitalisme et le productivisme, et donc chercher la voie de sortie de ce système destructeur et inhumain.

En tant qu'écosocialiste et membre de la IV^e Internationale, je partage ce point de vue. Le rapprochement de toutes les variétés d'écologie anticapitaliste est une étape importante vers la tâche urgente et nécessaire d'arrêter le cours suicidaire de la civilisation actuelle – avant qu'il ne soit trop tard. ■

Notes de lectures

Femmes internationalistes au Rojava

Il s'agit d'un passionnant recueil de témoignages de femmes internationalistes, principalement françaises, qui ont fait un séjour au cœur de la révolution au Rojava (nom kurde de l'Administration autonome de Syrie du Nord et de l'Est, dont la force motrice est la gauche kurde syrienne liée au PKK d'Abdullah Öcalan). On y trouve des textes de réflexion politique, des poèmes, des extraits de journaux intimes, des lettres, des chansons. Selon Mireille Court, l'une des témoins, il faut reconnaître qu'une véritable révolution sociale et culturelle se déroule au Rojava, au prix d'énormes sacrifices. Elle garde son objectif : prouver qu'un autre monde, sans haine, sans racisme, sans oppression des femmes, est possible. Les femmes jouent dans ce processus un rôle déterminant, surtout depuis que, par initiative de Sakine Cankiz (une des fondatrices du PKK, assassinée à Paris par un membre du groupe fasciste turc des Loups gris) des brigades féminines autonomes ont été créées, connues depuis 2013 comme YPJ, Unités de défense des



femmes. Les témoignages des internationalistes décrivent le courageux combat des YPJ, d'abord contre Daesh, dans Kobané, et ensuite contre l'invasion de l'État turc ordonnée par Erdogan. Dans une interview avec « Sara », une militante française, Nesrin Abdullah, porte-parole des YPJ, résume l'esprit de cette

formation militaire peu commune : « *Nous détestons la guerre, nous détestons les armes. Mais tant qu'il y aura de l'oppression, nous ne nous rendrons pas !* ».

Michael Löwy

* *Nous vous écrivons depuis la révolution, Récits de femmes internationalistes au Rojava*, Paris, éditions Syllepse, 2021, 187 pages, 12 €

Le « capitalisme cannibale » peut détruire ses conditions de survie... et les nôtres

Entretien de Martín Mosquera avec Nancy Fraser*

Martín Mosquera : Dans votre livre à paraître l'année prochaine (1) vous avez élaboré ce que vous appelez une « conception élargie du capitalisme ». Pourquoi les concepts existants du capitalisme doivent-ils être élargis ? Est-ce qu'ils sont trop étroitement axés sur le capitalisme en tant que système économique ?

Nancy Fraser : Exactement. J'ai développé la conception élargie du capitalisme afin de m'éloigner des versions du marxisme qui considèrent le système économique comme le véritable fondement de la société, tout en traitant le reste comme une simple « superstructure ». Dans un tel modèle, la causalité a une direction unique, de la base économique à la superstructure juridico-politique. Et cela est très insuffisant. Je propose de repenser la relation entre le sous-système économique de la société capitaliste et ses nécessaires conditions de réalisation – les processus, les activités et les rapports considérés comme non économiques, mais qui sont absolument essentiels à l'économie du capitalisme, telles la reproduction sociale, la nature non humaine et les biens publics.

Cela complique le schéma base-superstructure. Dire que quelque chose est un arrière-plan nécessaire signifie que le système économique capitaliste ne peut pas fonctionner sans que soient en place ces conditions « non économiques » : la capacité du capitalisme à acheter la force de travail et à la faire travailler, à accéder aux matières premières et à l'énergie, à produire des marchandises et à les vendre avec profit, à accumuler du capital – rien de tout cela ne peut se produire. Ainsi, ces conditions ont leur propre poids, ce ne sont pas de simples « épiphénomènes ».

Prenons l'exemple de la reproduction sociale, c'est-à-dire les activités – souvent exercées par des femmes en dehors de l'économie officielle – qui font vivre les



êtres humains qui constituent la « force du travail ». Par exemple, l'accouchement, les soins, la socialisation et l'éducation des nouvelles générations, mais aussi l'entretien des travailleurs adultes, qui doivent être nourris, lavés, habillés et reposés afin de reprendre le travail le lendemain... Tout cela est nécessaire au fonctionnement de l'économie capitaliste. Les féministes qui appliquent la théorie dite de la reproduction sociale – une variante du féminisme marxiste – ont démontré cela. Si la reproduction sociale se dérègle, cela nuit à la production. Et cela signifie que l'accumulation du capital est limitée par les rapports de parenté, les taux de natalité, les taux de mortalité, etc. Cela s'avère donc plus compliqué qu'une causalité unidirectionnelle.

« Le Covid-19 est un très bon exemple de cette causalité à l'envers »

Il en va de même en ce qui concerne les conditions naturelles ou écologiques. La production et l'accumulation capitalistes présupposent la disponibilité des éléments matériels dont dépend la production – les matières premières, les sources d'énergie, l'élimination des déchets. Si ces conditions sont mises en péril, cela peut également entraver la production. Nous en avons un exemple intéressant en ce moment avec le Covid-19, qui est, à un certain niveau, un dysfonctionnement écologique. Le virus

est devenu une menace pour l'homme du fait d'une zoonose, un transfert des chauves-souris vers nous par le biais d'espèces intermédiaires, probablement des pangolins, probablement à la suite de migrations d'espèces provoquées par le climat et le « développement ». Le résultat a été une énorme contraction de l'ensemble du système économique. Le Covid-19 est un très bon exemple de cette causalité à l'envers.

Martín Mosquera : Comme vous le soulignez, le capitalisme n'est pas un système économique complètement autonome, dans le sens où il dépend de conditions qui lui sont en quelque sorte extérieures. Mais même si toutes ces sphères sont relativement indépendantes les unes des autres, le système

* Nancy Fraser est professeur de philosophie et de politique à la New School for Social Research. Elle a publié en langue française *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution* (La Découverte, Paris 2005, rééd. 2011), *Le féminisme en mouvements* (La Découverte, Paris 2012), *Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale* (dialogue avec Luc Boltanski, présenté par Philippe Corcuff, Presses universitaires de Lyon, collection Grands débats : Mode d'emploi, Lyon 2014). Elle a co-écrit (avec Arjun Appadurai, Zygmunt Bauman, Bruno Latour, Eva Illouz, Ivan Krastev, Paul Mason, Pankaj Mishra, Robert Misik, Oliver Nachtwey, Donatella della Porta, César Rendueles, Wolfgang Streeck, David Van Reybrouck et Slavoj Žižek, à l'initiative de Heinrich Geiselberger) *L'Âge de la régression* (éditions Premier Parallèle, Paris 2017), *Féminisme pour les 99 %*. Un manifeste (avec Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharya, La Découverte, Paris 2019). **Martín Mosquera** est professeur à l'université de Buenos Aires, membre du comité de rédaction de la *Revista Intersecciones*, rédacteur en chef de *Jacobin América Latina* et militant de *Democracia Socialista* (section sympathisante de la IV^e Internationale en Argentine). Cet entretien a été d'abord publié en traduction espagnole par *Jacobin América Latina* le 16 juin 2021 (<https://jacobinlat.com/2021/06/16/nuestra-unicas-esperanza-es-un-populismo-de-izquierda-que-evolucionaria-hacia-el-socialismo/>), puis le 10 septembre 2021 en anglais par *Jacobin* (<https://www.jacobinmag.com/2021/09/nancy-fraser-cannibal-capitalism-interview/>). Traduit de l'anglais par JM.

1. Nancy Fraser, *Cannibal Capitalism : How our System is Devouring Democracy, Care, and the Planet – and What We Can Do About It* (Le capitalisme cannibale : Comment notre système dévore la démocratie, le care et la planète – et ce que nous pouvons faire pour y remédier), à paraître chez Verso en mars 2022.

Crise du capitalisme

économique peut toujours agir sur les autres sphères et les transformer. L'une des particularités du capitalisme n'est-elle pas qu'il a la capacité de façonner des domaines qui lui sont extérieurs, telle la nature ?

Nancy Fraser : Il y a bien quelque chose de spécial dans une économie capitaliste qui lui confère un grand dynamisme causal : l'impératif d'accumuler du capital et d'accroître la « valeur », sans limites. Comme nous le savons, une économie capitaliste n'est pas une économie dans laquelle vous gagnez de l'argent et ensuite vous vous asseyez et profitez de la vie dans votre beau manoir en consommant tout. Il y a un impératif de réinvestissement, visant à générer des quantités toujours plus grandes de plus-value, toujours plus de profits et plus de capital. Il s'agit d'une force puissante, qui incite les propriétaires du capital à repousser les limites, à essayer de plier les conditions non économiques à leur volonté. Mais leur capacité à le faire n'est pas absolue. Elle est soumise à des résistances, y compris de la part d'une nature qui évolue à son propre rythme, selon son propre échéancier. La temporalité de la reproduction écologique n'est pas, en fin de compte, sous contrôle capitaliste. Il est donc logique de parler de sphères « *relativement autonomes* », qualifiées de « *non économiques* ».

Mais l'élan expansionniste du capital est une contrainte brute et aveugle, ancrée dans le système. Elle est bien plus puissante que la volonté des êtres humains individuels qui possèdent le capital et qui sont incités à en accroître la valeur – à exécuter « *sa volonté* » en quelque sorte. Ce moteur est si puissant qu'il a réussi à remodeler ses propres fondements (famille, nature, formes d'État, etc.), bien que dans certaines limites, comme je viens de le dire. Ce que j'essaie de suggérer, c'est que les marxistes ont tout à fait raison d'insister sur la puissance et la force formatrice de la dynamique d'accumulation. Mais c'est une erreur de traduire cette idée en une conception de causalité base-superstructure. Il y a beaucoup de résistance, parce que ces conditions générales ont leurs grammaires et leurs temporalités de reproduction et parce qu'elles abritent des valeurs « *non économiques* » auxquelles les gens tiennent et qui influencent leurs actions.

Martin Mosquera : *Comme vous le soulignez, la crise du Covid est un exemple dramatique de la façon dont ces externalités interagissent de manière compliquée*

avec le capitalisme, conduisant au type de crises capitalistes que vous avez décrites comme « multidimensionnelles ». Par ailleurs, vous avez également suggéré que, au moins depuis 2008, le stade actuel du capitalisme néolibéral et financiarisé traverse une crise – peut-être terminale – qui pourrait éventuellement signifier un changement historique vers une forme différente d'accumulation capitaliste. Comment évaluez-vous la crise actuelle ?

« Crise générale suggère une surdétermination de plusieurs impasses »

Nancy Fraser : Je voudrais souligner plusieurs points qui sont déjà implicites dans la façon dont vous posez la question. L'un d'eux est que nous devons faire la distinction entre les crises sectorielles et les crises générales. Une crise sectorielle signifie qu'un domaine important d'un régime d'accumulation capitaliste donné ou d'une phase de développement capitaliste est ouvertement dysfonctionnel, tandis que les autres semblent aller plus ou moins bien. Ainsi, nous avons souvent tendance à considérer les crises économiques comme sectorielles. Les historiens pourraient citer de nombreux exemples de telles crises sectorielles, qui ne concernent qu'un seul domaine de la société. Mais c'est différent d'une crise générale de l'ordre social tout entier. Le concept de crise générale suggère une convergence ou une surdétermination de plusieurs impasses et dysfonctionnements majeurs. Ce n'est pas un seul secteur, mais tous les grands secteurs de la société ou presque qui sont en crise et ces crises sont exacerbées les unes par les autres. C'était le cas dans les années 1930, par exemple.

Je soupçonne que nous vivons actuellement une crise générale de ce type. Certes, nous avons connu des formes graves de crise économique, comme le quasi-effondrement financier de 2007-2008. Et même s'il a pu sembler que nos gouvernants avaient trouvé un moyen d'y remédier, cette crise n'est pas vraiment résolue. La financiarisation omniprésente reste une bombe à retardement. Mais, comme le montre le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), nos difficultés économiques ont convergé avec une autre crise très grave, voire catastrophique : le réchauffement de la planète. Cette crise écologique couvait depuis longtemps et devient désormais palpable. De plus en

plus de secteurs de la population mondiale, y compris des secteurs qui ont été relativement protégés de ses pires effets, s'en rendent compte.

Il y a aussi, comme je l'ai déjà dit, une crise de la reproduction sociale, qui met à l'épreuve ou épuise nos capacités à engendrer, prendre soin et soutenir les êtres humains : soins aux enfants et aux personnes âgées, éducation et soins de santé. Alors que les États se désengagent des services publics et que la baisse des salaires nous oblige à consacrer plus d'heures au travail rémunéré, le système absorbe le temps et l'énergie nécessaires au travail de soins. Ce secteur est donc lui aussi en crise, surtout en cas de pandémie. On pourrait dire que le Covid a fortement exacerbé la crise préexistante de la reproduction sociale. Mais il serait tout aussi vrai de dire que la crise préexistante de la reproduction sociale (y compris le désinvestissement des infrastructures de santé publique et des prestations sociales) a fortement exacerbé les effets du Covid.

Enfin, nous sommes également confrontés à une crise politique majeure. Il s'agit, à un certain niveau, d'une crise de gouvernance, ce qui signifie que même des États puissants comme les États-Unis n'ont pas la capacité de résoudre les problèmes que le système génère. Ils sont épuisés, paralysés par les blocages et dépassés par les multinationales, qui se sont emparées de la quasi-totalité des organismes de réglementation et ont mis en place des énormes réductions d'impôts pour elles-mêmes et pour les riches. Privés de revenus depuis des décennies, les États ont laissé leurs infrastructures s'effondrer et ont épuisé leurs stocks de biens publics essentiels, comme on l'a vu avec les masques ou les blouses de soignant-es. Ils sont, par définition, incapables de traiter des questions telles que le changement climatique, qui ne peuvent être réglées par aucun cadre juridique. Il en résulte une crise aiguë de la gouvernance au niveau structurel. Mais il y a aussi une crise politique à un autre niveau, une crise de l'hégémonie au sens de Gramsci : la désaffection généralisée de la politique courante, des partis politiques établis et des élites dont l'image a été ternie par leur association avec le néolibéralisme, ainsi que l'apparition de populismes auparavant inimaginables – certains potentiellement émancipateurs, d'autres résolument non.

Le résultat est que nous sommes aujourd'hui confrontés à un enchevêtrement de crises multiples : une crise écono-

mique, une crise de la reproduction sociale, une crise écologique et une crise politique à double sens. À mon avis, tout cela s'ajoute à une crise générale de la société capitaliste. Ses effets se manifestent partout, d'abord ici, puis là, puis ailleurs, comme un cancer qui se propage en métastases. Tout effort visant à remédier à une crise ne fait qu'en entraîner d'autres, touchant d'autres secteurs, régions, populations, jusqu'à ce que l'ensemble du corps social soit submergé. L'expérience de la crise générale est devenue palpable pour beaucoup de gens, mais cela ne signifie pas qu'elle produira de sitôt une rupture totale ou un dénouement révolutionnaire. Les crises capitalistes peuvent malheureusement durer des décennies. On pourrait dire que toute la première moitié du XXe siècle, jusqu'à la défaite du fascisme à la fin de la Seconde Guerre mondiale, n'a été qu'une longue crise générale du capitalisme libéral-colonial. Il se pourrait donc que nous ayons à faire face à un long chemin.

Martín Mosquera : *Le Covid semble certainement avoir limité nos capacités de prédiction. Néanmoins, il paraît important d'envisager différents scénarios futurs sur la base des tendances actuelles – ne serait-ce que pour réfléchir à la manière d'orienter nos actions vers des scénarios plus émancipateurs et d'éviter les scénarios catastrophiques.*

« La crise actuelle est-elle "de développement" ou "d'époque" ? »

Nancy Fraser : Je tente de réfléchir à des scénarios possibles, tout en soulignant que je ne fais pas de prédictions. Je commencerais par me demander si la crise actuelle est-elle « de développement » ou « d'époque » ? C'est une distinction que nous devons à l'école de Binghamton (2). Une crise d'époque est une crise du capitalisme en tant que tel ; sa résolution nécessite le dépassement de ce système, son remplacement par une nouvelle forme de société, non capitaliste ou post-capitaliste. Par contre, une crise de développement est spécifique à un « régime d'accumulation » donné ou à une phase de l'histoire du capitalisme et peut être résolue, au moins temporairement, par son remplacement par un nouveau régime – différent et pourtant toujours capitaliste. Dans ce cas, les divisions constitutives du système entre la production de marchandises et la reproduction sociale, « l'économique » et « le politique », la société humaine et la

nature non humaine, l'exploitation et l'expropriation ne seraient pas éliminées mais « seulement » redessinées.

Ces divisions existent sous une forme ou une autre dans toutes les phases du capitalisme mais sont des foyers de contradictions. Chacune d'entre elles recèle une tendance à la crise (économique, écologique, sociale ou politique) qui ne peut qu'entraîner des problèmes tôt ou tard. Un régime donné peut parvenir à adoucir ou à atténuer ces contradictions pendant un certain temps, mais pas éternellement. Elles finissent par éclater au grand jour et le régime entre dans une crise ouverte, déclenchant une recherche frénétique d'une solution – et des luttes intenses sur la forme que devrait prendre cette solution. Mais ceux qui vivent ces luttes ne peuvent pas savoir avec certitude si l'issue sera un nouveau régime au sein du capitalisme ou une alternative post-capitaliste. Cela ne devient clair qu'a posteriori, avec le bénéfice du recul.

Jusqu'à présent, toutes les crises générales de l'histoire du capitalisme se sont révélées être « simplement » des crises de développement. La crise générale de la phase mercantile a conduit au régime libéral-colonial du XIXe siècle, dont la crise a conduit à son tour au régime étatique du milieu du XXe siècle, qui a lui-même cédé la place au capitalisme financiarisé de l'époque actuelle. Dans chaque cas, le nouveau régime a provisoirement désamorcé la crise de développement de son prédécesseur avant de succomber à la sienne. Dans chaque cas, cependant, de nombreux acteurs sociaux ont cru que la crise qu'ils vivaient était d'époque et qu'elle se terminerait par l'abolition du capitalisme. Mais ils ont sous-estimé l'inventivité du système, sa capacité d'auto-transformation.

Nous devrions garder cette histoire à l'esprit lorsque nous essayons de comprendre notre propre situation. Il est possible que certains aspects de notre crise actuelle soient liés au développement, c'est-à-dire propres au régime financiarisé. Mais peut-être pas tous. Le domaine de l'écologie est celui qui me fait penser que nous pourrions être confrontés à quelque chose de différent, une véritable crise d'époque, dont la résolution passe par le dépassement du capitalisme une fois pour toutes.

Si c'est le cas, il existe plusieurs scénarios possibles. Parmi eux, certains sont souhaitables, comme l'écosocialisme démocratique mondial. Bien sûr, il est difficile de dire exactement à quoi cela ressemblerait, mais nous pouvons présumer qu'il faudrait démanteler la « loi de la

valor », abolir l'exploitation et l'expropriation, réinventer les rapports entre la société humaine et la nature non humaine, entre la production de biens et les soins, entre « le politique » et « l'économique », la planification démocratique et les marchés. Dans notre éventail de possibilités, ce serait « la bonne issue ». À l'autre extrémité se trouvent certains dénouements non capitalistes qui sont vraiment terribles : une régression sociétale massive sous la domination d'hommes forts belliqueux ou d'un régime autoritaire mondial. Il y a aussi, bien sûr, une troisième possibilité, qui est que la crise ne soit pas résolue du tout, mais qu'elle continue simplement à se poursuivre dans une orgie d'auto-cannibalisme de la société jusqu'à ce qu'il ne reste plus grand-chose qu'on puisse considérer comme humain.

« La contradiction écologique du système est inextricablement liée à ses autres contradictions (économiques, politiques, sociales) et ne peut être résolue en faisant abstraction de celles-ci »

Comme je l'ai dit, je ne fais aucune prédiction. Mais je dirai que si ce sont là nos options actuelles, nous ferions mieux de commencer à nous battre comme des diables pour le premier scénario. Et cela signifie travailler à la construction d'un nouveau bloc contre-hégémonique qui puisse unir toutes les forces potentiellement émancipatrices derrière un projet de transformation éco-sociétale. Dans un article récent paru dans la *New Left Review* (3), j'ai tenté d'exposer cette stratégie et d'expliquer le raisonnement qui la sous-tend. Mon idée est qu'un tel projet doit être conçu comme anticapitaliste et trans-environnemental : anticapitaliste parce que le capitalisme a une tendance structurelle à la crise écologique et qu'il est le principal moteur socio-historique du changement climatique ; et trans-environnemental parce que la contradiction écologique du système est inextricablement liée à ses autres contradictions (économiques, politiques, sociales) et ne peut être résolue en faisant abstraction de celles-ci. Il en

2. Voir : Jason W. Moore, *Capitalism in the Web of Life. Ecology and the Accumulation of Capital* (Verso Books, London 2015) et Jason W. Moore, Raj Patel, *A History of the World in Seven Cheap Things. A Guide to Capitalism, Nature, and the Future of the Planet* (University of California Press, Berkeley 2017).

3. Nancy Fraser, « Climates of Capital », *New Left Review* n° 127 de janvier-février 2021.

Crise du capitalisme

résulte que les militants écologistes doivent faire cause commune avec ceux qui luttent pour les droits des travailleurs, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, pour une revalorisation du travail de soin et des investissements publics dans la reproduction sociale, contre l'expulsion et l'exclusion des migrants, contre la dépossession des terres, l'autoritarisme et l'oppression raciale-impériale.

Ce qui rend une telle coalition trans-environnementale possible en principe, c'est le fait « pratique » que tous ces maux sociaux trouvent leurs racines dans un seul et même système social – à savoir le capitalisme. Ce système pourrait, ou plutôt devrait, être considéré comme l'ennemi commun des différents partenaires de la coalition et comme le point de mire commun de leurs différentes actions. S'ils adoptaient une position anticapitaliste, les courants écopolitiques qui sont aujourd'hui divisés pourraient unir leurs forces les uns aux autres – et aux mouvements sociaux « non environnementaux ». Je pense aux mouvements pour la décroissance, la justice environnementale et le Green New Deal, qui sont souvent en désaccord aujourd'hui. À mon avis, chacun des trois a de véritables intuitions et des angles morts handicapants. Je fais le pari que les intuitions pourraient être amplifiées et les angles morts corrigés si ces courants étaient resitués dans un bloc contre-hégémonique trans-environnemental et anticapitaliste. Dans ce cas, leurs programmes spécifiques, tels que le Green New Deal, apparaîtraient moins comme des fins en soi que comme des « stratégies socialistes de transition » (pour reprendre une vieille formule trotskiste) en route vers une transformation plus radicale, que nous pourrions appeler « écosocialisme démocratique ».

En tout cas, il est impossible de dire exactement ce qui va se passer et quand, car cela dépend évidemment de ce que font les gens. Ce que je fais moi-même en ce moment, c'est essayer de clarifier la dynamique de la crise actuelle dans ses différentes dimensions. Je vise à dessiner une représentation de la totalité sociale où les militant-es et les militant-es potentiels peuvent situer leurs diverses préoccupations, qui autrement ont tendance à rester partielles et déconnectées. De cette manière, j'espère donner une idée de où et comment ces diverses préoccupations s'intègrent dans le tableau d'ensemble ; j'espère également dresser un état des lieux des forces sociales en présence. Mon objectif plus large est pratique : clarifier comment ces forces et ces préoccupations

pourraient être mobilisées le plus efficacement possible en faveur d'une résolution émancipatrice de la crise.

Martín Mosquera : *Ce que vous décrivez ressemble un peu à une stratégie populiste : l'idée que la société est composée d'intérêts ou de préoccupations intrinsèquement partiels, et que le défi consiste à faire que ces divers intérêts se regroupent en devenant ainsi un agent politique cohérent. Vous avez également parlé favorablement du populisme de gauche dans le passé, mais les événements récents semblent suggérer que, en tant que mouvement, il a une viabilité politique limitée. En revanche, le populisme de droite semble avoir des résultats « meilleurs ».*

Les populismes de droite et de gauche sont « une vision très différente, tant de la société que du projet politique »

Nancy Fraser : J'ai commencé à réfléchir sérieusement au populisme dans le sillage d'Occupy Wall Street. J'ai été très frappé par la rhétorique des 99 % et des 1 %, qui est une quintessence du populisme. Bien qu'elle n'ait pas la précision et la rigueur analytique de l'analyse de classe, elle est immédiatement compréhensible et puissante sur le plan affectif. Il est étonnant de constater à quelle vitesse ce langage s'est répandu aux États-Unis. C'est en partie parce que Bernie Sanders l'a largement amplifié, en parlant d'un « système » qui était « truqué » en faveur de « la classe des milliardaires ». Ce mot – « truqué » – s'est avéré incroyablement puissant. Un aspect qui n'a pas échappé à Donald Trump, qui se l'est ensuite approprié et lui a donné une tournure différente.

Quoi qu'il en soit, l'irruption du langage populiste dans l'univers politique américain a été assez spectaculaire. Non seulement cela présageait une fissure majeure dans l'hégémonie néolibérale, mais rompait également avec la rhétorique particularisante qui prévalait dans certains cercles « gauchistes », qui s'employaient alors à diviser les catégories politiques collectives (telles que « les femmes ») en unités de plus en plus petites et discrètes. Parler des « 99 % » contre les « 1 % » allait dans la direction opposée, vers un collectif plus large. Cela m'a fait penser à un intérêt croissant pour la construction d'une coalition de gauche globale aux États-Unis. Cela semblait exprimer une faim que les gens ressentaient, peut-être sans même

s'en rendre compte, pour une analyse axée sur les liens, une analyse qui pourrait aider à surmonter la fragmentation de la gauche et à construire un front unique – tout cela m'a semblé être des signes positifs.

Dans le même temps, l'appropriation par Trump de la rhétorique populiste a rendu impératif de distinguer le populisme de gauche du populisme de droite. Chacun d'eux propose une image de la hiérarchie sociale, qui est en haut et qui est en bas, qui a le pied sur le cou de qui. Mais les deux schémas sont très différents. Le populisme de gauche est binaire, divisant la société en deux groupes : une petite élite oligarchique qui accumule d'énormes richesses sur le dos de la grande majorité – d'où son projet de mobiliser « les 99 % » contre « les 1 % ». En revanche, la vision du populisme de droite est tripartite, divisant la société en trois groupes. En haut se trouve l'élite « suceuse de sang », en bas le sous-prolétariat « parasitaire », tandis qu'entre les deux, « le peuple » vertueux est la proie des deux. Le populisme de droite cible donc les 1 %, mais aussi les immigrants, les personnes de couleur, les minorités sexuelles, etc. C'est une vision très différente, tant de la société que du projet politique.

Une deuxième différence est que le populisme de droite définit ses ennemis en termes particularistes et substantiels. Par exemple, dans le langage de certains partisans de Trump ceux d'en haut sont « la cabale internationale judéo-pédophile », tandis que ceux d'en bas sont « les violeurs mexicains » ou « les Noirs paresseux », deux cibles caractérisées concrètement, en termes culturels. En revanche, les populistes de gauche définissent l'ennemi de manière fonctionnelle, en fonction de son rôle dans le système social – d'où « Wall Street » ou « la classe des milliardaires ». Il est vrai, bien sûr, que les termes fonctionnels peuvent glisser vers des termes identitaires, comme lorsque « Wall Street » se transforme en « banquiers juifs ». Il n'y a donc pas de mur absolu entre les deux populismes, et les personnes de gauche doivent veiller à empêcher tout glissement possible. Mais cette différence entre eux, comme la précédente, est politiquement et moralement significative. Et n'oublions pas : la sociologie binaire « fonctionnelle » du populisme de gauche est bien plus proche de la vérité que l'identitarisme tripartite de la droite. Dans le capitalisme contemporain, la finance exproprie réellement la grande majorité, mais le « sous-prolétariat » ne s'attaque pas réellement au « peuple ».

La question suivante est de savoir si le populisme de gauche, ainsi défini, peut servir de formation transitoire qui remporte des victoires, élargit sa portée, approfondit sa critique sociale et se radicalise. Et également, peut-il éduquer les gens au cours de la lutte, en clarifiant le système qu'ils combattent, en expliquant exactement comment ce système est truqué ? Je pense que le populisme de gauche offre un point d'entrée accessible dans la lutte des classes. Je suis moins sûr qu'il puisse réussir à générer une véritable compréhension de la façon dont le « système » fonctionne réellement et de ce qui doit être fait pour le changer. Je soupçonne que ces populistes-là auront besoin de l'aide des marxistes sur ces derniers points. Mais nous verrons bien.

Cela dit, je suis tout à fait d'accord avec vous pour dire que le bilan du populisme de gauche par rapport à son rival de droite n'est pas impressionnant. Il est certain que le populisme de droite a mieux réussi à gagner et à conserver le soutien d'un grand nombre de personnes. Mais une partie du problème réside dans le rôle honteux joué dans de nombreux pays par des partis et des dirigeants ostensiblement sociaux-démocrates et socialistes dans l'installation ou la consolidation du néolibéralisme : Bill et Hillary Clinton aux États-Unis, Tony Blair en Angleterre, Gerhard Schröder en Allemagne. Les deux populismes se sont développés en réponse à cette débâcle, mais la variante de gauche a lutté pour se distinguer des « néolibéraux progressistes » qui nous ont amené la financiarisation, même si elle a essayé de capter la base ouvrière qui a déserté ces partis.

En tout cas, je ne vois pas d'autre stratégie possible. Il est crucial pour la gauche de courtiser ces fractions de la classe ouvrière qui soutiennent maintenant le populisme de droite. Et c'est une opération délicate. D'une part, nous ne devons pas céder un pouce aux racistes patentés qui en font partie. D'autre part, nous ne devons pas supposer que ces derniers constituent l'écrasante majorité des électeurs de Trump ou de Jair Bolsonaro issus de la classe ouvrière. Si nous faisons cela, la partie est terminée. Nous devons plutôt commencer par supposer qu'une part importante de ces électeurs peut être gagnée par la gauche, par le biais du populisme de gauche. Et nous savons parfaitement que nombre d'entre eux ont voté il n'y a pas si longtemps pour des personnalités telles que Lula et Barack Obama, pour se tourner ensuite vers la droite, lorsque leurs espoirs ont été déçus.

Ce qu'un populisme de gauche peut et doit faire, c'est valider leurs griefs légitimes, tout en offrant une interprétation différente de ce qui se cache derrière eux, en expliquant qui exactement trèque quoi, pourquoi la focalisation sur un sous-prolétariat méprisé est une impasse, pourquoi ils ne seront jamais assez forts pour vaincre le vrai coupable (le capital mondial et la finance mondiale) s'ils soutiennent des partis qui divisent la classe ouvrière. En d'autres termes, notre meilleur espoir à ce stade est un populisme de gauche qui peut, avec le temps, se transformer en un mouvement socialiste d'un nouveau type.

Martin Mosquera : *Comment la lutte des classes s'inscrit-elle dans cette évolution du populisme de gauche vers un mouvement socialiste ? Certains diront que l'accent mis par le populisme sur l'unification de multiples antagonismes en un « peuple » symbolique n'est pas entièrement compatible avec le socialisme – ou du moins avec cette version du socialisme qui comprend le pouvoir de la classe ouvrière comme « structurel », c'est-à-dire commençant dans la production, là où les travailleurs peuvent potentiellement utiliser leur influence en tant que producteurs pour obtenir des gains politiques.*

Il semble que votre réflexion sur ce que vous appelez les « luttes-frontières » (4) contienne quelques indices. On a l'impression que les « luttes-frontières » sont ce à quoi ressemble la lutte des classes dans le contexte de votre conception élargie du capitalisme. Est-ce bien ça ?

Nancy Fraser : Historiquement, au moins au sein du marxisme traditionnel ainsi que des principaux mouvements socialistes et syndicats, il y a eu une tendance à considérer les luttes de classe dans un sens étroit, c'est-à-dire comme des luttes sur les lieux de production concernant le taux de la plus-value extraite par l'exploitation des travailleurs salariés dans les usines, et sa distribution. Et puis, bien sûr, ces luttes sont censées s'étendre au-delà des portes de l'usine, développer une dimension politique et prendre en charge d'autres causes plus générales. Mais je continue de penser que, dans l'ensemble, cette perception de la lutte des classes, qui concerne essentiellement le travail salarié dans un contexte industriel, reste une vision très influente.

Cette représentation de la lutte des classes a conduit de nombreuses personnes à s'opposer à ce que Chantal Mouffe et Ernesto Laclau appellent « l'essentialisme de classe », en affirmant que la lutte des classes n'est pas le seul type de lutte dans

les sociétés capitalistes, et qu'elle n'a pas le monopole de ce qui constitue une vision juste de la société. Ceux qui dénoncent ainsi cet essentialisme de classe disent que les socialistes et les marxistes n'ont pas le monopole de désigner toutes les formes d'oppression et d'injustice. Effectivement, les sociétés capitalistes ont connu de grandes luttes contre le travail non libre et dépendant et contre diverses autres formes d'oppression ou de domination, qui dépassent les paramètres conçus de manière conventionnelle de la lutte des classes. En d'autres termes, une position consiste à dire que « les luttes de classe ont une signification très spécifique, et par conséquent nous devons valider les luttes non-classistes, qui représentent autre chose ».

« Tout comme le capitalisme n'est pas seulement une économie, la lutte de classes n'est pas limitée au lieu de production »

Mais, d'un autre point de vue, on pourrait dire que le problème vient de la définition étroite de la lutte des classes. Pour en revenir à la conception élargie du capitalisme dont nous parlions au début de notre entretien, on peut voir les luttes de classes sous un autre jour. Tout comme le capitalisme n'est pas seulement une économie, la lutte de classes n'est pas limitée au lieu de production. Si vous comprenez le capitalisme comme englobant toutes ces conditions fondamentales, nécessaires pour les lieux très spécialisés où la plus-value est accumulée sur le dos du travail salarié exploité, vous pouvez également comprendre que la reproduction sociale est une composante tout aussi essentielle du système et de la façon dont ses éléments sont agencés. Si vous dites la même chose de la nature, des biens publics, des capacités de régulation et des formes juridiques que nous considérons comme politiques, alors il se pourrait très bien que les luttes concernant ces domaines soient également des luttes anti-capitalistes, ou du moins des luttes concernant les composantes essentielles du système capitaliste. Si elles sont orientées de la bonne façon – et, bien entendu, ce n'est pas toujours le cas – elles peuvent égale-

4. Par « luttes-frontières » (*Boundary struggles*) Nancy Fraser entend les luttes « culturelles » (féministes, écologistes, indigènes, etc., dont l'objet est la préservation de sphères non économiques d'existence), qu'elle suggère de penser comme des conditions de l'émancipation. Voir : Nancy Fraser, « Derrière l'ancre secret de Marx. Pour une conception élargie du capitalisme », *Les Temps modernes* n° 699, juillet-septembre 2018, pp. 2-25.

Crise du capitalisme

ment être comprises comme lutte de classe.

En réalité, les luttes pour la reproduction sociale ont fait historiquement partie de la lutte des classes. C'est ce qui se cache derrière la puissante revendication du mouvement syndical pour un salaire familial. Cette revendication était à la fois littéralement une lutte pour les conditions salariales et une lutte pour les conditions de la reproduction sociale et de la vie domestique. Il s'est avéré que c'était une solution qui n'était pas toujours excellente pour les femmes ou pour les parties de la classe ouvrière qui n'ont jamais été considérées comme éligibles à un salaire familial. Mais vous pouvez voir que, selon la façon dont nous parlons de la lutte des classes, les choses peuvent se compliquer très rapidement.

Donc, dans un sens, la meilleure solution est de redéfinir la classe et la lutte des classes d'une manière plus large. Mais, en même temps, nous devons faire très attention à distinguer ce que signifie dire qu'il y a un sens différent de la lutte des classes. Je le dis avec une préoccupation particulière à l'esprit : il faut trouver les meilleurs moyens de promouvoir les types de larges alliances dont nous avons besoin pour nous attaquer aux pouvoirs très puissants et bien établis, qui doivent être affrontés et démantelés.

Dire que ces luttes apparemment diverses sont toutes des luttes de classe semble, à première vue, ouvrir des possibilités : nous sommes tous et toutes dans le même bateau, et nous avons le même ennemi. Mais si nous prenons cette voie et adoptons une vision élargie du capitalisme – et donc une vision élargie de la lutte des classes et de la lutte anticapitaliste – alors il nous incombe d'être très attentifs aux manières dont ces luttes ne s'harmonisent pas immédiatement. C'est la tâche du travail politique, et c'est effectivement un travail difficile. Cela nous ramène à l'idée du populisme de gauche : il faut créer une charte montrant comment ces luttes s'imbriquent les unes dans les autres, et comment certaines façons de les construire tendent à créer d'inutiles jeux à somme nulle, qui pourraient être évités par une approche différente.

Pour expliquer les luttes-frontières, je présente parfois la perspective de Karl Polanyi. Sans utiliser le terme, Polanyi a bien cerné les luttes-frontières entre ce qu'il appelait le marché autorégulateur – nous pourrions simplement dire l'économie – et la société. Ce qui est intéressant et fructueux dans cette approche, c'est l'idée que le combat ne porte pas seulement sur la

manière dont la plus-value va être distribuée. Il s'agit de savoir ce qui va déterminer la grammaire de la vie. Il s'agit de savoir si, dans une communauté donnée, le capital va avoir les coudées franches ou non.

Cela soulève de profondes questions quant à savoir qui, dans la société, a réellement le pouvoir de façonner la grammaire de la vie. Dans les sociétés capitalistes, ce sont les questions qui sont subrepticement retirées de l'agenda politique et, dans notre dos, sont dévolues au capital et à ceux qui sont chargés d'accumuler le capital.

Parler de luttes-frontières, c'est essayer de dépasser les questions de distribution pour s'attaquer à la question de l'organisation de la grammaire de la vie sociale. Les luttes-frontières indiquent que le problème réel et fondamental est de

savoir où nous traçons la ligne entre la société et la nature, entre le travail rémunéré et les autres activités liées à l'entretien des communautés et des relations familiales, etc. Ces questions se résument à : Quelles sont les limites légitimes à l'intérieur desquelles les marchés peuvent fonctionner ? Quelles choses peuvent légitimement être achetées et vendues ? Je pense que l'intérêt de parler des luttes-frontières c'est de dire que ces questions ont toujours été contestées dans les sociétés capitalistes. Ce n'est pas qu'elles sont une alternative aux luttes de classe, c'est que la lutte de classes prend parfois la forme de luttes-frontières, et les luttes-frontières – quand les choses vont bien – prennent parfois la forme de la lutte de classes. ■

Notes de lectures

Des colonisées en lutte pour leur indépendance

« Dans le cadre du soutien à la lutte de décolonisation de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, et à l'approche d'un troisième référendum d'auto-détermination dont le maintien au 12 décembre est dénoncé par les indépendantistes en raison de la situation sanitaire sur place, cette brochure cherche à fournir quelques repères sur l'histoire et la société de ce pays ainsi que sur les luttes indépendantistes ». Les autrices et auteurs poursuivent : « Nous sommes un groupe de militantes de Survie, une association qui combat historiquement la domination de la France sur ses anciennes colonies : la Françafrique. Suite à la sollicitation de membres du mouvement indépendantiste, nous nous sommes engagés à contribuer à la remobilisation d'un mouvement de soutien à la lutte du peuple kanak en France. Nous participons ainsi au collectif Solidarité Kanaky ».

Iels abordent, entre autres, la domination française faite « de conquête, d'accaparement des terres et des ressources naturelles, d'oppression et de massacres, d'acculturation et de mépris, d'exploitation des personnes et de la nature », la structuration de la société aux dépens des Kanaks et en faveur des intérêts français, l'histoire de la colonisation et ses effets sur la population kanak, la transformation de la colonie en « territoire d'outre-mer » pour refuser le processus d'indépendance, la politique de colonisation par immigration massive de Français-es. « Aujourd'hui, les Kanak ne représentent plus que 41 % de la population. 21 % des habitants sont d'origine européenne. Il y a aussi une grande diversité de communautés : Wallis-et-futuniens, Tahitiens, Indonésiens, Ni-Vanuatu, Vietnamiens... En 2020, plus des 2/3 de la population vit à Nouméa la capitale, dont la plupart sont des Européens ». L'administration française, les droits civils et coutumiers, l'occupation militaire, la monnaie (Franc CFP) sous contrôle (« En favorisant les flux financiers vers la métropole, le franc CFP limite le financement de l'économie locale. Il limite égale-

ment les échanges avec les pays voisins et ne permet pas au gouvernement calédonien de mener sa propre politique monétaire »), le privilège accordé à la langue française au détriment des langues kanak. Je souligne les paragraphes sur la ségrégation et les discriminations, la forte inégalité de répartition des richesses, l'emprisonnement des Kanaks et les déchéances de droits civiques, la société profondément raciste, les acteurs et les partisans de la colonisation, l'économie « fortement concentrée dans les mains des grandes familles coloniales », sans oublier l'actualité de la violence coloniale.

Les auteurs et autrices reviennent sur l'histoire de la lutte pour l'indépendance, l'insurrection menée par le Grand Chef Ataï, la revendication d'indépendance et les Foulards rouges, les partis dont l'Union Calédonienne (UC) et le Parti de libération kanak (Palika), les « événements » des années 1980, la violence des partisans de la Calédonie française, l'assaut de la grotte d'Ouvéa. Iels expliquent les Accords de Matignon-Oudinot, le « processus de décolonisation », la reconnaissance de l'atteinte à la dignité du peuple kanak, l'accord de Nouméa, les référendums, « défaite mathématique, victoire politique », l'importance du troisième scrutin qui doit être organisé.

La brochure parle du mouvement indépendantiste aujourd'hui, des multiples facettes de la lutte, de la Kanaky multiculturelle. Elle explique pourquoi l'État français se dresse contre l'indépendance, la défense d'un « statut » de grande puissance, l'affirmation et la présence d'une force militaire, la mainmise sur des richesses stratégiques (nickel, domaine maritime). Elle discute aussi des manipulations électorales, des entraves aux accords et à l'autonomie, des relais politiques et médiatiques contre l'autodétermination kanak.

Une brochure à faire circuler largement pour soutenir les droits du peuple kanak.

Didier Epsztajn

* Survie, *Kanaky Nouvelle-Calédonie, Une colonie en lutte pour son indépendance*, Paris 2021, 20 pages, téléchargeable sur le site de Survie : https://survie.org/IMG/pdf/brochure_imprimante.pdf

La (re)formation de la classe ouvrière

Par
Beverly J. Silver*

Lorsque les spécialistes des sciences sociales évoquent la période 2019-2021, trois signes de crise systémique profonde se dégagent : premièrement, l'incapacité de la plupart des États à répondre de manière adéquate à la pandémie de Covid-19, ce grand révélateur des échecs sociaux et gouvernementaux. Deuxièmement, l'acceptation par les États-Unis de l'échec de la guerre en Afghanistan, qui montre clairement que la « *guerre contre le terrorisme* » n'a pas réussi à inverser la perte de puissance des États-Unis au niveau mondial. Dernier point, et non des moindres, le tsunami de protestations sociales mondiales, qui a commencé en 2010-2011 – au lendemain de la crise financière de 2008 – et n'a cessé de croître jusqu'en 2019.

Si l'on se tourne vers l'avenir, il est clair que toute stratégie de la classe ouvrière et du socialisme devra tenir compte du terrain sur lequel se déroulent les luttes, c'est-à-dire l'instabilité hégémonique des États-Unis dans le contexte d'une crise capitaliste mondiale sans précédent depuis les années 1930. Comme au cours de la première moitié du vingtième siècle, la crise actuelle du capitalisme global prend la forme d'une énorme crise de légitimité : le mot d'ordre « *socialisme ou barbarie* » devient une question brûlante.

Création, destruction et reconstruction de la classe ouvrière mondiale

Que peuvent faire les mobilisations de classe pour arrêter le glissement actuel vers la « *barbarie* » ? Il y a quelques années encore, la réponse des théoriciens de la mondialisation, de gauche comme de droite, était unanime : « *Pas grand-chose* ».



La thèse du « *nivellement par le bas* » postule que la mondialisation a créé des obstacles insurmontables à la mobilisation de la classe ouvrière. Depuis les années 1980, les partisans de cette perspective ont écrit d'innombrables nécrologies de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, en se concentrant sur l'affaiblissement et la destruction des classes ouvrières existantes, en particulier – et c'est important – celles engagées dans la production industrielle dans les pays centraux. Mais ils ont ignoré la manière dont le capitalisme – à travers les transformations récurrentes de l'organisation productive mondiale – crée de nouvelles classes ouvrières, avec de nouvelles sources de pouvoir, de souffrance et de revendications.

Cette approche alternative est axée sur la création et la reconstruction des classes ouvrières, qui se font en réponse aux aspects créatifs et destructeurs du processus d'accumulation du capital. En effet, la vague globale de luttes des années 2010-2011 a été marquée par les mobilisations de nouvelles classes en cours de formation et de classes existan-

tes luttant pour préserver les droits acquis lors des cycles précédents. Il y avait les grèves de travailleur-es industriels en Chine, les grèves illégales dans les mines de platine d'Afrique du Sud, les jeunes chômeur-es et les précaires descendant dans la rue, occupant les places, dans le monde entier, et les manifestations contre l'austérité s'étendaient de l'Afrique du Nord aux États-Unis. Ce processus était le prélude à un tsunami de mobilisations de classe qui a duré plus d'une décennie, avec des grèves de travailleur-es et des luttes dans les rues.

Certains pensent que la leçon des années 2010-2011 est que les luttes de classe se sont déplacées des sites de

production vers la rue. Cependant, si nous ne devons pas sous-estimer l'importance des « *luttes de rue* », ce serait une grave erreur de sous-estimer les grèves sur le lieu de travail, car elles sont les sources de pouvoir de ces mouvements. Ainsi, par exemple, bien que l'histoire des soulèvements égyptiens de 2011 soit souvent résumée à l'occupation de la place Tahrir, la vérité est que Moubarak n'a démissionné que lorsque les travailleurs du canal de Suez – un site clé pour le commerce international et national – se sont mis en grève.

* Beverly J. Silver est professeure de sociologie, directrice du Arrighi Center for Global Studies à l'université Johns-Hopkins de Baltimore (Maryland, États-Unis). Elle a publié *Forces of Labour, Worker's Movements and Globalisation since 1870* (Cambridge University Press, Cambridge 2003), traduit en français par les Éditions de l'Asymétrie et disponible en pdf (https://www.dropbox.com/s/d78vtqk6635jz8e/Livre_silver_03.pdf?dl=0) : *Forces du travail – Les conflits ouvriers et la globalisation depuis 1870*, Éditions de l'Asymétrie, Toulouse 2019, et, avec Giovanni Arrighi, *Chaos and Gouvernance in the Modern World-System* (University of Minnesota Press, Minneapolis 1999). Cet article a d'abord été publié par la revue *Jacobin América Latina* n° 4 (<https://jacobinlat.com/2021/11/08/la-reformacion-de-la-clase-obrera/>). Traduit de l'espagnol par JM.

Crise du capitalisme

Depuis les années 1980, avec l'adoption généralisée de la production « *just in time* » – où les approvisionnements sont maintenus à un niveau minimum dans la perspective de réduire les coûts en les distribuant « *juste à temps* » – les usines situées plus en aval de la chaîne sont devenues plus vulnérables aux grèves chez les fournisseurs. C'est le cas même si l'usine qui s'arrête se trouve dans la même province, comme cela s'est produit, par exemple, lorsqu'une grève d'un sous-traitant automobile a contraint Honda à fermer toutes ses usines d'assemblage en Chine.

La pandémie et le blocage du canal de Suez en mars 2021 ont montré clairement que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont vulnérables à de multiples formes d'interruption, notamment les grèves. Dans une certaine mesure, ce n'est pas nouveau. Au XX^e siècle, les travailleurs des transports avaient beaucoup de pouvoir en raison de leur place stratégique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et nationales. D'où le rôle central qu'ils ont joué dans le mouvement ouvrier en général. Il ne fait aucun doute que les chaînes d'approvisionnement mondiales seront différentes au milieu du XXI^e siècle – en effet, les pandémies et les tensions géopolitiques les obligent à se restructurer – mais les travailleur·es du transport, des entrepôts et de la communication resteront probablement puissant·es (et deviendront peut-être plus important·es), étant donné leur position stratégique dans les processus d'accumulation du capital.

De même, il serait insensé d'écarter l'importance future des grèves des ouvrier·es industriels, car la dissémination mondiale de la production à grande échelle, mise en marche au cours du XX^e siècle, a entraîné la formation de nouvelles clas-

ses ouvrières et de vagues successives de conflits de classe. Au début du XXI^e siècle, lorsque l'épicentre de la production industrielle à grande échelle s'est déplacé vers le continent asiatique, les luttes ouvrières ont fait de même : la thèse selon laquelle là où il y a du capital, il y a un conflit, a été confirmée.

Cette notion a un sens géographique, car le capital, lorsqu'il se déplace à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché et docile, finit par créer de nouvelles classes ouvrières et de nouveaux conflits dans ses nouvelles localisations. Mais elle a également une signification intersectorielle, car lorsque le capital se déplace vers de nouveaux secteurs de l'économie, de nouvelles classes ouvrières sont créées et de nouveaux types de conflits apparaissent.

Une perspective ouvrière hégémonique

Quels sont les secteurs auxquels nous devons nous intéresser aujourd'hui ? Parmi les plus importants, il y a certainement « *l'industrie de l'éducation* » qui, selon l'Unesco, est passée de 8 millions d'enseignant·es dans le monde en 1950 à 62 millions en 2000, et a encore augmenté de 50 % en 2019, pour atteindre un total de 94 millions d'enseignant·es. Au-delà de la croissance fulgurante des effectifs, il y a d'autres raisons de penser que les enseignant·es jouent un rôle clé dans le mouvement ouvrier mondial, analogue au rôle joué par les travailleur·es du textile au XIX^e siècle et ceux de l'automobile au XX^e siècle.

La tendance au conflit social dans « *l'industrie de l'éducation* » est devenue un fait incontestable à la fin du XX^e siècle, mais les mobilisations de la dernière décennie ont marqué un tournant. Aux États-Unis, ce point correspond à l'émer-

gence du Caucus of Rank-and-File Educators (CORE – regroupement de la base des enseignant·es) qui, avec un large consensus dans le pays, a rassemblé les enseignants de Chicago dans une grève réussie en 2012. Le conflit a réussi à faire admettre l'idée que les enseignant·es ne se battaient pas seulement pour leurs propres intérêts, mais pour ceux des élèves et des familles. La grève de Chicago a été suivie d'une vague nationale de débrayages et de mobilisations dans tout le pays, en particulier dans les districts scolaires situés dans des États où la politique anti-syndicale est forte.

Au Chili, les enseignant·es des écoles publiques qui se sont mis en grève sous la direction du Colegio de Profesores de Chile (CPC, syndicat des enseignants) – avec le soutien des étudiant·es, de la population des quartiers et d'autres travailleur·es – ont joué un rôle central dans le cycle de manifestations nationales qui ont exigé l'accès universel à l'éducation et l'abandon de la Constitution néolibérale héritée de l'ère Pinochet. Des actions similaires ont été observées au Costa Rica, au Honduras et en Colombie, et au Pérou le président de gauche, Pedro Castillo, est arrivé au pouvoir avec le soutien du syndicat des enseignants.

Cette nouvelle vague de militantisme enseignant répond à une série de revendications qui reposent sur un clair processus de prolétarianisation, qui comprend l'intensification du travail, la détérioration des conditions de travail ainsi que la perte d'autonomie et de contrôle de chacun·e sur son travail dans sa classe. Les grèves des enseignant·es réussissent entre autres parce que leurs revendications sont complétées par un fort pouvoir de négociation sur leur lieu de travail. Il est possible d'affirmer que « *l'industrie de l'éducation* » fournit les biens d'équipement les plus importants du XXI^e siècle, c'est-à-dire les travailleuses et travailleurs instruits qui doivent ensuite être insérés dans une « *économie de l'information* ». Contrairement à la plupart des activités manufacturières, il est impossible de faire pression sur les enseignant·es en menaçant de délocaliser la production (au-delà des expériences virtuelles avec la pandémie, l'enseignement doit avoir lieu là où se trouvent les élèves). De même, « *l'industrie de l'éducation* » semble résister à l'automatisation (le remplacement des enseignants par des robots n'est pas à l'horizon).

En outre, les enseignants occupent une place stratégique dans la division plus large du travail social. Si les enseignant·es



se mettent en grève, ils et elles génèrent un effet domino qui affecte toute la division sociale du travail : ils perturbent le quotidien des familles et rendent difficile le travail des parents. En ce sens, le pouvoir stratégique des enseignants, bien qu'il repose en définitive sur leur capacité à perturber l'économie, est assez unique, car il dépend surtout de la centralité de leur activité dans la société. Toutefois, si ce pouvoir ne se situe pas dans une perspective plus large, les enseignants risquent d'être traités en boucs émissaires par l'État et le capital et de subir la répression. En effet, la crise du capitalisme, toujours plus grave, entraîne également l'élargissement et l'approfondissement des formes coercitives du pouvoir.

Mais les grandes grèves de la dernière décennie montrent que les enseignants ont le potentiel de formuler une telle perspective, c'est-à-dire de montrer que leurs luttes particulières impliquent la défense des intérêts de la société dans son ensemble. Leur travail les met en contact quotidien avec des cercles beaucoup plus larges de la classe ouvrière, car ils et elles sont témoins de tous les problèmes auxquels sont confrontés les élèves et leurs familles. Ils peuvent donc facilement démontrer que, même si leurs revendications visent un avantage qui les concerne spécifiquement en tant qu'enseignants, ils défendent également les intérêts des élèves, de leurs familles, de leurs quartiers et de leurs villes. Bien sûr, ce potentiel hégémonique, ancré dans les conditions structurelles, doit être activé par un « instrument » politique qui lie les luttes particulières des enseignants – et des travailleurs – à des luttes plus larges pour la dignité humaine et la survie planétaire.

Solidarité pour toujours

L'automatisation promue par l'intelligence artificielle a conduit de nombreux intellectuel·es à suggérer que nous arriverons à la « fin du travail » et que, par conséquent, les conflits du travail prendront fin. Cependant, la complète absence du travail humain dans les processus de production reste une fantaisie inaccessible, et nous ne devons pas sous-estimer l'importance continue des luttes ouvrières sur les sites de production.

Ce serait également une erreur de sous-estimer les mobilisations de rue. En effet, il est possible de déduire l'imbrication essentielle de ces deux sites de lutte – le lieu de travail et la rue – du livre premier du *Capital*. D'une part, en décrivant le conflit

ininterrompu entre le capital et le travail sur la durée, l'intensité et le rythme de l'activité, Marx fait référence à ce qui se passe dans « le laboratoire secret de la production » (1). D'autre part, dans le chapitre 25, Marx indique clairement que la logique du développement capitaliste conduit non seulement à des luttes constantes sur le lieu de travail, mais aussi à des conflits plus larges au niveau social, car l'accumulation du capital va de pair avec « l'accumulation de la misère », notamment sous la forme de l'expansion d'une armée de réserve industrielle de travailleur·es sans emploi, sous-employés et précaires (2).

En ce sens, l'histoire du capitalisme est caractérisée non seulement par le processus cyclique de destruction créatrice au point de production, mais aussi par la tendance à long terme à détruire les modes de vie existants à un rythme plus rapide que la création de nouveaux modes de vie. Cela implique la nécessité de conceptualiser trois types de conflits ouvriers : ❶ les protestations des classes ouvrières en cours de formation ; ❷ les protestations des classes ouvrières existantes qui sont en train d'être détruites ; et ❸ les protestations des travailleur·es que le capital ignore et exclut, c'est-à-dire les membres de la classe ouvrière qui, bien qu'ils dépendent exclusivement de lui pour survivre, ne parviendront probablement jamais à vendre leur force de travail.

Les trois types de conflits ouvriers sont des manifestations différentes d'un même processus de développement capitaliste. Ces trois éléments sont visibles dans les luttes d'aujourd'hui. Le destin de chacun est intimement lié à celui des autres. Une stratégie socialiste doit les englober tous. En effet, la perspective stratégique de Marx et Engels – énoncée dans le *Manifeste du Parti communiste* et d'autres ouvrages – appelait les syndicats à organiser ces trois segments de la classe ouvrière mondiale dans un projet commun.

Inutile de dire qu'il s'agit d'une tâche immense. Mais de plus, sans complètement abandonner un certain optimisme, Marx supposait que ces trois types de travailleurs – celles et ceux qui sont incorporés comme salariés pendant les dernières phases d'expansion matérielle, ceux qui ont été expulsés lors de la dernière série de restructurations et ceux qui sont excédentaires du point de vue du capital – habitaient les mêmes maisons et quartiers ouvriers. Vivant ensemble, ils et elles luttaient ensemble.

En d'autres termes, les distinctions au sein de la classe ouvrière – entre ceux

pourvus d'emploi et les chômeurs, les actifs et ceux en réserve, ceux qui peuvent imposer des pertes coûteuses au capital et ceux qui peuvent seulement manifester dans les rues – ne se superposaient pas aux différences de citoyenneté, de race, d'ethnicité ou de sexe. Alors, les travailleur·es qui incarnaient l'un ou l'autre de ces trois types formaient une seule classe ouvrière avec le même pouvoir et les mêmes exigences, et avec la capacité de générer une perspective post-capitaliste sur l'émancipation de la classe dans son ensemble.

Néanmoins, en termes historiques, le capitalisme s'est développé avec le colonialisme, le racisme et le patriarcat, c'est-à-dire qu'il a divisé la classe ouvrière sur la base de sa condition et a réduit sa capacité à générer une vision commune de l'émancipation. En période de crise capitaliste majeure, comme celle que nous traversons, ces divisions ont tendance à se durcir. Le capitalisme en crise renforce directement et indirectement les « monstres » de « l'interrègne » gramscien (mouvements néofascistes, racistes, patriarcaux, anti-immigrants et xénophobes). Des formes coercitives de contrôle social et le militarisme sont alors déployés contre un mouvement socialiste qui est à la fois « trop fort » pour être ignoré (par le capital) et « trop faible » (jusqu'à présent) pour sauver l'humanité d'une longue époque de chaos systémique.

Cependant, nous assistons également à une recrudescence sans précédent dans l'histoire des luttes des travailleurs en termes d'échelle et de portée. Alors que l'ampleur du défi posé à l'humanité par la crise du capitalisme mondial est également sans précédent, ces nouveaux mouvements jettent des ponts et, dans certains cas, sont en mesure de rassembler des protagonistes des trois segments de la classe ouvrière auxquels nous nous référons. C'est dans ces luttes – et grâce à elles – qu'émergera un projet émancipateur capable de nous sortir de ce capitalisme destructeur, vers un monde où la dignité humaine vaut plus que le profit. ■

1. Karl Marx, *le Capital*, Livre premier, Chapitre VI « Achat et vente de la force de travail », <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-6.htm>

2. Karl Marx, *le Capital*, Livre premier, Chapitre XXV-IV « Formes d'existence de la surpopulation relative. Loi générale de l'accumulation capitaliste », <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-25-4.htm>

Le prolétariat mondial

Le potentiel de résistance au capital des travailleurs est plus fort que jamais

Entretien de *Jacobin* avec
Beverly J. Silver*

Les syndicalistes des années 1920 n'avaient pas beaucoup de raisons d'être optimistes. La syndicalisation ouvrière, qui avait grimpé au cours des conflits ouvriers de l'après-guerre, a atteint un sommet puis a plongé. Les observateurs s'inquiétaient du fait que les changements technologiques et culturels avaient rendu le mouvement ouvrier obsolète et les travailleurs apathiques. « *Nos jeunes membres, surtout* », déplorait un responsable syndical au milieu des années 1920.

Dix ans plus tard, les grèves bloquaient la production dans tout le pays et le taux de syndicalisation montait en flèche.

* **Beverly J. Silver** (voir présentation en p. 23). *Jacobin* est une revue de la nouvelle gauche étatsunienne, sur papier et sur le web (<https://www.jacobinmag.com/>) dirigée par Bhaskar Sunkara. Bien qu'il ait été publié par *Jacobin* le 29 septembre 2016 (<https://www.jacobinmag.com/2016/09/workers-of-the-world-2>) cet entretien garde beaucoup d'actualité. Traduit de l'anglais par JM.

1. Beverly J. Silver, *Forces du travail – Les conflits ouvriers et la globalisation depuis 1870*, Éditions de l'Asymétrie, Toulouse 2019, disponible en pdf : https://www.dropbox.com/s/d78vtqk6635jz8e/Livre_silver_03.pdf?dl=0

2. Le déplacement spatial, qu'il appelle « *spatial fix* », est une expansion géographique du capital à la recherche de débouchés, de marchés, de ressources ou de main-d'œuvre. Le concept est au centre de l'ouvrage de David Harvey *Limits to Capital* (Les Limites du capital). La formule est un jeu de mots : « *fix* » signifie qu'une part du capital et du travail doit être immobilisée dans l'espace afin de permettre la mobilité du reste. Mais en anglais « *to fix* » veut aussi dire « *réparer* » : « *to fix a problem* » ; au figuré, un « *fix* », c'est la satisfaction temporaire d'un besoin impérieux, comme chez un drogué qui cherche l'assouvissement d'une sensation de manque. David Harvey souligne que ce déplacement géographique soulage d'autant mieux les tensions du capitalisme s'il se combine aux déplacements temporels : « *Tout se passe comme si, en cherchant à annihiler le temps par l'espace, le capitalisme gagnait du temps en conquérant l'espace.* »

3. Glass-Steagall Act est le nom de la loi sur les banques adoptée en 1933, qui avait instauré l'incompatibilité entre les banques de dépôt et les banques d'investissement, le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires et le plafonnement des taux d'intérêt. Largement contournée par la finance depuis les années 1970, cette loi a été abrogée par l'administration Clinton en 1999, juste à temps pour permettre la fusion constitutive de Citigroup (la 12^e entreprise mondiale en 2017, selon Forbes).

Après des années de malaise dans le mouvement syndical, un regain similaire est-il possible aujourd'hui ?

C'est ce que pense Beverly Silver, spécialiste du travail réputée. Présidente du département de sociologie de l'université Johns Hopkins, Beverly Silver a été toute sa vie une défenseuse radicale des travailleurs. Ses travaux, dont son ouvrage précurseur *Forces of Labor* (1), traitent de questions profondes sur le travail, le développement, les conflits sociaux et la guerre. Dans un entretien avec *Jacobin*, elle explique ce que le passé du travail peut nous apprendre sur l'état actuel – et futur – de la lutte de la classe ouvrière dans le monde.

Jacobin : *Les dernières décennies ont vu une profonde restructuration de la classe ouvrière aux États-Unis et dans d'autres pays capitalistes avancés. Quels sont les grands contours de ce processus de restructuration, et quelles sont les forces qui l'animent ?*

Beverly J. Silver : Le capitalisme transforme constamment l'organisation de la production et le rapport de force entre le travail et le capital – restructurant la classe ouvrière et la reconstruisant. Pour répondre à cette question, je pense donc que nous devons adopter une vision à plus long terme.

Il est logique de revenir au milieu du XX^e siècle – aux années 1930, 1940 et 1950. C'est à cette époque que l'on assiste à l'émergence d'une classe ouvrière de production massive, très forte aux États-Unis, plus particulièrement dans l'industrie automobile, mais aussi dans des secteurs tels que les mines, l'énergie et les transports, qui étaient au cœur de l'industrialisation et du commerce.

Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le capital a commencé à se restructurer – en reconfigurant l'organisation de la production, le processus de travail, les sources d'approvisionnement en main-d'œuvre et la localisation géographique de la production. Cette restructura-

tion était en grande partie une réponse aux forts mouvements syndicaux dans les secteurs manufacturier et minier, dans la logistique et le transport.

Une version élargie du concept de David Harvey de déplacement spatial (2) est utile pour comprendre cette restructuration. Le capital a tenté de résoudre le problème des forts mouvements ouvriers et la menace que ceux-ci représentaient pour sa rentabilité, en mettant en œuvre une série de « *déplacements* ».

Les grandes entreprises ont utilisé le déplacement spatial en se délocalisant vers des sites où les salaires sont plus bas. Elles ont mis en œuvre des « *déplacements technologiques* » – réduisant leur dépendance à l'égard des travailleurs – en accélérant l'automatisation. Et elles ont avancé ce que l'on peut considérer comme un « *déplacement financier* » – en transférant le capital du commerce et de la production vers la finance et la spéculation, comme un autre moyen que leurs profits dépendent moins de la classe ouvrière établie dans la production massive.

Les prémices de ce transfert de capitaux vers la finance et la spéculation étaient déjà visibles dans les années 1970, mais il a explosé après le milieu des années 1990, suite à l'abrogation du Glass-Steagall Act (3) pendant les années Clinton.

Ainsi, ce qui a ressemblé à un effondrement soudain de la force des syndicats aux États-Unis dans les années 1980 et 1990 était en fait ancré dans des décennies de restructuration sur ces multiples fronts, restructuration qui a commencé au milieu du XX^e siècle.

Bien sûr, il est important de souligner qu'il y a un autre côté de la médaille. Ces « *déplacements* » capitalistes ont démantelé la classe ouvrière établie dans la production de masse, mais ils ont simultanément créé de nouvelles classes ouvrières aux États-Unis et ailleurs. Ces nouvelles classes ouvrières émergent comme les protagonistes des luttes ouvrières dans de nombreuses régions du monde aujourd'hui.

Jacobin : *Ce n'est un secret pour personne que les formes traditionnelles d'organisation de la classe ouvrière, comme les syndicats aux États-Unis ou les partis sociaux-démocrates en Europe, sont en grave crise. Comment le capital a-t-il réussi à miner et à apprivoiser ces expressions organisées des intérêts de la classe ouvrière ?*

Beverly J. Silver : Si nous regardons dans l'histoire les moments forts du militantisme ouvrier, en particulier ceux qui impliquent des mouvements de gauche liés aux partis socialistes et ouvriers, on voit bien un ensemble récurrent de stratégies visant à saper le potentiel radical de ces mouvements. On peut les résumer en restructuration, cooptation et répression.

Ainsi, les types de restructuration ou de déplacement que j'ai mentionnés plus haut – délocalisation géographique, changement technologique, financiarisation – ont certainement joué un rôle important dans l'affaiblissement de ces mouvements. Dans le même temps, la cooptation des syndicats et des partis de la classe ouvrière (leur incorporation en tant que partenaires juniors dans les projets hégémoniques nationaux et les pactes sociaux) a également joué un rôle important. Enfin, la répression a toujours été un élément important du mécanisme.

Pour ne prendre que l'exemple des États-Unis, il y a eu, dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le maccarthysme et l'expulsion des militants de gauche et communistes des syndicats. Puis, dans les années 1960 et 1970, ce sont de puissants mouvements de travailleurs noirs basés dans les usines et les communautés – le Black Panther Party, le Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM) – qui ont été laminés par la répression.

Et aujourd'hui, avec la militarisation des forces de police locales et la « guerre contre le terrorisme », une « guerre » sans fin qui crée un environnement hostile à la mobilisation des travailleurs immigrés et noirs, la coercition continue de jouer un rôle majeur.

Jacobin : *L'un des grands débats actuels est de savoir si la dynamique déterminante de la classe ouvrière mondiale est l'exploitation (les travailleur-es étant pressurés sur le lieu de production) ou l'exclusion (les travailleur-es étant essentiellement exclus d'un travail salarié stable). Que pensez-vous de ce débat ?*

Beverly J. Silver : Je considère les deux comme tout aussi importants. Ce serait

certainement une erreur d'ignorer l'importance continue des luttes contre l'exploitation sur le lieu de production. En effet, l'un des résultats de la stratégie de déplacement spatial a été de créer de nouvelles classes ouvrières et des contradictions entre le travail et le capital partout où ce dernier s'établit.

En d'autres termes, la résistance des travailleur-es contre l'exploitation sur le lieu de production a suivi le mouvement du capital dans le monde entier au cours du dernier demi-siècle. En effet, nous sommes témoins de la dernière manifestation de cette dynamique avec la vague massive de grèves ouvrières qui a eu lieu en Chine [en 2016].

Lorsqu'il est devenu évident pour les entreprises que le simple fait de déplacer les usines vers des sites à bas salaires ne pouvait pas résoudre le problème du contrôle de la main-d'œuvre, le capital s'est appuyé davantage sur l'automatisation et la financiarisation. L'automatisation, bien qu'elle ne soit pas nouvelle, a récemment expulsé les travailleur-es salariés de la production à un rythme rapide, augmentant la visibilité de la dynamique d'exclusion. Une illustration récente et flagrante est la nouvelle selon laquelle FoxConn a effectivement mis à exécution sa menace d'introduire un nombre massif de robots dans ses usines en Chine.

De même, le mouvement du capital excédentaire vers la finance et la spéculation contribue également de manière importante à l'importance croissante de l'exclusion. La finance – en particulier les activités financières qui ne sont pas liées au commerce et à la production – absorbe relativement peu de travail salarié. Plus important encore, elle tire ses bénéfices principalement de la redistribution régressive de la richesse par la spéculation, plutôt que de la création de nouvelles richesses. D'où le lien établi par le mouvement Occupy entre les niveaux obscènes d'inégalité de classe et la financiarisation.

L'automatisation et la financiarisation conduisent à une accélération de la tendance à long terme du capitalisme à détruire les moyens de subsistance établis à un rythme beaucoup plus rapide qu'il n'en crée de nouveaux. Cela a toujours été la tendance prédominante du capitalisme historique dans le Sud global, où la dépossession a eu tendance à dépasser l'absorption du travail salarié, et où les travailleur-es n'avaient de plus en plus que leur force de travail à vendre, mais peu de chances de la vendre réellement.

Si cette tendance n'est pas nouvelle,

son accélération et le fait que ses effets négatifs se fassent sentir dans les pays centraux – et pas seulement dans le « tiers monde » – contribuent à expliquer pourquoi la dynamique d'exclusion est passée au premier plan dans les débats actuels.

Jacobin : *Pour formuler la question différemment, cela a-t-il même un sens de considérer l'exclusion et l'exploitation comme des processus distincts ?*

Beverly J. Silver : Eh bien, Marx ne les considérait certainement pas comme des phénomènes distincts. Dans le livre premier du Capital, il explique que l'accumulation du capital va de pair avec l'accumulation d'un surplus de population – que la richesse est créée par l'exploitation, mais qu'en même temps de grandes parties de la classe ouvrière sont exclues ou rendues superflues pour les besoins du capital.

Pendant la majeure partie du XX^e siècle, la répartition géographique des processus d'exclusion a été inégale. En effet, jusqu'à récemment, l'une des façons dont le capital maintenait sa légitimité au sein des pays centraux était de faire peser le poids des processus d'exclusion sur le « tiers monde » ainsi que sur les sections marginalisées de la classe ouvrière des pays centraux.

La classe ouvrière mondiale était divisée, avec des frontières très définies par la citoyenneté, la race, l'ethnicité et le genre. Aujourd'hui, ces frontières sont encore très marquées. En particulier après la crise financière mondiale de 2008, le poids des processus d'exclusion est ressenti plus lourdement dans les pays centraux que par le passé – avec toutes sortes d'implications politiques.

Jacobin : *Dans votre travail, vous avez beaucoup réfléchi à la force des travailleurs et de la classe ouvrière. Vous faites la distinction entre les différentes sources de la puissance des travailleur-es. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?*

Beverly J. Silver : Oui, une distinction majeure est faite entre leur puissance structurelle et leur force organisée. La force organisationnelle c'est la capacité de gagner grâce à l'organisation de syndicats et de partis politiques. La puissance structurelle découle de la position stratégique des travailleurs dans le processus de production – un pouvoir qui peut être, et a souvent été, exercé en l'absence d'organisation syndicale.

Jacobin : *Pourquoi est-il utile de faire cette distinction ?*

Beverly J. Silver : Prenons la puissance

Crise du capitalisme

structurelle, par exemple. Il existe deux principaux types de puissance structurelle : le pouvoir de négociation sur le lieu de travail et le pouvoir de négociation sur le marché du travail.

La plupart du temps, on pense au pouvoir de négociation sur le marché du travail pour comprendre le pouvoir des travailleurs de manière plus large. Si le chômage est élevé, votre pouvoir de négociation sur le marché est faible, et vice versa. Le pouvoir de négociation sur le lieu de travail – la capacité de mettre un terme à des processus de production interconnectés par des arrêts de travail localisés – est moins mis en avant, mais il est peut-être encore plus important pour comprendre les sources du pouvoir des travailleurs aujourd'hui.

La raison en est que, si l'on observe les tendances historiques à long terme, la puissance des travailleurs sur le lieu de production s'accroît incontestablement. Cela surprend les gens. Mais cette augmentation du pouvoir de négociation sur le lieu de travail est évidente avec la diffusion des méthodes de production en flux tendu. Contrairement aux méthodes plus traditionnelles de production de masse, aucun volant ou stock excédentaire n'est plus intégré au processus de production.

Ainsi, avec la généralisation du juste-à-temps dans l'industrie automobile, par exemple, un nombre relativement faible de travailleur-es, en arrêtant simplement la production dans un nœud stratégique – même, disons, un fournisseur de pièces d'essuie-glace – peut paralyser une entreprise entière. Il existe de nombreux exemples récents de ce phénomène dans l'industrie automobile du monde entier.

De même, les travailleur-es de la logistique – transport et communication – ont un pouvoir de négociation important et croissant sur le lieu de travail, lié à l'impact économique en cascade qu'auraient des arrêts de travail dans ces secteurs. En outre, malgré la tendance quasi universelle à considérer les processus de mondialisation comme un affaiblissement du travail, l'échelle géographique potentielle des impacts de ces arrêts de travail a augmenté avec la mondialisation.

Jacobin : *Qu'en est-il de la puissance des organisations ? Si les travailleurs n'ont pas de syndicats ou de partis ouvriers, cela ne compromet-il pas leur pouvoir de négociation structurel ?*

Beverly J. Silver : Pas forcément. Prenez le cas de la Chine. Les syndicats autonomes sont illégaux, mais des améliorations

majeures ont été apportées récemment aux lois sur le salaire minimum, au droit du travail et aux conditions de travail. Ces changements sont le fruit d'un soulèvement populaire qui a tiré parti de la puissance structurelle des travailleurs, tant sur le marché que, plus important encore, sur le lieu de travail.

Je pense que nous devons également être honnêtes quant à la position structurelle ambiguë des syndicats. S'ils ont trop de succès et qu'ils apportent trop à leur base, le capital devient extrêmement hostile et ne veut pas traiter avec eux, ce qui l'amène à adopter une stratégie plus répressive.

Le capital conclut parfois des accords avec les syndicats, mais uniquement si ces derniers acceptent de jouer un rôle de médiateur, en limitant le militantisme syndical et en assurant le contrôle de la main-d'œuvre. Mais pour faire cela efficacement, les syndicats doivent apporter quelque chose à leur base, ce qui nous ramène au premier problème. En fin de compte, la question est la suivante : dans quel type de situations cette dynamique contradictoire entre syndicats et capitalistes joue-t-elle au bénéfice des travailleur-es ?

Jacobin : *Que pensez-vous des arguments selon lesquels les luttes se déplacent du lieu de production vers la rue ou la communauté ?*

Beverly J. Silver : Cela nous ramène à la question précédente sur l'importance relative de l'exploitation et de l'exclusion dans la formation de la classe ouvrière mondiale. Si l'on considère le prolétariat mondial dans son ensemble aujourd'hui, je ne pense pas qu'il soit exact de dire que les luttes se déplacent principalement dans la rue, surtout si nous parlons de luttes qui ont un impact perturbateur sérieux sur le business as usual.

Les luttes sur les lieux de production continuent d'être une composante importante des conflits ouvriers dans le monde. Dans le même temps, les exclu-es – les chômeur-es, celles et ceux dont le pouvoir structurel de négociation est faible – n'ont d'autre choix que de faire entendre leur voix par des actions directes dans la rue plutôt que sur le lieu de travail.

La coexistence des luttes sur le lieu de travail et des luttes dans la rue est une caractéristique historique du capitalisme, tout comme la coexistence de l'exploitation et de l'exclusion. Parfois, ces deux types de luttes se déroulent sans se croiser et sans être solidaires l'une de l'autre dans la mesure où son expérience est principale-

ment façonnée par la dynamique de l'exclusion ou celle de l'exploitation – d'autant plus que, historiquement, la classe ouvrière a été divisée, à la fois au sein des pays et entre les pays.

Mais si nous pensons aux grandes vagues réussies de lutte ouvrière, elles ont combiné, dans une solidarité explicite ou implicite, ces deux types de luttes. Même l'occupation de l'usine de Flint et la vague de grèves qui a suivi en 1936 et 1937 – un mouvement qui reposait fondamentalement sur l'exploitation du pouvoir des travailleur-es sur le lieu de production – a été rendue plus puissante par les luttes simultanées dans les rues des travailleurs sans emploi et par la solidarité communautaire.

Ou, si nous pensons à un mouvement de masse récent qui a été largement considéré comme se déroulant presque entièrement dans les rues – l'Égypte en 2011 – c'est lorsque les travailleurs du canal de Suez ont fait jouer leur pouvoir de négociation sur le lieu de travail avec une grève en soutien au mouvement de masse dans les rues que Moubarak a été contraint de démissionner. Il est également intéressant de noter que le mouvement de jeunesse du 6 avril, à l'origine de l'occupation de la place Tahrir, a été fondé en 2008 pour soutenir une grande grève des travailleurs de l'industrie.

Ainsi, un problème fondamental pour la gauche aujourd'hui, qui n'est pas nouveau non plus, est de trouver comment combiner le pouvoir de négociation sur le lieu de travail et la puissance des mobilisations de rue, de trouver les nœuds de connexion entre les chômeurs, les exclus et les travailleurs salariés exploités. Cela est certainement plus facile lorsque les exclus et les exploités sont membres des mêmes ménages ou des mêmes communautés.

Aux États-Unis, nous pouvons voir des lieux de ces intersections avec la grève des dockers de 2015 en Californie, en soutien aux mobilisations de Black Lives Matter dans les rues, et avec la façon dont se croisent les luttes des travailleurs immigrés – communautaires et sur le lieu de travail.

Jacobin : *Aux États-Unis aujourd'hui, il semble que l'organisation syndicale et le militantisme se concentrent sur les travailleurs les moins bien rémunérés du secteur des services. Que pensez-vous de cela ? Est-ce là que nous devrions concentrer nos énergies ? Ou devrions-nous nous intéresser à d'autres types de travailleurs dans d'autres industries et secteurs ?*

Beverly J. Silver : Ce n'est pas une erreur



d'accorder une grande importance à ces travailleurs. Si vous voulez améliorer les conditions de la majorité de la population, vous devez améliorer les conditions de ces travailleur-es.

Je pense qu'une partie du scepticisme inhérent à cette question tient au fait que, jusqu'à présent, cette stratégie n'a pas été très fructueuse. Une fois encore, il est utile de réfléchir au pouvoir de négociation sur le lieu de travail. Chez Walmart, par exemple, cela n'a pas beaucoup de sens de s'attaquer au secteur de la vente au détail. Il faut s'en prendre à la distribution.

Il en va de même pour la restauration rapide. Si vous vous attaquez au secteur de la distribution, vous pouvez exercer un pouvoir de négociation sur le lieu de travail. Sinon, vous vous retrouvez avec une lutte qui se limite à la rue. Mais cela nous ramène également à la question de savoir comment et quand les travailleurs disposant d'un fort pouvoir de négociation sur le lieu de travail exercent ce pouvoir pour soutenir des objectifs de transformation plus larges.

Jacobin : Avec Giovanni Arrighi, vous dites que la trajectoire des mouvements ouvriers aux États-Unis et dans d'autres contextes nationaux est profondément influencée par leur relation avec des mouvements plus larges dans la politique mondiale, les guerres et les conflits internationaux. Comment les récents changements géopolitiques ont-ils affecté la force du travail aux États-Unis ?

Beverly J. Silver : C'est une question très vaste et importante. Je pense qu'une grande partie de la discussion sur les mouvements ouvriers tend à se concentrer sur l'aspect économique, mais l'aspect géopolitique est tout aussi important, sinon plus, pour comprendre les perspectives et les

possibilités des travailleurs et des mouvements ouvriers, historiquement et à l'avenir.

Juste avant le 11 septembre 2001, il semblait que nous étions à la veille d'une recrudescence massive de luttes ouvrières aux États-Unis, avec un épïc centre fort parmi les travailleurs immigrés. Un certain nombre de grèves importantes avaient été planifiées ou étaient en cours, puis la dynamique a changé.

La guerre contre le terrorisme a donné une impulsion majeure à la coercition et à la répression pour maintenir le statu quo, et pas seulement sur le lieu de travail, en termes d'hostilité des employeurs envers les syndicats, mais plus largement, en termes d'impact de l'environnement de guerre permanent sur les perspectives du syndicalisme.

Jacobin : La coercition et la répression semblent être des éléments fondamentaux du capitalisme. Qu'est-ce qui est différent aujourd'hui dans la relation entre les travailleurs, les mouvements de travailleurs et la géopolitique ?

Beverly J. Silver : Eh bien, je pense que pour répondre à cette question, il est important de placer l'environnement actuel de guerre permanente dans le contexte de la crise plus large de la puissance mondiale des États-Unis et du déclin de son hégémonie.

Et nous devons examiner la relation historique à long terme entre les droits des travailleurs et la façon dont les États dépendent de la classe ouvrière pour mener les guerres. Parlons d'abord de ce dernier point.

L'une des racines bien connues, mais peu discutées, de la force des travailleurs – ou du moins de l'institutionnalisation des syndicats et de l'approfondissement des droits démocratiques aux États-Unis et en

Europe occidentale, et jusqu'à un certain point dans le monde – est la nature particulière de la guerre au XX^e siècle, notamment l'industrialisation des moyens militaires et la conscription de masse.

Pour mener ce type de guerre, les puissances centrales, les puissances impériales, avaient besoin de la coopération de la classe ouvrière, à la fois en tant que soldats combattant au front et en tant qu'ouvrier-es faisant tourner les usines. La guerre dépendait de la production industrielle pour tout, de l'armement aux bottes. C'est pourquoi, pendant les deux guerres mondiales, il était communément admis que celui qui ferait tourner les usines gagnerait la guerre.

Dans ce contexte, la coopération des travailleurs était essentielle, et la relation entre la guerre et les conflits sociaux menés par les civils était évidente. Les deux plus grands pics des conflits ouvriers mondiaux au XX^e siècle ont été les années qui ont immédiatement suivi la Première et la Deuxième Guerre mondiale. Les creux des luttes ouvrières ont eu lieu au milieu des guerres elles-mêmes.

Ce n'est pas non plus une coïncidence si le début du mouvement des droits civiques a eu lieu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée, et si l'apogée du Black Power Movement a eu lieu pendant et après la guerre du Vietnam.

Les États ont cherché à s'assurer la coopération des travailleurs en mobilisant les sentiments nationalistes et patriotiques, mais cela n'était pas viable sans avancées tangibles des droits des travailleurs. Ainsi, l'expansion de l'État-providence [welfare state] est allée de pair avec l'expansion de l'État-en guerre [warfare state] au XX^e siècle.

En d'autres termes, le nationalisme ouvrier ne peut l'emporter sur l'internationalisme ouvrier que si les États montrent que gagner des guerres signifie augmenter le niveau de vie et étendre les droits des travailleurs en tant que travailleurs et citoyens.

Jacobin : Pensez-vous que c'est encore le cas aujourd'hui, dans le contexte d'une guerre apparemment permanente ?

Beverly J. Silver : La nature de la guerre a changé aujourd'hui à bien des égards. Tout comme le capital a réorganisé la production en réponse à la puissance des travailleurs, l'État a restructuré l'armée pour réduire sa dépendance à l'égard des ouvriers et des citoyens pour mener la guerre.

Le mouvement de masse contre la

Crise du capitalisme

guerre du Vietnam, et le refus des soldats au front au Vietnam de continuer à se battre, a été un tournant, déclenchant une restructuration fondamentale de l'organisation et de la nature de la conduite de la guerre.

Nous voyons les résultats de cette restructuration aujourd'hui avec la fin de la conscription de masse et l'automatisation croissante de la guerre. Avec le recours croissant aux drones et autres armes de haute technologie, les soldats étatsuniens sont éloignés du danger direct – pas entièrement, mais beaucoup plus que par le passé.

Il s'agit d'une situation différente de celle qui liait les mouvements ouvriers et la guerre au vingtième siècle. Au XXI^e siècle, l'État-providence et l'État-en guerre se sont dissociés. La question de savoir si, dans ces conditions changeantes, l'internationalisme de la classe ouvrière l'emportera sur le nationalisme de la classe ouvrière est une question critique, mais non résolue.

Je me suis concentrée sur les États-Unis dans cette discussion, mais la transformation de la nature de la guerre a des répercussions plus larges. Au milieu du XX^e siècle, de nombreux pays coloniaux ont été intégrés au processus de guerre impériale en tant que fournisseurs de soldats et de matériel pour l'effort de guerre, ce qui a entraîné un renforcement et un militantisme analogues de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, dans un grand nombre de pays du Sud global, la situation est telle que la guerre moderne menée par les États-Unis conduit à la désorganisation et à la destruction de la classe ouvrière dans les endroits où des armes de haute technologie sont larguées. La « crise des migrants » actuelle, tant dans ses origines que dans ses répercussions, est un retour de flamme profondément inquiétant de cette nouvelle ère de guerre.

Jacobin : *Au cours des périodes précédentes, les marées montantes du militantisme et de l'organisation ont eu tendance à apporter avec elles de nouvelles et puissantes formes d'organisation. Au XIX^e siècle, c'était le syndicat de métier, au XX^e siècle, c'était le syndicat industriel. Ces formes sont-elles vouées à l'oubli historique, et si oui, qu'est-ce qui pourrait les remplacer ?*

Beverly J. Silver : Ils ne sont certainement pas voués à l'oubli historique. Aux États-Unis, par exemple, certains des syndicats les plus performants aujourd'hui – en termes de recrutement de nouveaux membres et de militantisme – sont ceux

qui ont leurs racines dans l'ancienne AFL, dans la tradition du syndicalisme de métier. Certains disent que des éléments de cet ancien style d'organisation sont plus adaptés à la nature horizontale des lieux de travail actuels, plutôt qu'aux syndicats industriels associés aux sociétés intégrées verticalement.

Mais cela ne signifie pas non plus que les syndicats industriels sont morts. Les types de succès qui caractérisaient les syndicats classiques du CIO – la grève d'occupation dans l'usine automobile de Flint et les grèves qui ont suivi – reposaient sur le pouvoir de négociation stratégique des travailleurs sur le lieu de production. Je pense qu'il y a encore des leçons à tirer de ces succès.

Cependant, il est clair qu'aucune de ces formes n'a réussi à toucher les problèmes fondamentaux du capitalisme. Comme je l'ai déjà mentionné, le problème des syndicats est que, dans la mesure où ils sont trop efficaces, le capital et l'État n'ont aucun intérêt à travailler avec eux et à coopérer.

Mais dans la mesure où ils n'apportent pas une transformation sérieuse dans la vie et les moyens de subsistance des travailleurs, ils perdent leur crédibilité et leur légitimité aux yeux des travailleurs eux-mêmes – et c'est en grande partie ce qui s'est passé.

Jacobin : *L'une des idées défendues par Marx est de pousser les syndicats à se rapprocher des chômeurs au sein d'une organisation unique. Est-ce une option dans des pays comme les États-Unis ?*

Beverly J. Silver : Je pense que c'est certainement l'idéal. C'est ce dont Marx et Engels parlaient dans le Manifeste communiste en termes de rôle des communistes dans le mouvement ouvrier.

Cela nous ramène également aux questions sur la relation entre les processus d'exploitation et d'exclusion et sur la relation entre les luttes sur le lieu de production et les luttes dans la rue. Pour les syndicats qui cherchent à suivre l'orientation de Marx, cela signifie réfléchir stratégiquement aux conditions dans lesquelles les travailleurs ayant un emploi salarié stable peuvent être attirés et radicalisés par les luttes des chômeurs et des employés précaires, et vice versa.

Jacobin : *Quelles sont les perspectives de revitalisation du mouvement ouvrier aux États-Unis ? Pensez-vous qu'il y aura une recrudescence du militantisme et de l'organisation dans un avenir proche ?*

Beverly J. Silver : D'une part, permettez-

moi de dire que je m'attends, juste pour des raisons théoriques, à une recrudescence du militantisme ouvrier aux États-Unis, et pas seulement aux États-Unis. D'un point de vue empirique, depuis 2008, nous assistons dans le monde entier à une recrudescence de la contestation sociale de la classe ouvrière, qui peut être considérée rétrospectivement comme les prémices d'une revitalisation à plus long terme.

Cette évaluation va à l'encontre du sentiment dominant. Il est intéressant de comparer le pessimisme actuel à ce que disaient les experts dans les années 1920. À l'époque, ils examinaient la manière dont les métiers étaient minés par l'expansion de la production de masse, et ils affirmaient que le mouvement ouvrier était mortellement affaibli et définitivement mort. Ils ont affirmé cela jusqu'à la veille de la vague massive de conflits ouvriers du milieu des années 1930.

Ils ne comprenaient pas que, même s'il était vrai que de nombreux syndicats de métiers étaient sapés, il y avait une nouvelle classe ouvrière en formation. Nous constatons la même chose aujourd'hui – une situation où la classe ouvrière de la production de masse du vingtième siècle est sapée, mais où une nouvelle classe ouvrière est également en formation, y compris dans le secteur manufacturier.

Il est important de ne pas effacer l'industrie manufacturière de la conscience de ce qui se passe, même aux États-Unis, et encore moins dans le monde entier. Néanmoins, chaque fois que de nouvelles vagues de conflits sociaux éclatent, la classe ouvrière apparaît fondamentalement différente, et les stratégies et la mobilisation sont à nouveau fondamentalement différentes.

Jacobin : *Qui, selon vous, mènera la danse cette fois-ci ?*

Beverly J. Silver : C'est difficile à dire. Ce qui est plus clair, ce sont les problèmes cruciaux auxquels les travailleurs sont confrontés aujourd'hui et, dans une certaine mesure, ils indiquent la base de masse et le leadership nécessaires pour une « prochaine montée de luttes » qui soit porteuse de changement. Nous sommes dans une situation où le capital détruit les moyens de subsistance à un rythme beaucoup plus rapide qu'il n'en crée de nouveaux, de sorte que nous connaissons à l'échelle mondiale, y compris dans les pays centraux et aux États-Unis, une expansion de l'armée de réserve industrielle, et en particulier ce que Marx a appelé dans *le Capital* la surpopulation permanente : cel-

L'État et la pandémie du Covid-19

les et ceux qui ne seront jamais intégrés dans un travail salarié stable.

Les travailleurs intérimaires, les travailleurs temporaires, les travailleurs à temps partiel et les chômeurs de longue durée – tout ce groupe s'élargit et nous conduit sur la voie du paupérisme. En dépit de la profonde crise de légitimité que cela crée pour le capitalisme, il n'y a rien, aucune tendance au sein du capitalisme lui-même, pour aller dans une autre direction. Si nous devons changer de direction, cela devra venir d'un mouvement politique de masse, plutôt que de quelque chose venant du capital lui-même.

Il y a deux autres points importants à considérer. Le premier est que la rentabilité capitaliste, tout au long de son histoire, a dépendu de l'externalisation partielle non seulement du coût de reproduction du travail, mais aussi du coût de reproduction de la nature. Cette externalisation devient de plus en plus intenable et insoutenable, mais il n'y a pas non plus de tendance inhérente au capital à réorienter cela.

De plus, étant donné que le traitement de la nature comme un bien gratuit était un pilier du pacte social d'après-guerre liant la production de masse à la promesse d'une consommation de masse de la classe ouvrière, aucun retour simple au soi-disant âge d'or du keynésianisme et du développementalisme n'est possible.

Deuxièmement, la tendance historique du capitalisme à résoudre les crises économiques et politiques par des politiques expansionnistes, militaristes et par la guerre est une chose que nous devons prendre au sérieux, en particulier dans la période actuelle de crise et de déclin hégémonique des États-Unis.

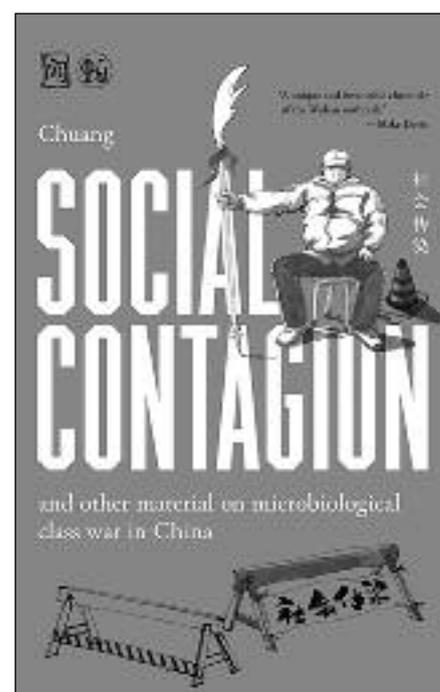
Obtenir le contrôle du pétrole, s'emparer des ressources, se battre pour les voies maritimes dans la mer de Chine du Sud – ces luttes ont le potentiel pour des résultats incroyablement horribles pour l'humanité dans son ensemble. Pour éviter cela, un internationalisme ouvrier renouvelé et actualisé devra surmonter les tendances visibles vers un nationalisme ouvrier ressurgissant et atavique.

C'est donc par une réflexion sur la géopolitique – en examinant les liens entre le militarisme, les conflits intérieurs et les mouvements ouvriers – que nous devons commencer et terminer toute analyse sérieuse. La vieille question socialisme ou barbarie est plus pertinente aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été. ■

Entretien d'Aminda Smith
et Fabio Lanza avec *Chuāng**

Aminda Smith et Fabio Lanza : *La vision commune de la réponse de la Chine à la pandémie, promue à la fois par les médias occidentaux et par le Parti communiste chinois (PCC), est qu'elle a été couronnée de succès en raison de l'énorme capacité de l'État, de son caractère autoritaire ou même de sa nature totalitaire, sa pénétration profonde de tous les aspects de la vie sociale – autant de caractéristiques qui ont rendu ce modèle de réponse inapplicable et/ou inacceptable aux États-Unis ou en Europe. Dans votre livre, vous soutenez, de manière assez convaincante, que la pandémie a plutôt révélé la faiblesse de l'État, et que celui-ci a finalement été capable de gérer la crise en reconnaissant cette faiblesse et en déléguant son autorité aux gouvernements locaux et aux groupes de volontaires ad hoc. C'est une thèse fascinante. Pouvez-vous nous expliquer comment la réponse de l'État à la pandémie a été structurée, ce qui a échoué et ce qui, finalement, a fonctionné ?*

Chuāng : C'est un point de vue très répandu, tant en Chine qu'à l'étranger. Si elle a réussi à occulter ce qui s'est réellement passé pendant la pandémie, c'est en partie parce que cette image d'un État omniscient était déjà répandue auparavant. Nous pourrions peut-être lui donner un surnom : « *le mythe de l'omnipotence totalitaire* ». Mais il est important de se rappeler que ce mythe n'est pas seulement cultivé par les organes officiels du parti-État en Chine pour protéger ses intérêts. En fait, il est beaucoup plus propagé dans les médias occidentaux, par exemple par le biais de ces articles « *sinofuturistes* », plus ce futur est sombre, plus la machine à clics fonctionne, qui racontent en boucle comment chacun en Chine a un « *score de crédit social* » qui détermine ses choix de vie, comment la technologie de reconnaissance faciale dans chaque grande ville



* *Chuāng* (l'image d'un cheval franchissant une porte, qui signifie : pour se libérer – attaquer, charger, pour percer, entrer ou sortir de force, agir avec impétuosité ; *chuāngguān* : pour exécuter un blocus ; *chuāngzuò* : assister à un festin sans être invité) est une revue et un collectif formé par des militant·es qui vivent ou voyagent en Chine continentale depuis la fin des années 1980. Ce collectif vient de publier un livre – *Social Contagion and Other Material on Microbiological Class War in China* (Contagion sociale et autres documents sur la guerre des classes microbiologique en Chine) aux éditions Charles H. Kerr Publishing Company, Chicago 2021 – qui comprend une version mise à jour de leur article de février 2020 (cf. *Inprecor* n° 672/673 de mars-avril 2020), un rapport chinois sur les conditions de travail et les luttes ouvrières pendant et après le pic de la pandémie, un entretien avec deux militants sur leur expérience à Wuhan pendant les premiers mois de l'épidémie, et un long article sur la façon dont la classe dirigeante a tenté d'utiliser cette catastrophe comme une opportunité de restructurer et d'étendre l'État dans l'intérêt de l'accumulation capitaliste à long terme. Nous reproduisons ici un entretien avec les auteurs de ce livre, réalisé par Aminda Smith (historienne de la Chine moderne, codirectrice du People's Republic of China History Group et professeur associé à la Michigan State University) et Fabio Lanza (professeur d'histoire de la Chine moderne à l'université d'Arizona), publié par la revue *The Brooklyn Rail* de septembre 2021 sous le titre « *The State of the Plague* » (<https://brooklynrail.org/2021/09/field-notes/The-State-of-the-Plague>) et reproduit sur le site de la revue *Chuāng* (<https://chuangcn.org/2021/09/state-of-the-plague/>). Traduit de l'anglais par JM.

Chine

vous verbalise automatiquement pour des infractions mineures, ou comment le gouvernement prévoit d'installer des centaines de milliers de ses propres citoyens dans des pays lointains en Afrique. Aucune de ces affirmations n'est vraie, mais un bombardement constant de ce type de contenu cultive l'image mythique d'un État tout-puissant.

Ce mythe dissimule deux aspects. Tout d'abord, il occulte la faiblesse persistante de l'État et le fait que, malgré ses gratte-ciel étincelants, la Chine reste à bien des égards un pays relativement pauvre, notamment si on prend en compte les données par habitant. Si l'on compare les mesures les plus élémentaires, comme le total des recettes fiscales qui reviennent au gouvernement central en Chine et le total des recettes fiscales qui reviennent au gouvernement fédéral aux États-Unis, cela devient rapidement évident. Et par habitant, la différence est bien sûr considérablement amplifiée. Autre exemple pertinent, en Chine les dépenses publiques de santé par habitant sont faibles, même si elles sont en hausse, par rapport à d'autres pays ayant un niveau de développement économique similaire. Cela signifie également que l'administration de l'État a été fondamentalement façonnée par la nécessité de « gouverner à distance », définie par des degrés élevés d'autonomie locale, la balkanisation des structures de commandement et de surveillance, et d'importantes possibilités pour la corruption. Cela a historiquement donné aux gouvernements de niveau inférieur beaucoup plus de marges de manœuvre et d'indépendance en Chine qu'ailleurs, et toutes ces spécificités ont joué un rôle important dans le développement d'une classe capitaliste nationale. La corruption, par exemple, n'est pas nécessairement « inefficace » – c'est une forme courante de développement capitaliste car c'est ainsi que naissent les capitalistes lorsque le marché s'ouvre et que les règles du jeu ne sont pas bien définies. Ce n'est qu'une fois que l'accumulation atteint un certain seuil que toutes ces caractéristiques deviennent une entrave.

Deuxièmement, il est également difficile de bien comprendre que la classe dirigeante chinoise s'est engagée dans un projet très ambitieux d'édification de l'État, qui a duré des décennies, mais qui a vraiment commencé à s'accélérer sous Xi Jinping. Ces deux éléments sont évidemment liés, puisque la nécessité de construire l'État présuppose une certaine forme de faiblesse. L'accumulation a suffisamment

avancé pour que la corruption, les mauvaises procédures de commandement et l'absence de canaux d'information fiables deviennent plus un obstacle qu'un avantage. Le gonflement rapide de la dette des collectivités locales, liée aux projets d'infrastructure de relance dans les années 2010, était un signe évident de ce problème. La campagne anti-corruption visait à s'attaquer au problème aux niveaux les plus élevés, en éliminant les magnats provinciaux qui pouvaient représenter une menace pour le gouvernement central, et en remaniant les structures de commandement et les canaux d'information du haut vers le bas. Parallèlement à cela, il y avait des mesures beaucoup plus banales, comme des réformes de la méthodologie utilisée par le Bureau national des statistiques et des tentatives pour mieux intégrer toutes sortes de registres publics. De même, les diverses campagnes de répression contre les féministes, les groupes de défense des salariés et les groupes d'étudiants maoïstes ont également montré qu'il y a eu des tentatives similaires d'intégration de l'infrastructure policière.

« Comprendre l'épidémie comme un énorme échec initial, qui n'a été maîtrisé au niveau national que par l'effort coordonné de centaines de milliers de personnes ordinaires, travaillant souvent volontairement aux côtés des autorités locales »

Les gens ne réalisent souvent pas que la Chine était un pays où, pendant des décennies, il était assez facile d'éviter les poursuites pour de nombreux crimes en déménageant simplement dans une autre ville – du moins tant que vous n'attiriez pas l'attention de l'État central – et où les autorités locales disposaient d'une marge de manœuvre effrayante pour déterminer les sanctions, ce qui signifiait également qu'il était facile de s'en sortir si vous aviez des relations dans le commissariat local. Il est encore courant que la police locale n'ait pas accès à des bases de données nationales standard, de sorte qu'elle ne peut pas toujours vérifier votre permis de conduire, traiter vos empreintes ou utiliser votre ADN, même si elle peut enregistrer ces informations localement. Cela commence à changer rapidement, mais le contraste est énorme avec ce à quoi nous sommes habitués dans de nombreux autres pays et avec le mythe de l'omnipotence totalitaire, qui suppose bien sûr que ces

systèmes sont plus intégrés et plus omniprésents en Chine que partout ailleurs.

Quel rapport avec la pandémie ? Eh bien, l'exemple évident est que cette délégitimation d'autorité locale a été désastreuse. Malgré tous les mythes sur l'efficacité de ce dispositif, c'est plutôt risible quand on y pense. Après tout, une épizootie dont l'origine géographique fut clairement et rapidement identifiée est finalement devenue une épidémie nationale, puis une pandémie mondiale. Comment cela a-t-il pu se produire, alors que les médecins avaient identifié très tôt qu'une nouvelle maladie respiratoire mortelle se propageait dans la ville ? Et quand elle a ensuite été clairement liée à un coronavirus ? En grande partie parce que les autorités locales se sont empressées de supprimer les informations sur l'épidémie à mesure qu'elles sortaient des hôpitaux, y compris en les cachant à l'État central, tout en ne prenant aucune mesure pour restreindre les voyages, fermer les entreprises ou encourager l'utilisation de masques alors que ces mesures auraient été des plus utiles. Notre livre comprend un long entretien avec des amis de Wuhan, qui présentent une chronologie détaillée des événements et expliquent quelles informations ont été fournies sur le terrain tout au long de la période. Par exemple, ils soulignent le fait étrange que leurs amis de Shanghai en savaient plus sur l'épidémie, et bien plus tôt, que de nombreuses personnes vivant à Wuhan même. Un autre élément notable dans ces récits de première main est le changement très soudain de politique, qui s'est opéré du jour au lendemain. Il semble qu'une autorité supérieure soit finalement intervenue pour mettre en œuvre de manière décisive le confinement. C'est généralement le signe que le gouvernement central s'est impliqué, plaçant les responsables locaux sous son commandement direct.

Ainsi, à bien des égards, nous devons comprendre l'épidémie comme un énorme échec initial – signalé par le fait qu'elle s'est transformée en une pandémie qui sévit encore aujourd'hui – qui n'a été maîtrisé au niveau national que par l'effort coordonné de centaines de milliers de personnes ordinaires, travaillant souvent volontairement aux côtés des autorités locales. Il n'est pas exagéré de dire que l'épidémie n'aurait jamais été contenue sans l'effort de ces volontaires. En même temps, il est tout à fait fortuit que la contamination se soit surtout produite dans une seule ville et, qui plus est, à la veille de la fête du printemps, alors que tout le monde avait déjà fait des provisions dans la per-

spective de la fermeture des commerces. Cela a minimisé l'impact immédiat du confinement et permis à l'État central de concentrer la grande majorité de ses ressources sur Wuhan (et, dans une moindre mesure, sur Pékin, où se trouve le gouvernement central). Dans le même temps, le gouvernement central, par l'intermédiaire du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, a compris l'importance d'ouvrir le flux d'informations, d'inviter des chercheurs médicaux internationaux, de partager immédiatement les recherches sur le nouveau virus et de créer rapidement des normes de prévention faciles à déléguer et privilégiant la sécurité. De même, ils sont intervenus pour s'assurer que les systèmes d'alimentation et d'énergie étaient maintenus. C'est à ce niveau que l'on peut identifier un certain succès. Dans tous les cas, le gouvernement a reconnu sa propre incapacité et a très efficacement et rapidement délégué largement son autorité administrative de facto au niveau de gouvernance le plus bas, qui comprenait toute une série d'organes administratifs soutenus à chaque étape par les efforts des volontaires.

Aminda Smith et Fabio Lanza : *Pendant l'ère Mao (vous employez le terme « régime de développement »), l'État s'est efforcé de mettre la main sur la société, jusqu'au niveau du quartier, par le biais de formes organisationnelles hybrides telles que les comités de résidents. Ceux-ci sont toujours en activité. Quel a été leur rôle pendant la pandémie ? Leurs capacités organisationnelles ont-elles été réduites pendant la période de réforme ?*

Chuǎng : Dans ce que nous appelons le régime socialiste de développement (des années 1950 jusqu'à la reprise de la transition capitaliste dans les années 1970), il y a eu une tentative infructueuse d'étendre l'État jusqu'aux niveaux les plus locaux de la société, avec l'idée que, ce faisant, l'État cesserait d'être une entité distante et extérieure à la vie des gens et deviendrait au contraire une institution régnant véritablement partout. C'est du moins ainsi que le processus était exprimé en théorie. En réalité, ce qui s'est produit, c'est une extension discontinue et géographiquement inégale de l'autorité centrale, suivie d'une fragmentation de cette autorité en de nombreux sites autonomes de prise de décision. Les principaux symboles de cette expérience n'étaient pas réellement les comités de résidents, mais plutôt les liens avec le parti et l'appareil de planification qui se sont formés dans les entreprises et

les collectifs ruraux. Dans le cas des zones rurales, certains de ces liens ont été préservés dans les réformes entamées dans les années 1980 et formalisés dans le statut juridique de « l'autonomie du village », centré sur le comité de villageois comme unité fondamentale de l'administration rurale.

Les comités de résidents ont d'abord été créés dans les zones urbaines pendant le régime de développement, mais ils n'étaient pas les principaux sièges de l'administration locale. La gouvernance quotidienne était principalement confiée aux diverses entreprises de la ville, en grande partie autonomes. Si vous étiez un résident urbain à cette époque, la grande majorité de vos biens de consommation de base – logement, vêtements, nourriture et même divertissement – étaient fournis gratuitement par votre danwei, ou unité de travail liée à une entreprise particulière. Les comités de résidents ont été créés initialement pour gérer la très petite part de la population urbaine qui n'avait pas de danwei. Cependant, vers la fin du régime de développement, de nombreuses villes (surtout dans le sud) ont commencé à voir croître leur population de travailleurs ruraux migrants. Techniquement, comme ces travailleurs n'avaient pas de danwei urbain, ils étaient sous l'autorité administrative du comité des résidents du district dans lequel ils vivaient et/ou travaillaient. Au début, il s'agissait surtout de travailleurs saisonniers. Mais avec le temps, ils sont devenus une caractéristique de plus en plus permanente de la ville. Lorsque le régime de développement a commencé à s'effondrer et que la transition capitaliste a repris (1), de nombreuses villes ont connu une croissance rapide alors même que l'ancien système de protection sociale des entreprises et des unités de travail était en cours de démantèlement. En conséquence, la plupart des habitants des villes n'avaient aucun lien avec une entreprise locale et donc tombaient sous l'autorité du comité des résidents.

Le comité des résidents était donc une institution tout à fait marginale qui a survécu fortuitement au démantèlement du régime de développement et s'est hissée à une fonction complètement différente de celle prévue à l'origine. Au départ, cependant, l'État ne disposait pas vraiment des ressources nécessaires pour construire correctement son infrastructure gouvernementale locale. Au cours des années 1980 et 1990, tant dans les zones rurales qu'urbaines, de nombreux changements juridi-

ques ont été apportés, accordant une « autonomie » aux organes administratifs locaux et désignant le comité de résidents de la « communauté » ou « du quartier » comme l'unité fondamentale de l'administration urbaine, à l'instar des comités de village dans les campagnes où ces réformes ont été accompagnées de la mise en place d'élections locales. Mais tout cela s'est fait dans un contexte de recul général de l'autorité de l'État. Ce n'est vraiment qu'au cours des dernières années que l'attention s'est tournée vers le renforcement de l'État au niveau local. À ce niveau la pandémie a donné une impulsion considérable, car elle a très clairement divisé les zones où les comités de résidents étaient fonctionnels de celles où ils ne l'étaient pas. Dans de nombreux endroits, les comités étaient restés inactifs pendant des années. Dans d'autres, ils n'avaient servi qu'à abriter les formes les plus modestes de corruption locale et n'avaient jamais offert de véritables services publics. Maintenant, il est au moins clair qu'il y aura une tentative concertée de développer ces organes, de les placer sous des chaînes de commandement plus claires, de les lier plus étroitement aux commissariats de police locaux, etc.

Aminda Smith et Fabio Lanza : *Vous décrivez en détail un processus de mobilisation de masse en réponse à la pandémie, avec des groupes de volontaires fournissant toutes sortes de services, à la fois pour contenir la propagation du virus et pour aider les gens à survivre à la pandémie, mais vous dites clairement que cette mobilisation n'était pas nécessairement contre l'État, ni ne représentait une menace pour la légitimité du PCC, malgré la piètre gestion de la crise. De plus, il semble que dans certains cas, ces efforts d'entraide aient renforcé les divisions sociales préexistantes au lieu de permettre des alliances trans-sociétales. Pourquoi ?*

Chuǎng : Parfois, les volontaires opéraient en toute indépendance vis-à-vis du

1. Comme nous l'avons examiné dans notre article « Red Dust, The Transition to Capitalism in China » (revue *Chuǎng* n° 2, <https://chuangcn.org/journal/two/red-dust/>), ce phénomène a commencé en réalité sous Mao, et non sous Deng Xiaoping, et c'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles nous soutenons que la périodisation de l'histoire chinoise en fonction de la séquence des « grands dirigeants » est trompeuse. C'est à dessein que, par exemple, nous n'appelons jamais le régime de développement « l'ère Mao », ni la transition vers le capitalisme « l'ère Deng », car l'histoire ne peut être réduite aux actions, aux caprices ou aux théories politiques des hommes d'État.

Chine

gouvernement. Mais il y a eu très peu de cas où ils ont compris que leur activité était en opposition totale avec le gouvernement et, lorsque l'État est intervenu des mois plus tard pour leur demander de cesser leurs activités, ils l'ont tous fait. Cela ne veut pas dire que le processus n'a pas été mouvementé ou même antagoniste par moments. Dans de nombreuses régions, notamment à la campagne, on a assisté à une mobilisation locale assez agressive visant à exclure pratiquement tout étranger. Cela était visible sur les médias sociaux chinois, qui montraient des villageois d'âge mûr gardant des barricades avec des armes de poing archaïques (une illustration de cette scène sert de couverture au livre), ou des volontaires patrouillant les quartiers avec des drones et criant après quiconque se trouvait dehors. Ces clichés étaient populaires et le plus souvent amusants, mais dans ses extrêmes, cette même attitude était souvent dangereuse, xénophobe et violente. Dans un cas, un motocycliste a été décapité parce qu'un village avait tendu un fil à son entrée pour empêcher les étrangers d'y accéder. Et lorsque la province du Hubei (où se trouve Wuhan) a été rouverte, un affrontement très largement diffusé a eu lieu à la frontière avec le Jiangxi, impliquant des policiers des deux côtés, parce que ceux du Jiangxi pensaient qu'il était trop dangereux de laisser entrer les gens du Hubei.

Il est difficile de faire ressortir à quel point l'attitude des populations en Chine diffère de celle de nombreux pays occidentaux. Il ne s'agissait pas non plus d'un cas où tout le monde faisait confiance au gouvernement et offrait son aide en raison d'une certaine foi en l'autorité. En fait, c'est exactement le contraire qui s'est produit : de nombreuses personnes se sont senties incitées à se porter volontaires précisément parce qu'elles ne croyaient pas que l'État serait en mesure de contenir efficacement le virus. Ils avaient été témoins de l'incapacité et de la corruption des fonctionnaires locaux toute leur vie et n'avaient

donc aucune confiance dans la capacité de ces personnes à faire le travail. S'il y a une différence essentielle, elle ne réside pas dans une quelconque obéissance imaginaire à l'État. Il semble plutôt que le contraste majeur entre le sentiment public en Chine et ailleurs était un manque de confiance généralisé dans l'État, l'intuition que le problème ne serait pas automatiquement pris en charge par les autorités compétentes et que tout le monde devait s'unir pour se mobiliser contre le virus. Dans des pays comme les États-Unis, la défaillance des capacités de l'État avait un caractère presque exactement opposé, personne n'étant vraiment prêt à reconnaître et à faire face à la réalité du déclin des compétences, notamment en ce qui concerne le dépérissement des services publics. Il y avait donc une attitude très différente aux États-Unis, certains critiquaient la réponse de leur État dans des petites manifestations contre les masques, tandis que d'autres soutenaient les mesures prises par l'État ou espéraient une réponse plus importante, tout en restant chez eux.

Aminda Smith et Fabio Lanza : *Qu'en est-il des travailleurs ? La pandémie a-t-elle ouvert de nouvelles possibilités de mobilisation des travailleurs contre le capital ou restreint davantage les possibilités d'organisation et d'action ?*

Chuāng : Malgré la reprise (relative) de l'économie nationale au cours de la seconde moitié de 2020 et cette année, il y a eu beaucoup moins d'actions ouvrières que lors des années précédentes. C'est ce que montrent les quelques statistiques disponibles auprès d'organisations comme le *China Labour Bulletin*, qui a enregistré un peu plus de la moitié du nombre d'actions ouvrières en 2020 par rapport à l'année précédente. Ces chiffres semblent concorder avec ce que nous et nos amis avons vu sur le terrain. Les secteurs de l'industrie et des mines ont été à l'origine de cette baisse, poursuivant une diminution déjà pluriannuelle des actions de masse depuis leur pic au début des années 2010. La plupart des autres secteurs ont suivi. La décade des protestations dans le secteur manufacturier peut également être liée à l'explosion de la production jusqu'à la fin de l'année. La Chine, dont les usines sont restées ouvertes alors que tant d'aut-

res étaient fermées dans le monde, a connu une hausse des salaires et une pénurie de main-d'œuvre, les entreprises s'efforçant de répondre à la demande d'exportation (2). Les conflits du travail dans le secteur manufacturier et les services ont commencé à prendre de l'ampleur au milieu de l'année 2020 – comme le montre l'article écrit par certains de nos amis, qui sert de chapitre 2 du livre – mais on peut se demander dans quelle mesure le nombre de ces conflits reflète le nombre d'actions ouvrières. Bien que les statistiques ne soient pas encore disponibles pour l'ensemble de l'année 2020, il semble que les conflits du travail, en tant que mesure générale des luttes ouvrières, aient été au moins équivalents à ceux de l'année précédente. Par exemple, à Pékin, les tribunaux d'arbitrage du travail ont pris en charge plus de 94 000 affaires au cours des 10 mois entre janvier et octobre (3). Cela correspond essentiellement aux 93 000 affaires enregistrées au cours des neuf mois entre janvier et septembre 2019, ce qui représentait déjà une augmentation de 37,4 % par rapport à l'année précédente (4).

Il y a cependant eu une curieuse augmentation du nombre de travailleurs de la construction protestant contre le non-versement de leurs salaires en 2020, comme l'a enregistré le *China Labour Bulletin* – le chiffre le plus élevé jamais enregistré par l'organisation depuis le début du projet de recensement en 2011. Et ce qui est peut-être encore plus étrange, c'est qu'au cours des premiers mois de 2021, il n'y a pas eu la vague massive de manifestations des travailleurs de la construction que l'on observe habituellement avant le Nouvel An chinois, lorsque les travailleurs bloquent les routes, organisent des marches ou menacent même de se suicider afin de gagner leur salaire de fin d'année pour ne pas rentrer chez eux les mains vides. Cette situa-



2. Gabriel Crossley, Stella Qiu, « China's stunning export comeback has factories scrambling for workers », *Reuters* du 21 décembre 2020 : <https://www.reuters.com/article/us-china-economy-manufacturing-idUSKBN28V0AL>.

3. Gan Xi, « Que doivent faire les travailleurs migrants lorsqu'ils sont confrontés à des conflits du travail pendant l'épidémie ? » *People's Daily* du 27 novembre 2020 (en chinois) : http://www.xinhuanet.com/fortune/2020-11/27/c_1126791491.htm

4. Chen Xu, « Pékin publie dix cas typiques d'arbitrage des conflits du travail et du personnel en 2019 », *Xinhuanet* du 5 novembre 2019 (en chinois) : http://www.xinhuanet.com/2019-11/05/c_1125196006.htm.



Chen Guojiang, appelé « Mengzhu » (chef de groupe), l'organisateur des livreurs

tion peut être due, du moins en partie, aux restrictions de voyages pendant les vacances du Nouvel An. Selon certaines estimations, le nombre de voyageurs en 2021 a chuté de 60 % par rapport à 2019, atteignant ainsi le niveau le plus bas depuis 20 ans pour les voyages enregistrés (5). En revanche, les actions des travailleurs dans le secteur de la logistique, en particulier parmi les livreurs, sont un domaine où l'organisation des travailleurs s'est développée pendant la pandémie. Les mouvements dans le secteur de la logistique dans son ensemble ont représenté 20 % de toutes les actions ouvrières en 2020, le niveau le plus élevé depuis plusieurs années. Ce secteur produira probablement des niveaux élevés d'agitation dans les années à venir, car le commerce électronique poursuit son expansion. La quasi-totalité des protestations ouvrières très médiatisées qui ont eu lieu l'année dernière (2020) concernaient des livreurs. À l'époque, nous avons traduit un article viral (6) sur la situation critique des livreurs de repas, qui avait déjà circulé en Chine, suscitant un débat public à l'échelle nationale et déclenchant même quelques déclarations obligées de la part des deux géants du secteur, Ele.me et Meituan promettant de timides avancées. Elles ont quand même été suivies de quelques ajustements mineurs qui ont permis aux coursiers de disposer de plus de temps pour livrer leurs commandes, mais qui n'ont guère contribué à résoudre les problèmes sous-jacents aux doléances des travailleurs.

Puis, à la fin du mois de février 2021, Chen Guojiang, l'organisateur de base le plus connu des ouvriers livreurs en Chine – appelé simplement « Mengzhu » (chef de groupe) par ses amis et ses militants – a été arrêté par les autorités, probablement dans l'intention de faire taire la star des médias sociaux au franc-parler pendant le

congrès national du parti, début mars. Chen a depuis été accusé d'avoir « *cherché querelle et provoqué des troubles* », le chef d'accusation le plus courant utilisé depuis des années pour arrêter toutes sortes de contestataires dans tout le pays (7). Certains amis ont parlé avec Mengzhu avant son arrestation et ont appris comment il procédait. Basé à Pékin, il a organisé un vaste réseau de milliers de livreurs, principalement dans le nord du pays. Il a développé ce réseau en partie grâce à sa forte présence sur les médias sociaux, avec des streamings en live sur la vie des livreurs. Il donnait également des conseils aux autres livreurs, organisait des repas de groupe et louait même un petit appartement avec un lit à Pékin où les livreurs nouvellement arrivés dans la ville pouvaient séjourner gratuitement pendant une nuit ou deux, le temps de trouver leur propre logement. Ceux qui le connaissent ont également raconté comment Mengzhu avait transformé sa plateforme en une sorte de petite entreprise pour lui-même, gagnant de petites sommes ici et là, notamment en percevant des indemnités pour avoir recommandé des livreurs sur la plateforme, ou lors des événements qu'il organisait pour eux. Pendant qu'il travaillait sur la plateforme, Mengzhu a également participé à l'organisation de plusieurs grèves de livreurs, et réussi à faire aboutir les revendications des travailleurs. Lui et d'autres organisateurs de grèves ont également été arrêtés par la police en 2019. Dans ses discussions avec nos amis, il a souligné avec insistance que son style d'organisation ne pouvait pas être imité et a attribué son succès à son obsession personnelle pour le réseautage, l'entraide et la diffusion vers son public. Au moment où nous écrivons ces lignes, Chen est toujours en détention et attend son procès (8). Les amis de

Mengzhu ont tenté de collecter de l'argent pour les frais d'avocat sur WeChat, mais le lien vers la page de collecte de fonds a été bloqué par les censeurs.

Mengzhu offre une image intéressante de la réalité complexe et souvent contradictoire de l'organisation des travailleurs en Chine, qui correspond rarement au mirage du « *mouvement ouvrier* » préconisé par de nombreux militants. Dans ce cas, la renommée des médias sociaux et même une sorte d'éthique entrepreneuriale de la petite entreprise semblent avoir fait partie intégrante de la croissance du réseau de Mengzhu. Ces complexités inattendues sont, selon nous, indispensables pour comprendre l'organisation des travailleurs à long terme. Dans le premier et le deuxième numéro de notre revue, nous avons essayé de mettre l'accent sur une vision plus large de l'organisation, dépassant les limites du « *mouvement ouvrier* », qui sert de toile de fond théorique à tant d'analyses de la lutte des classes en Chine (9). À l'avenir, il sera encore plus essentiel d'abandonner les idées reçues sur ce à quoi devrait ressembler un « *mouvement ouvrier* » ou même un « *mouvement social* » plus général, si nous espérons comprendre le véritable caractère de la lutte des classes. Par exemple, parallèle-

5. SCMP Reporter, « China's annual Lunar New Year migration, usually the biggest of its kind, looks very different in 2021 », *South China Morning Post*, 7 février 2021, <https://www.scmp.com/magazines/post-magazine/long-reads/article/3120728/chinas-annual-lunar-new-year-migration-usually>

6. Chuang and Friends (Traduction), « Delivery Workers, Trapped in the System » (Les livreurs piégés dans le système), *Chuang Blog*, 12 novembre 2020 : <https://chuangcn.org/2020/11/delivery-renwu-translation/>

7. Sur Mengzhu et son arrestation, voir Emily Feng, « He Tried To Organize Workers In China's Gig Economy. Now He Faces 5 Years In Jail », *NPR*, 13 avril 2021 (<https://www.npr.org/2021/04/13/984994360/he-tried-to-organize-workers-in-chinas-gig-economy-now-he-faces-5-years-in-jail>) ; Matt Dagher-Margosian, « Free Mengzhu ! An interview with Free Chen Guojiang », *Asia Art Tours* du 10 mai 2021 (<https://asiaarttours.com/free-chen-guojiang-an-interview-with-free-chen-guojiang-关注盟主/>). Sur des cas similaires dans le passé, voir notre article « Picking Quarrels – Lu Yuyu, Li Tingyu and the Changing Cadence of Class Struggle in China » (revue *Chuāng* n° 2).

8. Les derniers rapports du *China Labour Bulletin*, organisme de surveillance des droits du travail, datant de début juin, indiquent qu'il est toujours en détention. Cf. : « Food delivery worker burns uniform in symbolic protest », *China Labour Bulletin*, 8 juin 2021 (<https://clb.org.hk/content/food-delivery-worker-burns-uniform-symbolic-protest>)

9. Cf. les articles de la revue *Chuāng* : « No Way Forward, No Way Back : China in the Era of Riots » (<https://chuangcn.org/journal/one/no-way-forward-no-way-back/>), « Gleaning the Welfare Fields : Rural Struggles in China since 1959 » (<https://chuangcn.org/journal/one/gleaning-the-welfare-fields/>) et « Picking Quarrels... » mentioné en note 7.

ment à la récente recrudescence des mouvements dans des usines, nous pourrions prendre conscience de la force sociale potentielle de la frange croissante des travailleurs sans emploi ou précaires, qui sont de plus en plus nombreux à travers le pays. Cela se traduit par l'organisation des livreurs et par les campagnes en cours visant la population « *en bas de l'échelle* » (10). Mais c'est également visible parmi ceux qui occupent des positions sociales légèrement supérieures, comme dans le discours sur « *l'involution* » (11) et l'horaire de travail « *996* » (12) parmi les cols blancs, ou même dans le nombre croissant de protestations de petits propriétaires (13).

On ne sait pas encore comment ces tendances affecteront les tensions sociales. Mais le ralentissement actuel de la croissance économique semble indiquer que ces tendances vont toutes s'aggraver avec la poursuite de la stagnation. L'ampleur du chômage en Chine au cours de la dernière année de la pandémie est encore peu connue, mais la situation ne devrait pas s'améliorer de manière significative. Lors du congrès du parti en mars 2021, le Premier ministre Li Keqiang a cité la création d'emplois comme la « *priorité absolue* » du gouvernement central, ce qui semble indiquer que l'emploi ne s'est pas encore vraiment rétabli. Cela est confirmé par le fait que c'est la reprise du boom immobilier – plutôt qu'une relance industrielle – qui a sorti l'économie nationale du creux de la vague après le confinement. En attendant, nous devons garder à l'esprit la façon dont les difficultés économiques ont affecté les cols blancs plus aisés, voire les petits-bourgeois, les secteurs de la société qui ressentent sans aucun doute la pression des pertes d'emploi et des réductions de salaire ou la liquidation de leurs entreprises, tout cela en plus des dettes déjà lour-

des qu'ils avaient avant la pandémie. Si ces tensions sociales ne semblent pas aussi intrinsèquement orientées à gauche que les luttes ouvrières, elles sont néanmoins susceptibles de continuer à faire des vagues et, malheureusement, d'attirer l'attention et l'action de l'élite politique. Comme nous l'avons noté dans le dernier numéro de notre revue, l'agitation sociale des petits propriétaires semble avoir dépassé en nombre les protestations des travailleurs à la fin des années 2010. Maintenant, dans le monde pandémique et post-pandémique, les politiques de classe sont susceptibles de prendre d'autres formes inattendues basées sur ces tensions sociales sous-jacentes. C'est cette réalité – plutôt qu'une analogie historique de mauvaise qualité – qui devrait servir de point de départ à quiconque tente de spéculer sur l'avenir des conflits de classe en Chine.

Aminda Smith et Fabio Lanza : *À la fin du livre, vous présentez un argument intéressant, et on pourrait dire spéculatif, sur l'avenir de l'État chinois, la pandémie ayant clairement montré la nécessité de le reconstruire. Vous affirmez que, même s'il continuera à remplir sa fonction première au service du capitalisme, l'État est en train de se restructurer pour devenir quelque chose de différent des États occidentaux ou de ses précédents impériaux et socialistes, tout en recyclant des éléments de tous ces modèles. Pour quels nouveaux besoins et défis spécifiques ce nouvel État est-il restructuré et sur quels principes idéologiques repose-t-il ?*

Chuǎng : En fait, l'idée centrale est double. Premièrement, nous affirmons que la Chine est toujours en train de construire un État proprement capitaliste. Il n'y a rien de vraiment nouveau à ce sujet, bien sûr, et les impératifs fondamentaux de l'État capitaliste sont plus ou moins universels, ce qui signifie que de nombreux aspects de

ce processus sont très similaires aux projets de construction de l'État qui ont accompagné le développement capitaliste ailleurs. Mais, deuxièmement, il est également erroné de supposer que cela signifie que l'État qui se construit aujourd'hui en Chine ressemblera nécessairement, dans ses détails, à l'un des États capitalistes qui ont vu le jour dans des endroits comme les États-Unis, l'Europe ou les colonies. Ces impératifs capitalistes universels sont des exigences de base, mais l'existence de fonctions universelles ne nous donne pas beaucoup d'indications sur les structures institutionnelles exactes qui sont adaptées pour les servir. En fait, on pourrait s'attendre à ce que ce soit le contraire qui se produise : à mesure que les conditions de l'accumulation du capital mondial changent, ce projet de construction de l'État devient de plus en plus partie intégrante de l'ensemble du processus de développement. Ce n'est pas une coïncidence si chaque vague d'industrialisation des « *pays en développement tardif* » a vu l'État jouer un rôle de plus en plus central dans l'ensemble du processus. On oublie souvent que l'une des prédictions les plus constantes de Marx sur le développement du capitalisme était que l'échelle sociale de production augmenterait parallèlement à la centralisation industrielle, et que le système de crédit jouerait un rôle essentiel dans la gestion de l'accumulation à une telle échelle. Est-il vraiment si inattendu d'assister à l'émergence d'un État supervisant des conglomerats industriels massifs, parallèlement à des tentatives de discipliner et de diriger leurs activités par le biais d'une surveillance institutionnelle et de l'octroi de crédits via les grandes banques d'État (et non, il convient de le noter, principalement par le biais d'injections fiscales) ?

Au niveau plus philosophique, il y a une autre dimension à ce deuxième argu-

10. Sur le discours de la « *population de bas étage* » et sa popularisation après la démolition en 2017 de logements bas de gamme à Pékin, voir : *Chuǎng*, « *Adding Insult to Injury : Beijing's Evictions and the Discourse of "Low-End Population"* » (<https://chuangcn.org/2018/01/low-end-population/>).

11. Concernant l'emploi actuel du terme chinois *neijuan*, traduit par « *involution* », l'anthropologue Xiang Biao écrit sur le site *Sixth Tone – Fresh voices from today's China* : « *Au cours des derniers mois, les Chinois de tous les horizons, qu'ils soient développeurs de logiciels, mères au foyer ou étudiants universitaires d'élite, ont tous découvert que leur vie quotidienne pouvait être décrite avec précision par le même terme académique autrefois mystérieux :*

involution. Initialement utilisée par les anthropologues pour décrire les processus auto-entretenus qui empêchent les sociétés agraires de progresser, l'involution est devenue un raccourci utilisé par les citadins chinois pour décrire les maux de leur vie moderne : les parents ressentent une pression intense pour offrir à leurs enfants la meilleure ; les enfants doivent suivre la course de rats pédagogiques ; les employés de bureau doivent chronométrer un nombre d'heures écrasant. L'involution peut être comprise comme le contraire de l'évolution. Le mot chinois, neijuan, est composé des caractères "intérieur" et "rouler", et est plus intuitivement compris comme quelque chose qui s'enroule sur lui-même, un processus qui piège les participants qui savent qu'ils n'en bénéficieront

pas. » (<https://www.sixthtone.com/news/1006391/how-one-obscure-word-captures-urban-chinas-unhappiness>). Voir également : « *Involution : Wildcat on China's 2020* », <https://chuangcn.org/2021/05/involution-wildcat-on-chinas-2020/>

12. Le « *996* » : travailler de 9 heures du matin à 9 heures du soir, 6 jours par semaine.

13. Pour une analyse des tendances à long terme, voir notre analyse dans « *Picking Quarrels* », déjà citée. Des exemples de manifestations de petits propriétaires peuvent être trouvés quotidiennement en ligne, pour ceux qui regardent. Les incidents plus importants sont parfois couverts en détail dans des publications critiques envers la Chine comme *Radio Free Asia*, peut-être une fois par mois environ.

Par exemple, les habitants d'un quartier de Chongqing ont affronté plus d'une centaine de policiers anti-émeute en mai, suite à un conflit de longue durée avec des fonctionnaires qui voulaient établir un bureau du gouvernement local dans leur communauté résidentielle (voir, en chinois : <https://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/renquanfazhi/sc-05152021170149.html>). La campagne de démolition menée par le gouvernement de Pékin dans la banlieue nord de la ville de Xiangtang a été rapportée par plusieurs médias anglophones. Voir par exemple : « *Les résidents protestent alors que la Chine démolit certaines des banlieues riches de Pékin* » (<https://www.npr.org/2021/01/26/960855956/residents-protest-as-china-demolishes-some-of-beijings-wealthy-suburbs>).

ment. Car il ne s'agit pas seulement du fait que des États plus expansifs sont désormais tenus de garantir les conditions de base de l'accumulation. Il s'agit également de savoir comment ce processus est perçu par ceux qui y sont impliqués et quelle forme idéologique il prend. Cet article a été écrit en partie pour répondre à la mode de la philosophie occidentale qui tente de théoriser « l'État » en tant que tel en se référant uniquement à l'expérience européenne et à la lignée de la civilisation qui remonte à Rome – comme si la jurisprudence romaine ouvrait une fenêtre secrète sur le fonctionnement interne de l'État aujourd'hui. Nous disons non. Vous ne pouvez pas prendre ce que Foucault, Agamben ou même Mbembe ont écrit sur l'Europe moderne, la Rome antique ou le monde colonial, et l'appliquer en bloc à la Chine, comme si la logique de l'État était une transplantation entièrement étrangère, introduite lors de la transition vers le capitalisme. En réalité, nous voulons souligner qu'il y a une arrogance exaspérante chez les philosophes qui écrivent des critiques de « l'empire » et de la « civilisation » sans connaître l'histoire de tous les empires les plus importants et les plus durables d'Asie (sans parler de ceux d'Afrique ou des Amériques).

Dans ce cas, la réalité est encore plus accablante, car la Chine possède sa propre tradition philosophique, dynamique et ancienne, qui s'est toujours préoccupée (en fait, c'est sans doute sa préoccupation centrale) des questions de gouvernance et de gestion de l'État. Plus important encore, cette tradition philosophique est activement ravivée aujourd'hui, fusionnée avec des courants conservateurs de la pensée occidentale et déployée de manière sélective par les personnes au pouvoir pour justifier idéologiquement, conceptualiser et même guider les progrès matériels du projet de construction de l'État sur le terrain. Il est très important de comprendre cette dimension du processus, même si nous devons également garder à l'esprit que l'expression philosophique du projet de construction de l'État va différer de la réalité sur le terrain. Il n'est pas vraiment vrai que cette philosophie sert de « *mode d'emploi* » à ceux qui sont au pouvoir, ni même qu'elle donne une image précise de la façon dont le pouvoir étatique fonctionne dans la réalité. En fait, elle fait souvent le contraire, en idéalisant l'État et en affirmant une mission presque cosmologique pour le PCC, chargé de conduire le rajeunissement spirituel de la supposée nation chinoise. Mais il s'agit là d'une caractéristi-

que importante de la manière dont ce processus s'exprime à travers une réflexion sur lui-même. Pour toutes ces raisons, nous avons emprunté le langage exagéré de ces philosophes et donné à ce chapitre un titre ironique : « *La peste éclaire la grande unité de tout ce qui est sous les cieux.* » Bien sûr, une telle unité est une plaisanterie.

Rien de tout cela ne signifie que le projet d'édification de l'État va simplement avancer sans être remis en question. Comme pour tout élément du capitalisme, nous pouvons être assurés que le conflit de classe n'est jamais définitivement éteint. Mais il pourrait ne pas prendre la forme à laquelle nous nous attendons. Il se peut en fait que nous assistions à davantage d'actes de désespoir, les conflits sociaux explosant de manière imprévisible, en particulier pour les couches inférieures de la société chinoise, comme le récent attentat à la bombe contre un bâtiment gouvernemental à Guangzhou à cause d'un litige foncier, ou le récent suicide d'un chauffeur de camion à cause d'une amende de 2 000 yuans (environ 300 dollars américains) (14). Les griefs de plus grande valeur des couches supérieures, comme les fraudes en matière d'investissement ou les conflits liés au développement immobilier, continueront probablement à augmenter en nombre et à être davantage couverts par les médias nationaux et étrangers – ces individus ont également tendance à avoir un meilleur accès au système juridique et une meilleure chance d'obtenir une reconnaissance officielle à cet égard. Cela ne reflète peut-être pas le véritable « *rapport de forces* » concernant la lutte des classes en Chine, mais nous pouvons nous attendre à ce que, du moins en apparence, il y ait un « *embourgeoisement* » croissant des luttes sociales, faute d'un meilleur terme, même si ce processus est ponctué de violentes explosions de la part des plus pauvres du pays. Il va sans dire que les demandes des riches (comme le maintien du marché immobilier vacillant) seront une priorité absolue pour l'État. Il n'en va pas de même pour les camionneurs ou la les gens « *en bas de l'échelle* » qui voient leurs maisons démolies.

Nous devrions également être à l'affût des moyens que pourraient prendre à l'avenir les formes de mobilisation cellulaire de type campagne de l'État. Comme nous le notons dans le dernier chapitre du livre, alors que l'État formel s'est avéré relativement faible, les structures de pouvoir à petite échelle ont été mises en place à une

vitesse incroyable. Les comités de résidents locaux, les gardes de sécurité et d'autres bénévoles – ayant des liens avec les organisations du parti et du gouvernement – sont devenus les principaux visages du pouvoir de l'État lorsqu'il s'agissait de régler les mouvements des citoyens entre les quartiers, ou même dans et hors de leurs maisons. Ces évolutions ne sont pas non plus passées inaperçues du côté du capital. L'année dernière, le président de la Chambre de commerce européenne en Chine, Joerg Wuttke, ne se plaignait pas du développement d'une bureaucratie centralisée et autoritaire qui entraverait les affaires, mais bien du contraire : « *Le patchwork de règles contradictoires qui a émergé de la lutte contre le Covid-19 a produit des centaines de fiefs, rendant pratiquement impossible la circulation des biens ou des personnes à travers la Chine.* » En tant que représentant principal du capital étranger, Wuttke a plaidé pour que le gouvernement standardise les mesures « *sur des juridictions plus larges* » afin de « *remettre l'économie réelle sur pied* » (15). Ce pouvoir en patchwork reste en place aujourd'hui, bien que sous une forme plus latente. Même si la pandémie est passée et que ces systèmes se sont légèrement assouplis, la réalité est qu'ils n'ont pas disparu. Les réseaux nouvellement développés – reliant les organes formels du pouvoir de l'État aux organismes informels de bénévoles, aux sociétés de gestion immobilière, aux vigiles etc. – se sont simplement enfoncés juste sous la surface, revenant à la charge et réaffirmant leur présence chaque fois que des épidémies locales réapparaissent. Mais ce n'est pas seulement important pour la gestion de la pandémie. La partie la plus spéculative du chapitre soutient que des réseaux locaux similaires, que nous appelons « *para-formels* », pourraient émerger face à des chocs indigènes ou exogènes, comme une ruée sur les banques, ou pendant la mobilisation nationaliste qui accompagnerait tout conflit militaire. ■

14. Voir notre rapport du 23 mai 2021 sur ces événements : « *Bombing the Headquarters : Desperate Measures in a Time of Involution* » (<https://chuangeng.org/2021/05/bombing-headquarters/>).

15. Voir « *Covid-19 Severely Impacting Business : trade associations call for proportionate measures to get real economy back on track* », un communiqué de presse conjoint de la Chambre de commerce allemande en Chine et de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine du 27 février 2020 : <https://china.ahk.de/news/news-details/covid-19-severely-impacting-business-trade-associations-call-for-proportionate-measures-to-get-real-economy-back-on-t>

Il est encore temps de réfréner notre chute vers l'abîme

En introduction, Cécile Asanuma-Brice décrit un tremblement de terre en mars 2011, la forte intuition que « celui-ci diffère des précédents », le retentissement des sirènes, la sortie des personnes de toutes parts, les destructions et l'arrêt d'un monde. Les images le lendemain du tsunami qui a ravagé le Tôhoku, les secousses à répétition, « répétition incessante de balancements incertains », l'information au conditionnel... « Et puis la nouvelle tombe, résonnant, sempiternelle : une centrale nucléaire aurait été touchée... » – le conditionnel devenu certitude.

Omissions, informations orientées afin de ne pas entraver les choix industriels, non-divulgateur au grand public. « Au-delà du récit de cette catastrophe sans précédent, c'est cette dernière attitude que je souhaite, entre autres, questionner dans cet ouvrage. L'incertitude des informations participe d'une violence structurelle inhérente à la gestion des catastrophes industrielles dans un contexte de libéralisme effréné qui vise à préserver sa ligne et à maintenir son équilibre coûts-bénéfices, retournant les pires désastres en opportunités de profits, quelles qu'en soient les conséquences pour les victimes directes ».

Il nous faut comprendre la façon dont la violence s'est construite dans le contexte de Fukushima, analyser les logiques inhérentes à la violence structurelle de nos sociétés, reconsidérer le secteur de l'énergie, mesurer l'échelle des gravités, ne pas être « victime de la banalisation de la catastrophe, au point de la sentir lointaine alors qu'elle se trouvait sous mes pieds ».

L'autrice aborde, entre autres, le décalage entre les événements du terrain et le récit des autorités, les responsabilités dans les situations de désastre, l'évacuation d'une zone radiocentrique, l'élargissement de la zone d'évacuation, la volonté gouvernementale de limiter le nombre de réfugiés, le



chantier et l'évacuation de gravats extrêmement radioactifs, le confinement préconisé et la concentration radioactive considérable dans l'atmosphère, le cafouillage de l'évacuation et ses conséquences directes sur les populations, la mise en danger des enfants avec la réouverture des écoles, les taux de radioactivité dépassant les « normes acceptables ».

Les populations ne sont pas restées inactives. Cécile Asanuma-Brice discute des mobilisations pour réviser la zone d'évacuation (« Les modifications de la zone ne permettent cependant pas l'inclusion de l'ensemble des territoires contaminés ») du réseau *National Network of Parents to Protect Children from Radiation*, de l'organisation de prélèvements d'échantillons d'urine, l'intervention gouvernementale pour arrêter ces mobilisations « susceptibles de générer la panique », des manifestations pour l'arrêt du nucléaire, des associations non gouvernementales « indispensables à la gestion du désastre », de la *Citizen*

Radioactivity Measurement Station (CRMS), de la *Citizen Scientist international Symposium on Radiation Protection* (CSR), des définitions concurrentes de l'accident, des enjeux de protection des populations, de la remise en cause de l'énergie nucléaire.

Déplacement de populations, politique de relogement, l'autrice présente la répartition géographique des dégâts, la création de l'appellation de « réfugiés volontaires », des effets de relogement loin des cadres de vie habituels, les logements provisoires et leur permanence (« la gratuité des loyers ne réglait pas la question des charges à payer par

les résidents »), les scandales politiques accompagnant la crise, les détournements de fonds publics, la non-distribution de pastilles d'iode, les relevés de mesures de contamination faussés, la minimisation des conséquences de la catastrophe et de la dangerosité du nucléaire.

J'ai notamment été intéressé par le chapitre « Les conséquences sanitaires de la catastrophe » qui explique les morts liées à l'accident de la centrale (« *genpatsu kanrenshi* »), la dégradation des conditions sanitaires sur le lieu du désastre, le rôle de la *Japan Association of Lawyers Against Nuclear Arms* (Jalana) et ses principes fondateurs : « la restitution de leurs biens aux victimes de l'accident nucléaire, la demande d'un suivi sanitaire au long cours des "nouveaux" contaminés, la restauration de l'environnement pollué, l'opposition à la construction de nouvelles centrales nucléaires, le démantèlement des réacteurs existants, en commençant par les plus dangereux ». On y découvre les travailleurs de la

centrale et les maladies professionnelles, le recours à des personnes sans-abri par les sociétés de sous-traitance, les cancers de la thyroïde, les conséquences psychologiques de la catastrophe, un taux élevé de syndromes de stress post-traumatique, le relèvement du niveau « acceptable » de radiation, les conditions d'un rétablissement de la santé mentale et physique.

Le gouvernement incite au retour. Cela pose les questions de la décontamination, de l'évaluation et de la communication sur les risques. Cécile Asanuma-Brice souligne, entre autres, l'omniprésence d'une politique de communication sur le risque, les limites de la décontamination, la contamination des forêts, les musées « de mise en scène de la catastrophe », la différence entre la réalité et les faits présentés, les invitations à tourner la page du désastre, l'acceptation des risques contradictoire à des politiques visant à les éviter, les responsabilités politiques, le terme flou de « résilience » et le déplacement des responsabilités : « *Subrepticement, cette notion déplace la responsabilité de la violence vers les victimes elles-mêmes, qui sont appelées à surmonter les difficultés et à en tirer des leçons* » (Eva Illouz citée par l'autrice).

Le dernier chapitre est consacré à la réalité de Fukushima aujourd'hui, les vertiges de la reconstruction, les suspensions des aides au refuge, la vie dans « une ancienne zone évacuée ».

Dans la conclusion, Cette pause sur le bord de l'abîme, Cécile Asanuma-Brice revient sur le bilan de la gestion de la catastrophe, le bilan des activités citoyennes, les histoires de vie des réfugiés et des résidents : « Loin de nous ici l'idée d'élaborer une critique à tous crins de la technologie, mais son emballage, généré en partie par le cadre économique dans lequel l'industrie est née qui lui impose de produire exponentiellement et de façon aveugle, sans tenir compte de tous les vivants (sans distinction de l'humain et du non-humain), doit être mis en question ».

Didier Epsztajn

Vous pouvez acheter vos livres et revues et même vous abonner à *inprecor* sur internet : www.la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

* Cécile Asanuma-Brice, *Fukushima dix ans après, Sociologie d'un désastre*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris 2021, 218 pages, 12,00 €

Les impasses de la gauche : santé, retraites et emploi

Par
Adriano Campos*

Fin 2015, les élections législatives avaient donné lieu à un scénario sans précédent dans la politique portugaise. Dirigée par Pedro Passos Coelho (PSD) et Paulo Portas (CDS-PP) la coalition de droite, qui a appliqué pendant quatre ans le programme d'austérité de la troïka, avait obtenu le plus de voix – 37 % des suffrages exprimés et 102 sièges au Parlement national. Ensemble, le Parti socialiste (PS), avec 32 %, le Bloc de gauche, avec 10,2 % et le Parti communiste portugais (PCP/PEV) (1), avec 8,2 %, ont totalisé 122 mandats. Sous la conduite du président de l'époque, Cavaco Silva, la droite avait formé un gouvernement, avant de subir peu après une motion de censure, ouvrant la voie à un gouvernement du Parti socialiste dirigé par António Costa. La « *geringonça* » (2) a ainsi vu le jour.

2015-2019 : faire marche arrière par rapport à la politique d'austérité

Pendant quatre ans (2015-2019), le Parti socialiste a gouverné avec le soutien parlementaire du Bloc de gauche et du PCP, sans que ces deux partis participent au gouvernement. Au cours de la campagne électorale, la coordinatrice nationale du Bloc de gauche, Catarina Martins, avait lancé un défi à António Costa, qui se présentait avec le programme le plus à droite de l'histoire du PS : que les socialistes renoncent à l'assouplissement des licenciements, à la réduction des cotisations sociales patronales et à la baisse de 1,6 milliard d'euros des retraites (3), pour ouvrir la voie au dialogue entre les deux partis. Contraint par le million de voix sur sa gauche, la droite étant minoritaire, António Costa a signé deux accords distincts, avec le Bloco et avec le PCP, qui prévoyaient une vaste liste de mesures, allant du blocage de nouvelles privatisa-



tions à la restitution des revenus retirés par la troïka, en passant par l'augmentation du salaire minimum et le renforcement des prestations sociales. Le PCP a toujours rejeté les négociations à trois, ce qui conférait au gouvernement PS une position de force dans la négociation, car pour former une majorité parlementaire il fallait et le Bloc de gauche et le PCP.

Au cours des quatre années, après une application conflictuelle et incomplète des mesures convenues, les négociations annuelles sur les budgets de l'État se sont succédé, entraînant des gains supplémentaires pour la gauche, comme ce fut le cas avec le PREVPAP (4), la protection sociale des travailleurs « *indépendants* », la réduction des frais d'inscription à l'université, une nouvelle loi fondamentale sur la santé dans un sens progressiste ou le processus de dépenalisation de la mort assistée – ce dernier toujours en cours.

Bien que le renversement des mesures d'austérité ait servi de repère commun de l'entente, les blocages existants sont rapidement apparus, notamment en ce qui concerne les diktats des traités européens, la recherche de rente parasitaire du systè-

me financier et les lois sur le travail imposées par la troïka (5). Dans aucun de ces domaines, le gouvernement du PS ne s'est montré ouvert à des changements structurels à négocier avec la gauche.

2019 : la fin des accords écrits

En 2019, le vote populaire aux élections législatives a défini une nouvelle minorité à la droite du PS, avec le PSD (28 %), le CDS-PP (4,2 %), l'Initiative libérale (1,3 %) (6) et le CHEGA (1,3 %) (7) totalisant 86 mandats. Le Parti socialiste a renforcé sa position avec 36,3 % et 108 mandats, le Bloc de gauche a maintenu

* Adriano Campos est un dirigeant national du Bloc de gauche et membre de la IV^e Internationale.

1. Depuis 1982, le Parti communiste portugais se présente à toutes les élections sous le sigle de la Coalition démocratique unitaire (CDU) avec le Parti écologiste « *Os Verdes* » (PEV). Contrairement aux partis Verts en Europe, le PEV n'a pas d'autonomie par rapport au PCP.
2. Le terme « *geringonça* » peut être traduit par « *astuce* », « *bricolage* », « *appareil mal fabriqué* »... Il a été lancé par l'ancien vice-président de droite, Paulo Portas, qui annonçait ainsi en 2015 que la coalition s'effondrerait très rapidement.
3. Le Parti socialiste avait proposé dans son programme électoral et dans ses documents publics de concevoir une formule juridique qui donnerait plus de pouvoir aux employeurs dans les procédures de licenciement ; de garantir un gel des retraites ; d'avancer dans la réduction de la Taxe sociale unique – la cotisation à la sécurité sociale payée par les travailleurs et les employeurs.
4. Résultat de la négociation entre le Bloco et le gouvernement, le PREVPAP a été un programme de régularisation exceptionnelle des contrats précaires dans l'administration publique, qui a permis d'en régulariser des milliers. La plateforme « *Précaires de l'État* » a été lancée en décembre 2016, dans le but de lutter pour l'intégration de tous les travailleurs précaires dans l'État, en mobilisant de nombreux collectifs de lutte.
5. Entre 2011 et 2014, le gouvernement de droite a mis en œuvre le plan de la troïka sur le droit du travail : réduction du nombre de congés et de jours fériés ; réduction de la rémunération des heures supplémentaires ; restriction de la négociation collective ; réduction des indemnités de licenciement ; précarisation du travail intérimaire et de la sous-traitance.
6. Parti ultralibéral, affilié à l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE).
7. Parti proto-fasciste, dirigé par André Ventura (ancien leader du PSD), affilié à Identité et démocratie (ID, qui regroupe la Ligue italienne, le Rassemblement national français, l'Alternative pour l'Allemagne, Vlaams Belang de Belgique etc.).

Portugal

ses 19 mandats, atteignant 9,5 %, et le PCP a réduit son expression à 6,3 % des suffrages et 12 mandats. Dans ce nouveau scénario, le PS pouvait se limiter à former une majorité parlementaire avec le Bloc de gauche ou avec le PCP, n'ayant plus besoin des élus des deux partis à la fois. Une fois qu'une partie importante du programme de restitution des revenus a été réalisée, le Bloc de gauche a présenté au PS sa disponibilité pour un nouvel accord de législature, mais avec une condition préalable : l'élimination des régressions introduites par la troïka dans la législation du travail (dépréciation des heures supplémentaires, réduction du nombre de jours de vacances, réduction de la base de calcul des indemnités de licenciement de 30 à 12 jours par année travaillée).

Le gouvernement PS a formellement rejeté cette condition préalable et la possibilité d'un nouvel accord, s'appuyant sur la position du PCP, qui a rejeté la méthodologie des accords écrits, affirmant sa préférence pour une simple négociation annuelle des budgets. Trois éléments permettent de comprendre ce refus du PS d'accéder à un nouvel accord. Tout d'abord, l'alignement d'António Costa sur la tactique de Macron, misant sur un centrisme qui expulse la gauche des décisions dans les domaines de l'économie et des conditions de travail, pariant sur le chantage à la menace du retour de la droite au pouvoir, érigeant le PS en tant que parti pivot du régime. Deuxièmement, la soumission à la pression organisée par le camp des employeurs

pour perpétuer les règles contraignantes de la Troïka dans le domaine du droit du travail. La recherche d'une majorité absolue, étape nécessaire à un futur repositionnement du PS face à la gauche, est la troisième raison et l'orientation stratégique d'António Costa depuis 2015.

2020 : la pandémie et les difficultés structurelles

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les faiblesses et les inégalités structurelles de l'économie et des programmes sociaux de l'État au Portugal. Des centaines de milliers de travailleurs précaires ont perdu leur emploi lors de la première vague de la pandémie, en particulier ceux qui n'ont pas de véritable contrat de travail – ou dont l'emploi dépend du nombre de clients – tels les travailleurs domestiques ou les travailleurs de la culture et du tourisme. Le manque de logements décentes a mis en péril la santé d'une partie de la population et des travailleurs migrants. Les services sociaux ont atteint des niveaux de demandes sans précédent. En 2020, le taux de pauvreté a augmenté de 25 % tandis que le nombre de millionnaires a augmenté de 16 %. Malgré la mise en place par le gouvernement d'un ensemble de mesures pertinentes (prise en charge des victimes de licenciements, aides extraordinaires, suspension des coupures d'eau et d'énergie), le Portugal s'est situé bien en deçà de la moyenne européenne dans sa réponse à la crise, consacrant l'équivalent de seulement 5,6 % du PIB aux mesures exceptionnelles.

La faiblesse de la réponse budgétaire et le creusement des inégalités ont ramené au centre du débat politique les mesures préconisées par le Bloc de gauche. L'effort auquel le Service national de santé a été soumis a rendu évident le manque de professionnels, qui ont été détournés vers le secteur privé à la recherche de meilleurs salaires. Les lois sur le travail de la troïka ont facilité les processus de licenciement collectif dans les grandes entreprises, alimentant un régime de précarité. Le trou financier créé par Novo Banco (8) a continué à drainer l'argent public. L'aide exceptionnelle au revenu (AER) (9) a laissé de côté des milliers de travailleurs. Sur tous ces points, le gouvernement PS a rejeté les propositions du Bloc de gauche, qui a voté contre le budget. L'approbation du budget de l'année 2021 a été rendue possible par les votes favorables des députés PS ainsi que par les abstentions des députés PCP, PEV, PAN (10) et des non-inscrites Cristiana Rodrigues (11) et Joacine Katar Moreira (12).

2021 : l'impasse à gauche

En 2021, le Parti socialiste a continué à appliquer sa tactique consistant à contenir les avancées de la gauche. La victoire du candidat conservateur à la présidence, Marcelo Rebelo de Sousa, a été favorisée par une orientation vers le centre, avec le soutien de Rui Rio (leader du PSD) et d'António Costa, qui ont mobilisé l'essentiel de l'électorat. La direction du PS voulait que la victoire de Marcelo soit considérée comme un renforcement de son orientation vers le centre. Et elle a eu cette victoire. En choisissant de naviguer à vue, sans accords écrits, António Costa a pu conforter son choix de faire approuver les budgets par la gauche, alors que chaque mois le PS votait au parlement au côté de la droite sur les sujets essentiels.

Après les élections locales de septembre 2021, lors desquelles le PS a tenté, sans succès (13), un discours triomphaliste basé sur la distribution des fonds du Plan de relance et de résilience, le projet de budget pour 2022, présenté en octobre, a confirmé l'orientation vers le centre et une politique de restriction budgétaire. Refusant la marge conjoncturelle disponible en raison de la suspension des règles du traité budgétaire, le gouvernement n'a pas été à la hauteur en matière d'investissements publics, de réponse à la crise énergétique, de lutte contre les inégalités et de valorisation des salaires. Mais c'est surtout dans les domaines de la santé, des retraites et du droit du travail que se trouvent les impasses de la gauche.

Le Bloc de gauche a présenté neuf mesures à négocier, qui ont toutes été rejetées en totalité ou en partie mais sur des aspects cruciaux. Dans le domaine de la santé – *dedicação plena* (14), création de la carrière de technicien auxiliaire de la santé ; dans le domaine des retraites – abrogation du « facteur de réduction » et nouveau calcul des pensions pour ne pas appliquer les baisses de pension aux bénéficiaires ayant cotisé longtemps et aux métiers pénibles, réexamen de l'âge de la retraite (15) ; dans le domaine du droit du travail – rétablissement des règles d'avant la troïka sur les heures supplémentaires, les congés, les indemnités de licenciement et les négociations collectives. Dans pratiquement tous ces domaines, lorsqu'il était dans l'opposition le parti socialiste avait défendu des positions similaires. Quant au PCP, il a axé ses revendications sur l'augmentation du salaire minimum et des retraites ainsi que la gratuité des services de garde d'enfants. Pour la première fois, il a

8. Anciennement Banco Espírito Santo, le grand groupe économique de l'après 25 avril au Portugal, avec une influence politique débridée dans tous les gouvernements, qui a fait faillite en 2014, entraînant une perte d'environ sept milliards d'euros pour le Trésor public.

9. Prestations pour les personnes qui ont perdu le revenu de leur travail ou l'accès aux prestations sociales pendant la pandémie.

10. Parti animaliste, affilié à Animal Politics EU (APEU), anciennement Euro Animal 7, qui regroupe 11 partis animalistes européens.

11. Ancienne députée du PAN, qui a rompu avec ce parti.

12. Ancienne députée du parti LIVRE, dirigé par Rui Tavares, affilié à DiEM25.

13. Bien qu'étant le parti obtenant le plus de voix, avec le plus grand nombre de conseils municipaux, le PS a perdu la capitale. Carlos Moedas, ancien ministre de Pedro Passos Coelho et l'un des principaux responsables de l'application des plans d'austérité, y a battu d'une courte tête le candidat socialiste, Fernando Medina, pour devenir le nouveau maire de Lisbonne.

14. Un dispositif qui fournit des ressources aux administrations sanitaires et permet aux professionnels de se consacrer exclusivement et à plein temps au service national de santé.

15. Cf. José Soeiro, « O fator de sustentabilidade, o Governo e a política razoável », *Expresso* du 20 octobre 2021, <https://expresso.pt/opiniaao/2021-10-20-O-fator-de-sustentabilidade-o-Governo-e-a-politica-razoavel-fd326ece>

inclus les lois du travail dans les négociations sur le budget de l'État.

Dès la présentation du projet de budget, le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a publiquement menacé les partis de dissoudre l'Assemblée de la République en cas de vote contre le projet, manœuvrant au sein de son parti, le PSD, pour renforcer la position du nouveau candidat à la direction, Paulo Rangel. Sans fondement constitutionnel (la non-approbation du budget n'oblige pas à la dissolution du parlement), la menace du président a favorisé l'inflexibilité tactique d'António Costa dans les négociations, en lui permettant d'utiliser la crise politique pour faire appel une fois de plus à la majorité absolue, sans même exclure de son discours un éventuel retour à des concessions à la gauche, en cherchant ainsi à faire pression sur le Bloco et le PCP sur les deux tableaux.

La proposition de budget de l'État présentée par le gouvernement d'António Costa a été rejetée le 27 octobre 2021, n'obtenant que les voix des députés PS et l'abstention du PAN et des deux députées non-inscrites. Le 4 novembre, Marcelo Rebelo de Sousa a annoncé la dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées, qui doivent avoir lieu le 30 janvier 2022.

2022 : la gauche se bat pour son programme et son mandat populaire

La convocation d'élections anticipées intervient dans un climat diffus de méfiance populaire et de pression médiatique sur la gauche. Après avoir exposé clairement ses propositions de négociation et démontré l'inflexibilité du gouvernement, le Bloc de Gauche n'a pas renoncé au dialogue avec les secteurs populaires de la gauche qui penchaient pour un soutien au budget. La droite part pour ces élections avec trois congrès prévus et deux processus de débats internes (au PSD et au CDS), et dans la campagne, elle mesurera son discours sur la possibilité de futures alliances avec l'extrême droite du CHEGA. Il est très peu probable (et aucun sondage ne l'indique) que cette aile droite puisse obtenir une majorité des voix. Quant à la majorité absolue du PS, elle n'existe encore que dans les calculs d'António Costa.

Les élections ne doivent pas être un règlement de comptes. Donner de la force au Bloc de gauche est la clé d'un nouvel élan pour les négociations à gauche, c'est donc essentiel. ■

Coup d'État mortifère pour la révolution

Par
Joseph Daher*

Un mois après une première tentative de putsch, le général Abdel Fattah al-Burhane, qui est à la tête du Conseil de transition militaire (CMT), a annoncé le 25 octobre l'état d'urgence, la dissolution des instances de transition et le limogeage des gouverneurs de région avec l'objectif clair de mettre fin au processus révolutionnaire au Soudan. Le CMT, avec ses soutiens locaux, régionaux et internationaux, tente de mettre un terme au processus révolutionnaire.

Arrestations et répression tous azimuts

Le général al-Burhane a justifié ces mesures, qui équivalent à un coup d'État, par la crise économique, la nécessité de « rectifier le cours de la transition » ou encore préserver le pays du risque de « guerre civile ». Il a ajouté que l'armée serait garante de l'établissement d'un nouveau gouvernement composé de « personnes compétentes » représentant tous les partis politiques, jusqu'à la tenue d'élections en juillet 2023.

À la suite de l'annonce du coup d'État, des soldats de l'armée ont raflé le Premier ministre Abdallah Hamdok, la plupart de ses ministres et les membres civils du Conseil en charge de la transition (à majorité civile mais dirigé par les militaires). Outre l'arrestation de nombreux responsables civils, les forces armées, cherchant à museler toute opposition au putsch, ont arrêté des figures politiques, des militant-es et des manifestant-es. Du côté des médias, les soldats ont pris d'assaut l'agence de presse officielle SUNA et la télévision d'État dont le patron, partisan d'un pouvoir civil, a été limogé.

Depuis plusieurs mois, les tensions entre les civils et les militaires n'ont fait que se renforcer, à mesure que se rapprochait la date butoir fixée par le gouvernement de Abdallah Hamdok pour la passation de flambeau entre le général al-Burhane et un civil à la tête du Conseil de souveraineté.

Pour les forces armées, l'aboutissement du processus transitoire remettrait en cause leur domination politique et économique sur le pays.

Les généraux de l'armée et des services de sécurité exercent un large contrôle sur des secteurs économiques clés du pays, gérant un réseau d'entreprises avec des milliards de dollars d'actifs. Ces entreprises militaires sont impliquées dans la production et la vente d'or et d'autres minéraux, de marbre, de cuir, de bétail et de gomme arabique. Elles sont également présentes dans le commerce d'importation – y compris le contrôle de 60 % du marché du blé –, les télécommunications, les banques, la distribution d'eau, les contrats, la construction, le développement immobilier, l'aviation, les transports, les installations touristiques et la fabrication d'appareils électroménagers, de tuyauterie, de produits pharmaceutiques, de détergents et de textiles. Un accord a été conclu en mars 2021 entre le gouvernement et les forces armées pour un désinvestissement progressif de l'armée du champ économique et le transfert des compagnies militaires aux autorités étatiques civiles, mais aucune mesure allant dans ce sens n'a eu lieu face au refus de l'armée. Le gouvernement avait également pris des mesures pour récupérer les biens publics saisis par d'anciens hauts fonctionnaires. Un comité créé en vertu de la charte de transition pour récupérer les fonds pillés a annoncé en avril 2020 qu'il avait repris en mains publiques 20 millions de mètres carrés de terrains résidentiels, plus d'un million d'acres de terres agricoles (plus de 4 500 hectares) et des dizaines d'entreprises. Tout cela reste très limité face aux ressources massives de l'armée, des services de sécurité et milices du pays.

* Joseph Daher, militant syrien, enseigne à l'université de Lausanne (Suisse) et à European University Institute à Florence (Italie). Il est le fondateur du site web *Syria Freedom Forever*, dédié à la construction d'une Syrie laïque et socialiste. Il vient de publier *Le Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (éditions Syllepse, Paris 2019, 20,00 €). Cet article a été également publié par le bimensuel suisse *solidaritéS* n° 397 du 5 novembre 2021.

Soudan

De plus, de nombreux dirigeants civils n'ont pas hésité à appeler publiquement à l'ouverture d'enquêtes sur les violations des droits humains et sur la corruption à grande échelle propre à l'ère Bachir, dans laquelle le général al-Burhane et d'autres membres des forces armées, sécuritaires et miliciennes ont joué un rôle central.

Erreurs et divisions du camp civil

Ce coup d'État survient également dans une période d'affaiblissement continu de la principale force civile au sein du conseil de transition la coalition des Forces pour la liberté et le changement (FLC), qui a déçu de larges sections des classes populaires à différents niveaux.

Les FLC a souffert de plus en plus de divisions en son sein depuis 2019, et certains de ses dirigeant·e·s ont même rejoint le camp pro-armée à la suite du coup d'État.

En même temps, la direction des FLC a marginalisé les autres courants qui ne voulaient pas dialoguer avec l'armée. De nombreux secteurs du mouvement populaire ont critiqué la coalition des FLC pour avoir davantage cherché un modus vivendi avec les forces armées, qu'une accélération vers une réelle transition démocratique et la sortie des militaires du pouvoir politique, ou en prenant du retard notamment dans la création d'un Conseil législatif transitionnel, avec plus de deux ans de délai. Les leviers du pouvoir politique et économique restent largement entre les mains des membres de l'establishment militaire et sécuritaire. Le Premier ministre reconnaissait lui-même en août 2021 que 80 % des entreprises contrôlées par l'armée étaient « hors de la juridiction » du ministère des finances et du gouvernement civil. C'est sans oublier la prédominance continue des « *Rapid Support Forces* » (RSF), des milices paramilitaires dirigées par le vice-président du CMT, Mohamed Hamdan Daglo, auteurs de nombreux crimes de guerres au Darfour et de massacres contre des manifestant·es. S'appuyant sur sa forte base tribale au Darfour et son alliance étroite avec les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, il se projette dans un rôle de politique étrangère de premier plan et est considéré par certains au Soudan comme l'homme fort et le président de facto du pays. Des dissensions et rivalités existent d'ailleurs entre les RSF et les forcées armées dirigées par al-Burhane, même si ces deux acteurs sont unis pour mettre fin au processus révolutionnaire. Les RSF gèrent également leurs propres sociétés commerciales, qui comme

les forces armées, ont profité de la période de transition pour étendre leurs activités économiques. Ces deux entités disposeraient de plus de 450 compagnies privées, et ont également reçu d'importantes sommes d'argent pour que leurs troupes combattent aux côtés des forces soutenues par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite au Yémen (pour les RSF) et en Libye (pour les forces armées).

De même, les FLC ont été incapables d'améliorer les conditions de vie des classes populaires, qui se sont au contraire encore dégradées. Le gouvernement de Hamdok a mis en place des politiques d'austérité sévère à la demande du FMI, y compris des réductions de subventions, qui ont causé des souffrances considérables pour les classes travailleuses et populaires en augmentant fortement le coût de la vie. L'inflation s'élève aujourd'hui à 400 % et près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. Des inégalités régionales sont également persistantes. Par exemple, la crise dans l'est du Soudan, poumon commercial du pays, a été le témoin de manifestations importantes en septembre pour protester contre les inégalités sociales et le manque d'investissement dans la région, mais également une plus grande autonomie. L'Est, qui regroupe les États de la mer Rouge, de Kessala et de Gedaref, est une zone stratégique à de nombreux niveaux. Il borde l'Égypte, l'Érythrée et l'Éthiopie, et compte 714 kilomètres de littoral où se trouvent les principaux terminaux maritimes et pétroliers du pays. En outre, c'est là que se trouvent les montagnes d'or du Soudan, cinq fleuves et plus de trois millions et demi d'hectares agricoles. Pourtant, le taux de pauvreté y est plus élevé que la moyenne nationale, dépassant les 54 %, selon les statistiques officielles.

Finalement, la politique étrangère du Soudan à la suite de la chute de l'ancien dictateur Omar al-Béchir a été redessinée par l'armée, et cela s'est traduit par des liens plus étroits avec les États-Unis, qui a retiré le Soudan de la liste des États terroristes, et le processus de normalisation des relations avec Israël. Les relations entre le Soudan et la Russie se sont également considérablement améliorées après la signature d'un accord de coopération militaire en 2019. En outre, en novembre 2020, un accord de 25 ans entre les autorités russes et soudanaises a été conclu pour l'établissement d'une nouvelle base navale russe à Port Soudan qui accueillerait environ 300 soldats russes. De même, la paix avec les rebelles a aussi été négociée par les généraux, et c'est le chef des RSF

Mohammad Hamdan Daglo qui a signé au nom du gouvernement. Pour ces accords, la participation des civils a été limitée, notamment parce qu'eux-mêmes ont laissé l'armée gérer seule ce dossier.

Résistances populaires massives

La répression meurtrière (plusieurs dizaines de mort·es et plusieurs centaines de blessé·es) et les coupures d'internet par le CMT n'ont pas empêché la résistance populaire, qui s'est tout de suite organisée avec des mobilisations et grèves massives à travers le pays. Dans la capitale Khartoum, les manifestant·es ne cessent de s'organiser et d'installer des barricades en travers des avenues pour paralyser le pays avec une campagne de « *désobéissance civile* ».

L'épine dorsale et véritable moteur de cette résistance est constituée du Rassemblement des professionnels soudanais (mouvement rassemblant de nombreux syndicats et associations de travailleur·es) et les comités de résistances populaires.

Le 30 octobre, il y a eu une mobilisation massive appelée par les diverses forces vives du mouvement populaire à travers le pays avec des manifestations rassemblant des manifestations rassemblant environ 4 millions de personnes dans près de 30 villes du pays demandant le transfert à un pouvoir civil et la libération des prisonniers politiques. Des grèves ouvertes se sont poursuivies dans plusieurs secteurs (banque, transport, champs de pétrole, institutions publiques, etc.).

À la suite des manifestations du 30 octobre, le Rassemblement des professionnels soudanais a appelé à une nouvelle étape dans les mobilisations avec une série de revendications radicales :

- le renversement du coup d'État militaire ;
- le jugement des généraux des forces militaires et de sécurité pour leurs crimes ;
- le transfert du pouvoir vers un gouvernement civil sans négociation ni partenariat avec les forces armées et sécuritaires et composé par des ministres sélectionnés par les forces révolutionnaires qui luttent pour le changement radical et aux objectifs de la révolution de décembre (2018) ;
- la liquidation du Service de sécurité nationale, la dissolution des milices et la constitution d'une armée nationale professionnelle avec une doctrine basée sur la protection des personnes et des frontières, sous le commandement de l'autorité civile ;
- le transfert de toutes les entreprises de sécurité, militaires et de milice à l'autorité civile et fin de l'ingérence de ces entités

dans les activités économiques et d'investissements ;

- la fin à l'ingérence des axes régionaux et internationaux hostiles au peuple soudanais et à ses aspirations dans la gestion des affaires intérieures et du processus politique au Soudan.

Les comités de résistance populaire ont également, depuis le début des manifestations, émis des déclarations dans le même sens refusant toute négociation et partenariat avec le régime militaire, demandant la fin de l'impunité des crimes des généraux et de leur rôle économique dans le pays, tout en appelant à une véritable souveraineté nationale loin de toute ingérence étrangère.

Le coup d'État du CMT bénéficie du soutien de l'Égypte, du Royaume saoudien, des Émirats arabes unis, d'Israël, et dans une moindre mesure, de celui de la Russie, tandis que les États-Unis, les États occidentaux, l'Union africaine et les organisations internationales appellent au dialogue et souhaitent davantage un retour au statu quo. Ces deux options sont clairement refusées par les forces vives du mouvement populaire et une grande majorité des manifestant-es. Il ne s'agit pas seulement de rejeter le coup d'État, mais aussi de refuser un retour à un statu quo intolérable. Il y a une réelle volonté d'approfondir le processus révolutionnaire et d'accomplir une véritable émancipation pour les classes populaires du pays en luttant à la fois pour les pleins droits démocratiques et sociaux-économiques tout en cherchant à réaliser une souveraineté populaire complète afin d'empêcher les ingérences des pays régionaux et des puissances internationales.

Le CMT n'allait et ne va jamais abandonner le pouvoir de manière progressive et sans violence comme l'espèrent les FLC. Seules les mobilisations et l'auto-organisation du mouvement populaire permettront aux classes populaires soudanaises de créer les conditions pour un contre-pouvoir et une situation de double pouvoir afin d'obtenir un changement véritable par la chute du régime des généraux et leurs soutiens.

Le sort du processus révolutionnaire au Soudan influera sans aucun doute sur les autres processus régionaux. Leurs destins sont liés dans une lutte commune contre les États capitalistes de la région. La gauche, les organisations populaires et les syndicats du monde entier doivent soutenir leur lutte et s'opposer à toute intervention régionale et impériale visant à arrêter le soulèvement révolutionnaire soudanais contre le coup d'État. ■

Lausanne, le 2 novembre 2021

Le peuple ne veut pas partager le pouvoir

Par
Muzan Amneel*

Après avoir fait face à une forte résistance populaire lors du coup d'État d'octobre, l'armée soudanaise a conclu un accord avec les politiciens civils qui lui laisse le pouvoir intact. Mais les comités de résistance qui ont mené la lutte pour la démocratie n'acceptent pas cette trahison.

Depuis le coup d'État militaire du 25 octobre, les diplomates internationaux et les gouvernements impliqués au Soudan répètent la même phrase sur la nécessité de « restaurer un gouvernement dirigé par des civils ». Cette ligne s'attire actuellement les injures et les railleries du peuple soudanais à l'encontre des médiateurs internationaux.

Une nation habituellement très soucieuse de se comporter au mieux avec les étrangers et de présenter l'image d'un Soudanais

Soudan au cours des quelques semaines qui ont suivi le coup d'État, mais il s'agit de l'aboutissement d'un processus de trois ans. Cette nouvelle tentative de contenir la lutte pour la démocratie et la justice se heurtera à une forte résistance du peuple soudanais, qui a déjà montré sa capacité à s'organiser dans des circonstances difficiles et dangereuses.

De la révolution au coup d'État

Le matin du lundi 25 octobre, les Soudanais se sont réveillés avec une coupure totale d'Internet. Les chaînes de radio internationales étaient brouillées et des rumeurs se répandaient selon lesquelles des membres civils du gouvernement étaient en détention.

Ces événements ont marqué la fin d'un accord de partage du pouvoir, conclu il y a deux ans entre les hauts responsables de



poli, inonde ces diplomates de tweets sarcastiques et souvent vulgaires. La réaction à l'accord, annoncé le 21 novembre, entre le Premier ministre civil, Abdalla Hamdok, et les putschistes a été aussi nette, et ceux qui étaient dans les rues pour protester contre le coup d'État ont condamné la volonté de Hamdok de négocier.

Beaucoup de choses ont changé au

* Muzan Alneel est cofondateur de Innovation, Science and Technology Think Tank for People-Centered Development (ITSinaD) – Sudan et chercheur non résident à l'Institut Tahrir pour la politique du Moyen-Orient (TIMEP) qui se concentre au Soudan sur une approche de l'économie, de l'industrie et de l'environnement centrée sur la population. Cet article a été d'abord publié le 24 novembre 2021 par la revue étatsunienne *Jacobin* (<https://www.jacobinmag.com/2021/11/sudan-revolution-coup-strikes-power-sharing-protests>). Traduit de l'anglais par JM.

Soudan

l'appareil militaro-sécuritaire de l'ancien dirigeant soudanais Omar el-Béchr et les dirigeants de l'opposition, après qu'une révolution populaire eut mis fin à trois décennies de dictature de Béchr. Des acteurs régionaux et internationaux tels que les États-Unis, l'Union européenne, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont soutenu et salué cet arrangement fragile. Ses défenseurs l'ont promu comme la meilleure solution aux demandes de la révolution soudanaise de décembre 2018, à savoir la liberté, la paix et la justice.

En décembre 2018, la population du Soudan avait commencé à protester contre l'augmentation du prix du pain et la situation économique désastreuse sous une dictature militaire corrompue. Les protestations ont duré plus de quatre mois, alimentées par des griefs économiques, des injustices historiques et une nouvelle colère contre la réponse violente de l'État aux protestations en cours. En avril 2019, les protestations s'étaient transformées en sit-in autour des casernes militaires dans quatorze villes soudanaises, dont la capitale, Khartoum.

Les 28 et 29 mai 2019, les travailleurs ont lancé une grève politique à l'échelle du pays contre le régime militaire, les grévistes et les manifestants réclamant un régime civil. Ces jours-là, la force et la persistance des révolutionnaires étaient claires et indéniables. Les menaces des militaires n'ont eu aucun impact sur eux.

L'un des exemples les plus clairs de cette force ont été les pancartes « *tirez sur moi* » qui ont envahi Khartoum en réponse à un discours de Mohamed Hamdan Dagalo (Hemeti) – le chef de la milice des Forces de soutien rapide – qui a menacé de tirer sur tous ceux qui feraient grève et de les remplacer par ses soldats. La vigueur révolutionnaire s'est accrue à mesure que les menaces se transformaient en actes. Après l'arrestation de travailleurs de la National Electricity Corporation (NEC), l'association des travailleurs de la NEC a publié une déclaration menaçant de couper l'approvisionnement en électricité de tous les bâtiments et institutions militaires. Leurs camarades ont été immédiatement libérés.

Face à cette puissance révolutionnaire, les militaires ont eu recours à une violence extrême. Le massacre du 3 juin 2019 a mis fin aux quatorze sit-in en cours simultanément. Plus de cent personnes ont été tuées par l'armée, les corps de nombreuses victimes étant attachés à des briques et jetés dans le Nil. Des dizaines ont été violées. Des centaines de personnes sont toujours

portées disparues à ce jour.

Pourtant, moins d'un mois après le massacre, dans des conditions de fermeture totale d'Internet, une marche d'un million de personnes contre l'armée a eu lieu, montrant que le peuple soudanais était toujours déterminé à mettre fin au régime militaire.

Une transition bâclée

Néanmoins, moins de deux mois après le massacre de juin 2019, les dirigeants de l'opposition ont signé un accord de partage du pouvoir avec les militaires. Ce sont les puissances régionales et internationales qui ont organisé ce retournement de situation et récompensé les tueurs en leur offrant une part du gouvernement. Mais c'était aussi l'œuvre d'une direction de l'opposition organisée au sein d'une coalition appelée les Forces pour la liberté et le changement (FFC), principalement composée de partis politiques.

Les dirigeants de la FFC ont défendu l'idée « *réaliste* » que seul un partenariat avec les tueurs pouvait mettre fin à l'effusion de sang. Un tel partenariat ne pouvait pas répondre aux exigences de la révolution en matière de liberté, de paix et de justice. Car cela aurait nécessité de minimiser l'autorité de l'armée, de rendre ses dirigeants responsables de leurs crimes et de mettre fin au contrôle militaire sur les ressources nationales soudanaises et sur un vaste complexe industriel non contrôlé par le ministère des Finances.

Les civils du gouvernement, qui étaient incapables de tenir leurs promesses aux manifestants, dépendaient de la communauté internationale autoproclamée pour obtenir soutien et légitimité. Le Fonds monétaire international et le Club de Paris des pays riches créanciers ont offert un allègement de la dette et une aide modeste. Mais ils ont en même temps exigé la mise en œuvre de politiques de libéralisation économique – notamment la dévaluation de la monnaie, la suppression des subventions aux produits de base et des programmes de privatisation.

Les politiques économiques du nouveau gouvernement ne se distinguaient donc pas de celles de ses prédécesseurs. Cependant, ses partisans dénonçaient désormais les protestations contre ces politiques comme des actes qui affaiblissaient la « *transition vers la démocratie* ». Les gouvernements occidentaux étaient satisfaits de l'image technocratique du nouveau Premier ministre, Abdalla Hamdok, qui avait auparavant travaillé

pour les Nations unies (ONU) et qui mettait désormais en œuvre les politiques de leur choix et ouvrait la voie aux investissements.

Ces politiques ont conduit à des niveaux d'inflation terrifiants et à une augmentation du coût de la vie qui a dépassé les 300 % pour la seule année dernière. Les dirigeants du récent coup d'État ont utilisé cette situation économique et l'échec des dirigeants « *civils* » pour justifier leurs manœuvres. Les militaires et leurs alliés de la milice ont peut-être vu dans les niveaux de frustration de la population face à la situation, un indicateur des chances de succès de leur coup d'État.

Résister au coup d'État

Mais ils avaient tort. Le peuple soudanais a manifesté dans les rues dès 6 heures du matin le jour du coup d'État, scandant des slogans en faveur d'un retour à la révolution et de la reprise de la « *bataille en suspens* » – comme beaucoup l'ont appelé. Ils ont construit des barricades sous la direction de comités de résistance. Plusieurs syndicats étaient prêts à faire grève au moment du coup d'État, les employés de banque en tête.

Le peuple soudanais était prêt pour le coup d'État qui approchait. En revanche, le gouvernement américain a affirmé n'avoir reçu « *aucune sorte d'avertissement de la part des militaires* », alors que l'envoyé spécial américain, Jeffrey Feltman, avait quitté le Soudan quelques heures seulement avant le coup d'État.

Sous la direction des comités de résistance de quartier et en dépit d'une fermeture de l'internet dans tout le pays pendant des semaines, le Soudan continue de protester. L'Association des professionnels soudanais (SPA) a promu le concept de ces comités de résistance début 2019 comme un outil permettant de paralyser la violence de l'État via des protestations décentralisées. Depuis lors, les comités sont devenus la voix de la rue, face au refus du gouvernement de transition de créer des outils de participation démocratique à la prise de décisions politiques.

Les comités sont actuellement à la tête du mouvement de protestation dans le pays, prenant la position occupée par le SPA il y a deux ans. Ces comités sont plus liés que le SPA à leur base populaire dans les quartiers. Ils sont donc plus engagés dans l'amélioration des conditions matérielles de leur base que dans les alliances politiques ou auprès des donateurs internationaux. Leur choix tactique en témoi-

gne, tout comme leur rejet total des compromis avec les militaires et des négociations à huis clos avec le club politique soudanais.

Le caractère géographique des comités sera une faiblesse dans les batailles à venir qui nécessitent une orientation idéologique plus claire. Ces batailles ne peuvent être gagnées que par un parti politique révolutionnaire – ce que les comités ne sont pas. Néanmoins, ces organisations de base ont ramené la politique à la réalité populaire et loin des réunions auxquelles le public n'a pas accès. Pour faire avancer la cause de la justice – tant pénale qu'économique – et ne pas être obnubilé par les réactions de la communauté internationale, il faut répondre au coup d'État en prenant appui sur leur impact.

Les comités de résistance ont continué à dresser des barricades, à faire grève et à recourir à la désobéissance civile contre la violence de l'armée – qui a tué 42 civils (nombre confirmé) au cours des quatre dernières semaines et fait plus de 500 blessés. Des centaines d'activistes ont été détenus arbitrairement et des jeunes ont été agressés au hasard dans les rues. Ils ont été arrêtés, battus et ont eu la tête rasée par les militaires en guise d'humiliation. La violence s'est même étendue à l'invasion et au siège des hôpitaux par les forces de sécurité, ce qui les a empêchés de fournir les soins urgents aux blessés, entraînant des décès qui auraient pu être évités.

Les trois « non »

Les acteurs internationaux et régionaux qui cherchent à ramener le pays au partenariat raté de 2019 ont ignoré ces crimes. Les diplomates américains ont quali-

fié d'irréalistes les demandes d'un véritable gouvernement civil. L'ambassadeur britannique a préconisé un nouvel appel au dialogue avec les tueurs. Les diplomates ont répété l'expression « *dirigé par des civils* » dans le but de duper les manifestants et de minimiser leur rejet de toute ingérence militaire.

Les médiateurs extérieurs recyclent leurs outils de l'accord de 2019, s'adressant aux dirigeants de l'opposition et aux personnalités publiques respectées pour dompter les rues, tout en promouvant les négociations à huis clos et le dialogue avec les tueurs militaires comme seul moyen d'échapper au bain de sang. Mais le peuple soudanais ne mord pas à l'hameçon.

Les comités de résistance qui mènent les protestations sont profondément liés à leurs communautés. Ils représentent une population qui a fait l'expérience directe, pendant deux ans, de la façon dont les gouvernements occidentaux ont encensé ce que les manifestants ont appelé « *le partenariat du sang* », en échange de la « *stabilité* » et de la « *réintégration* » du Soudan dans la communauté internationale. Cela s'est fait au prix de l'absence de justice pénale pour les martyrs de la révolution et de justice économique pour les vivants.

Il n'est donc pas surprenant que les comités de résistance aient refusé les invitations du Premier ministre Abdalla Hamdok (alors en détention) et du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies Volker Perthes. En réponse, leurs déclarations ont rejeté l'idée de pourparlers à l'abri du regard du public et confirmé le slogan des « *trois non* » : pas de négociations, pas de partenariat et pas

de légitimité pour les militaires. Les comités ont promis d'organiser des rencontres dans la rue pour le Premier ministre s'il voulait parler au peuple, dont « *ils ne sont que la voix* ».

Ce courage et cette persistance face à la machine militaire à tuer et au front contre-révolutionnaire international vont changer définitivement l'histoire politique du Soudan. En refusant d'exclure les manifestants de l'équation, les comités de résistance redéfinissent la stabilité comme un état de fait où le peuple est satisfait et les tueurs vaincus, et non l'inverse.

Refuser le compromis

À l'annonce de l'accord entre le Premier ministre et les militaires putschistes, le 21 novembre, des centaines de milliers de Soudanais étaient dans les rues pour une marche que les comités de résistance avaient déjà appelée dans le cadre de leur programme de protestation hebdomadaire. Les marcheurs qui avaient commencé à scander le nom du Premier ministre ont rapidement créé des slogans le maudissant. Il s'agissait d'un rejet clair de l'ancienne logique qui privilégiait la loyauté envers les étiquettes politiques et les individus plutôt que l'engagement envers les objectifs de la révolution.

Le nouvel accord avait beaucoup de points communs avec les plans du chef du coup d'État, le général Abdel Fattah al-Burhan, qu'il avait annoncés lors d'une conférence de presse le lendemain du coup d'État. Il a supprimé le cabinet civil antérieur au coup d'État, rétabli Abdalla Hamdok dans ses fonctions de Premier ministre et l'a chargé de nommer un nouveau « *gouvernement de techniciens* », tout en maintenant les généraux en place en tant que membres du Conseil suprême. Cette configuration légitime le coup d'État, élimine toute possibilité de poursuivre les chefs militaires pour leurs crimes et étend leur pouvoir sur le processus politique au Soudan.

La révolution soudanaise a refusé le compromis et a atteint un nouveau niveau de force à ce moment-là. Néanmoins, le front contre-révolutionnaire international reste un ennemi tenace. Seul un front révolutionnaire international réunissant ceux qui rejettent ces actions de leurs gouvernements peut l'arrêter. Les comités de résistance ont besoin du soutien de leurs camarades révolutionnaires du monde entier. Comme le scandent les manifestants dans tout le Soudan : « *Le peuple est le plus fort, le recul est impossible !* ». ■



Le fascisme se combat dans les rues

Par
Carla Perelló*

Diverses réactions ont suivi les résultats des élections du dimanche 21 novembre, en particulier le premier tour de l'élection présidentielle qui a vu le candidat José Antonio Kast, représentant de l'extrême droite, dépasser de deux points Gabriel Boric, le candidat de gauche de l'alliance Apruebo Dignidad (Approbation dignité). Tout en manifestant, nous avons échangé avec des camarades qui nous ont transmis leurs analyses de ce qu'il faut faire et avons également évoqué les différentes actions collectives qui sont déjà appelées par les féminismes en vue du second tour du 19 décembre.

La Coordination 8M [du 8 mars] a été la première à sonner l'alarme après le long discours victorieux de Kast. « *Nous convoquons à cette heure la plénière interne extraordinaire de la @Coordinadora8m. Il n'y a pas une minute à perdre. Réflexion collective et planification de l'action. Nous avons besoin d'agir collectivement et de nous déterminer à partir des féminismes et des mouvements sociaux* », a écrit Karina Nohales à qui les militantes et activistes de l'organisation ont répondu dès la tombée de la nuit dimanche soir.

La Coordination a diffusé une déclaration avec un appel ouvert pour le mercredi 24 novembre à 17 heures, dans tout le pays pour une assemblée féministe antifasciste, qui se tiendra virtuellement et en présentiel. « *Nous nous sommes réunies en raison de l'urgence de dire clairement et ouvertement que nous voulons un territoire libéré du racisme et du fascisme* », déclarent-elles. Les raisons sont claires : dans le pays transandin, le 19 décembre, se tiendra une élection historique au cours de laquelle deux projets antagonistes pour le pays seront débattus. Kast a déjà clairement indiqué son intention de faire reculer les droits. Pour ne citer que quelques exemples, le candidat d'extrême droite donne raison au dictateur Augusto Pinochet, il sympathise avec le président brésilien, Jair Bolsonaro, il s'est prononcé contre le droit à

l'avortement et il a l'intention de réduire les impôts pour les riches. Aujourd'hui, au Chili, à la Chambre des Députés de la Nation, ce projet dispose de la plus importante minorité.

« *Nous appelons à affirmer l'alternative que nous avons construite en tant que peuple pour une vie digne et à prendre la responsabilité de faire un pas en avant. Nous nous sommes retrouvées dans les rues par millions et nous savons que l'unité dont nous avons besoin aujourd'hui est celle qui s'épanouit à partir de la base* », disent-elles en lançant un appel à chaque organisation partout dans le pays.

Le Réseau des journalistes féministes du Chili a également lancé un appel pour montrer le rôle fondamental des médias hégémoniques lorsqu'il s'agit de réaffirmer ou d'éliminer le discours de haine : « *Nous appelons tous les groupes, du nord au sud, à former une seule et même résistance et à discuter des droits humains, sociaux et politiques qui sont aujourd'hui en danger dans notre pays* ».

Plus uni·es et dans les rues

Les réseaux sociaux sont rapidement devenus viraux pour tenter d'expliquer les résultats dans un pays dont le peuple, il y a un peu plus de deux ans, a déferlé et s'est fait entendre pour exiger une vie digne d'être vécue. « *Écoutez, il y a un changement politique. Aux dernières élections, le FA (Frente Amplio) avait 20 %. Maintenant Apruebo Dignidad est la première force de gauche et son candidat sera présent au second tour. Il y a une grande surprise, mais ne perdons pas espoir. Avec humilité, en écoutant, le Chili changera. Allons-y pour le deuxième tour* », a écrit l'influenceur Javier Manriquez (@Guororori), sur un ton qui cherche peut-être à faire baisser l'anxiété et à aller vers ce que beaucoup attendent depuis plus de 30 ans.

Le fait qu'il y ait eu de longues files d'attente tôt le matin le jour du vote en a incité plus d'un à prédire une forte participation électorale. Cependant, à cette heure, le service électoral chilien indique que sur les 14 959 955 habitantes ayant le droit de vote dans le pays, seuls 47,34 % se sont rendus aux urnes. Dans le cas des personnes vivant à l'étranger, le pourcentage est similaire : 47,91 % sur un total de 71 018. Et le résultat, nous le connaissons...

L'activiste Verónica Ávila a envoyé un

message à ses amis sur WhatsApp. « *Je pense qu'il existe dans notre pays une éthique qui ne bouge pas, une recherche du modèle colonial qui "protège et garantit la stabilité", tout en abusant, tuant, violant et ne donnant que des miettes* », a-t-elle déclaré après s'être réjouie du fait qu'Emilia Schneider sera la première femme transgenre au Congrès dans l'histoire du pays.

Ávila a également pointé du doigt une partie de la classe politique du pays, qui, durant la période post-dictature, a cautionné un système qui rend la vie précaire. « *Nous avons un Frente Amplio – pardonnez ma franchise – qui continue à regarder le peuple du haut des élités, cherchant à déterminer sa vie depuis la cime d'un arbre, sans être dans les rues, sans travail sur le terrain (...) qui continue à ne pas croire dans le pouvoir populaire (nombreux pensent que c'est du romantisme). Ils continuent à ne pas accorder de crédit au pouvoir des organisations locales et, dans de nombreux cas, qualifient d'ultras toutes les tentatives de construction par le bas* », prévient-elle, tout en soulignant que ce n'est pas la seule raison pour laquelle Kast est arrivé en tête de cette élection. Pour elle, la clé pour retrouver le chemin implique que l'élite arrête de viser les postes de décision et de porte-parole pour « *chercher d'urgence une alliance avec ce peuple organisé, sans commettre une fois de plus l'erreur de l'utiliser puis de le rejeter, mais au contraire, en lui ouvrant une place dans son projet de gouvernement* ».

Pour sa part, Mercedes Argudín, militante afro-chilienne, analyse : « *Les personnes qui ont fait passer le candidat pinochétiste ultradroitier ne sont pas la majorité. Mais il y a un problème de représentation des personnes qui n'ont pas voté et c'est là que la gauche doit s'unir, sortir de ses universités, mettre ses pieds dans la rue, rencontrer chez elles les personnes de la communauté LGBTQ+, des migrants, des Afro-Chiliens, pour que les personnes qui ne se sentent pas représentées commencent à occuper l'espace sans crainte. Maintenant, nous devons tous parvenir à un accord pour pouvoir construire un avenir digne* ». Elle a souligné : « *Ne pas avoir peur est un privilège en ce moment, mais je m'en tiens aux mots de Boric : l'espoir vaincra la peur et nous rendra la dignité* ». ■

* Carla Perelló est une journaliste féministe. Cet article a été d'abord publié le 23 novembre 2021 par *Resumen Latinoamericano* (<https://www.resumenlatinoamericano.org/2021/11/23/chile-el-fascismo-se-combate-en-las-calles/>). Traduit de l'espagnol par JM.

Restauration conservatrice ou radicalisation démocratique

Par
Felipe Lagos Rojas*

Le risque d'une victoire de Kast a réactivé un mouvement social que beaucoup croyaient éteint. La défaite du néofascisme au second tour de la présidentielle dépendra largement de ce regain de la mobilisation populaire.

Les élections présidentielle et législatives du dimanche 21 novembre doivent être lues comme une défaite des gauches. Lors du scrutin du 19 décembre, le candidat du Frente Amplio, Gabriel Boric, affrontera celui de l'extrême droite, José Antonio Kast dans des conditions beaucoup moins favorables que prévu (1), ce qui compromet même les progrès du processus constituant.

Si l'on prend comme référence le référendum sur le changement de la Constitution d'octobre 2020, on peut dire que Kast et la droite ont en général réussi à récupérer les votes en faveur du « *rejet* », tandis que la gauche (même si l'on ajoute les candidatures du centre et du centre-gauche) n'a pas pu faire de même avec les votes en faveur de l'« *approbation* ». Par ailleurs, le taux de participation a encore reculé, passant de 51 % lors du référendum à 43 % (soit un peu plus de 7 millions d'électeurs) dimanche dernier.

Depuis 2019, l'extrême droite s'est regroupée autour d'une critique ouverte de la « *main douce* » du gouvernement Piñera contre les forces de transformation, et dans le rejet agressif du processus constituant, présenté comme source de chaos et de la violence contre la « *normalité* » de la vie sociale et civique. Aujourd'hui, en tant que candidat de toute la droite, Kast (dont le discours et le style présentent des traits similaires à d'autres phénomènes néofascistes tels Trump ou Bolsonaro) promet une véritable refondation conservatrice à partir d'un pinochétisme décomplexé, élargi au répertoire déjà connu de l'ultradroite transnationale : hostilité aux femmes, aux peuples indigènes, à la « *dissidence sexuelle* » et aux migrants (contre toutes



les différences, la bonne vieille position de classe réactionnaire toujours actuelle), proposant même d'institutionnaliser la persécution politique des groupes radicaux.

Parallèlement Kast affirme un néolibéralisme prédateur fondé sur l'extractivisme, la précarité et l'endettement, suggérant même que José Piñera – ancien ministre de Pinochet, créateur de l'actuel système de retraites et frère de l'actuel président – ferait un bon ministre dans son gouvernement. Si le fascisme est bien l'un de ces monstres qui émergent dans l'inter-règne entre l'ancien et le nouveau, au Chili il pourrait prendre la forme d'une restauration autoritaire néolibérale, qui finirait également par réaligner le pays sur les intérêts de l'impérialisme nord-américain.

Contrairement à l'Assemblée constituante élue en avril – qui dispose d'une importante majorité indépendante, populaire et de gauche – la nouvelle composition du Parlement favorise une fois de plus la droite. Il est presque certain que ce nouveau Parlement bloquera les importantes réformes du processus constituant, comme celle qui propose des référendums populaires décisifs dans le cas où les formulations proposées n'auraient pas été

approuvées par les deux tiers de la Constituante elle-même. Une éventuelle victoire de Kast signifie non seulement une attaque directe contre les organisations et les secteurs militants, mais aussi l'isolement politique de l'Assemblée constituante, qui serait coincée entre un parlement réticent à faire des ajustements clés pour le bon déroulement du processus et un gouvernement hostile menant une campagne permanente de rejet. Il convient de rappeler que le rejet de la proposition constitutionnelle lors du référendum final impliquerait la continuité de la Constitution illégitime de 1980.

La capacité effectivement constituante de l'Assemblée a été limitée dès sa

* Felipe Lagos Rojas, écrivain et journaliste indépendant chilien, est chercheur au sein du programme Críticas Latinoamericanas de l'Institut international de la philosophie et des sciences sociales (IPPSS) et rédacteur en chef de *Pléyade, Revista de Humanidades y Ciencias Sociales*. Cet article a été d'abord publié le 26 novembre 2021 par *Jacobin América Latina*, 26/11/2021 : <https://jacobinlat.com/2021/11/26/chile-entre-la-restauracion-conservadora-y-la-radicalizacion-democratica/> (traduit de l'espagnol par JM).

1. Premier tour de l'élection présidentielle : Gabriel Boric, 25,83 % des suffrages exprimés, 1 815 000 voix ; José Antonio Kast, 27,9 %, 1 961 000 voix.

Chili

conception dans l'accord du 15 novembre 2019, et, depuis son installation, son fonctionnement s'est accompagné d'une brutale campagne de sabotage, de discrédit et de désinformation. Aujourd'hui, la Constituante bénéficie toujours d'une approbation plus grande que les autres institutions étatiques, mais ce soutien est en baisse. Néanmoins, l'Assemblée constituante a joué et continuera de jouer un rôle important en tant que contrepoids à la structure oligarchique qui régit la division des pouvoirs au Chili.

Face à l'alerte fasciste, s'appuyer sur les forces populaires

De façon surprenante, en juin dernier Gabriel Boric avait remporté les primaires de la coalition Apruebo Dignidad contre le communiste Daniel Jadue, suscitant de grands espoirs quant à son possible résultat lors de la présidentielle. Cependant, dimanche dernier, il a à peine dépassé le nombre de voix obtenues par les candidats lors des primaires. Cette incapacité à progresser a été expliquée par le dirigeant étudiant Víctor Chanfreau : « *Boric s'est efforcé de parler aux milieux d'affaires, mais ils avaient déjà clairement leur candidat : Kast* ». Les clins d'œil à l'establishment politique et patronal, tout comme la préoccupation excessive de donner des signes de gouvernabilité (plutôt que de répondre aux demandes populaires d'amélioration des conditions de vie et de participation), ont clairement sapé une candidature dont le principal atout consiste précisément à représenter, même partiellement, l'élan transformateur des révoltes de 2019.

Il semblerait qu'au sein d'Apruebo Dignidad « *deux âmes* » coexistent, avec une direction qui favorise les lectures et les mouvements tributaires du cycle politique précédent, sur un plan horizontal de droite et de gauche, et un secteur important, mais non décisif, avec des lectures et des conceptions alternatives. Cela a eu pour conséquence de délaissé la construction d'une base électorale solide en priorisant la remise en cause d'une plateforme électorale établie, avant le référendum de 2020. Mais lors de l'élection de dimanche, la différence a été faite précisément par ceux qui ne se sentent pas représentés dans l'arc politique traditionnel, soit en ne votant pas, soit en votant pour l'indépendant « *anti-parti* » Franco Parisi (12,8 %, 900 000 voix).

La campagne de Boric a toujours privi-

légié la modération au détriment d'une représentation plus directe des revendications populaires en matière de retraites, de salaires, de logement et de santé, ainsi que de justice et de réparations pour les victimes de la répression des révoltes (y compris les prisonniers politiques). Les positions adoptées dès le lendemain, qui ont privilégié les contacts avec les partis du centre politique (notamment la Démocratie chrétienne) tout en appliquant une sorte d'effacement symbolique du Parti communiste, ainsi qu'en s'alignant sur le « *bon sens* » de la droite sur les questions de sécurité et d'ordre public, en sont l'expression. Pendant ce temps, les approches et les gestes vers la nouvelle sénatrice Fabiola Campillai – victime de la violence de l'État et élue au Sénat en tant qu'indépendante avec le plus grand nombre de voix (400 000 électeurs) pour la région métropolitaine – brillent par leur absence. « *L'obsession centriste* » de Boric et de son alliance, dans le contexte d'une crise de la représentation politique, permet d'expliquer tant sa victoire sur Jadue en juin que ses difficultés actuelles à construire une nouvelle majorité électorale.

Pourtant, une certaine prise de conscience généralisée de cette « *obsession centriste* » ainsi que de l'inadéquation de son imaginaire politique pour relever le défi, semble avoir déclenché la réactivation de pratiques d'organisation populaire, locale et communautaire que beaucoup avaient supposé avoir été désactivées ou diminuées par la combinaison de la crise sanitaire et de la canalisation institutionnelle (constitutionnelle) des révoltes. Dès que les résultats ont été connus, des appels et des initiatives indépendantes visant à empêcher le triomphe du néofascisme ont commencé à émerger, accompagnés de scènes d'inquiétude et de chagrin liées à des souvenirs traumatiques passés et présents.

Les secteurs organisés et actifs n'ont pas attendu les réactions du candidat. Dans tout le pays ils ont commencé des campagnes d'information et d'organisation, dont la tactique n'est pas subordonnée à celle de l'alliance Apruebo Dignidad, mais qui partagent l'objectif immédiat de vaincre Kast en décembre. Kast représente le moment chilien du fascisme mondial, mobilisant les insécurités et les peurs provoquées par la crise ouverte et les attrayant, de manière linéaire mais efficace, à la désorganisation ouverte et à la violence de la gauche. En cette période de crise économique, sanitaire et de la représentation politique, Kast a réussi à orienter le mécontentement en faveur de la restaura-

tion, tout comme des mouvements et des figures ultra-nationalistes dans d'autres parties du monde ont pu le faire récemment, sans que la réprobation morale de leurs personnalités et de leurs discours ne puisse les contenir.

Il s'agit donc d'un scénario paradoxal, celui d'une défaite évidente des gauches mais en même temps d'une opportunité pour la résurgence du sujet populaire et de l'imaginaire politique collectif issu des révoltes. Ce qui se joue dans la victoire de Boric ou celle de Kast, entre deux projets de transformation sociale, c'est bien une fragilité du présent et surtout un danger fasciste imminent, mais aussi la possibilité d'une synthèse des perspectives pour aller de l'avant. Quel que soit le résultat, le prochain gouvernement sera confronté à d'innombrables obstacles, à commencer par un fort ralentissement économique. Il va gouverner une scène très polarisée en ne disposant que d'une faible majorité. On ne s'attend pas à ce que le gouvernement de Boric soit particulièrement sensible aux intérêts des travailleuses, des travailleurs et des groupes marginalisés, mais il est certain que l'offensive directe de Kast et de l'appareil répressif serait catastrophique pour le tissu social populaire.

Le danger fasciste et la volonté du camp populaire de défendre sa propre position offensive exigent une victoire de Boric qui permette de rouvrir un champ politique qui a plus à voir avec la contestation populaire et de classe qu'avec le discours des gauches, parce que ce dernier, si bien rodé pour les cérémonies du pouvoir, a cessé d'avoir un sens pour les larges couches précarisées de la classe ouvrière. Cela ne signifie pas qu'il faut adopter la tactique et le contenu de la candidature et du projet d'Apruebo Dignidad, mais simplement éviter que la combinaison du centrisme et du néofascisme ne finisse par profiter à ce dernier.

Les révoltes ne sont pas le vestige d'un romantisme ultragauchiste, mais bien le signe de l'émergence de pratiques et d'imaginaires alternatifs au rythme normalisé du capitalisme néolibéral chilien. Ces pratiques et ces imaginaires peuvent s'agréger au cadre centrisme (en captant au moins les voix qui ont approuvé le changement de la Constitution) ou être annihilées par ce cadre, cela dépendra en grande partie de la défaite du fascisme. ■

La « droite décomplexée » cherche à empêcher le changement

Par
Noam Titelman*

Il peut sembler surprenant qu'après deux élections au cours desquelles les forces progressistes chiliennes ont remporté des victoires éclatantes, le Chili soit confronté à l'émergence d'un candidat d'extrême droite. Le candidat de la « droite décomplexée », José Antonio Kast, qui a obtenu 27,91 % au premier tour de l'élection présidentielle, affrontera au second tour le 19 décembre Gabriel Boric, candidat de la gauche, qui a obtenu 25,83 %. Le taux de participation s'est limité à 47 % des inscrits.

La montée d'une force restauratrice intervient après deux années de bouleversements sociaux qui ont marqué l'agenda national. Le sursaut social du 18 octobre 2019 s'est traduit institutionnellement dans le processus constitutionnel en cours, dont les principaux jalons ont été le plébiscite en faveur de l'élaboration d'une nouvelle Constitution et l'élection ultérieure des membres de la Convention chargée d'en rédiger le texte. Le premier jalon a été franchi avec plus de 78 % des voix en faveur du lancement d'un processus constituant. Le second a été caractérisé par le fait que, lors de l'élection des membres de la Convention, les nouvelles forces mobilisées, qui ont émergé au cours de la lutte, ont été élues, la gauche s'est consolidée alors que le centre et la droite s'effondraient.

Comment l'éthos restaurationniste a-t-il réussi à gagner des segments sociaux importants et à renverser un débat national qui avait été marqué par des demandes de changement ?

La relation sinueuse de la droite avec le pinochétisme

José Antonio Kast est un représentant de la montée de l'extrême droite de par le monde. Pour comprendre sa candidature, il faut noter que cette « famille » politique comprend des représentants très différents. Dans son dernier livre sur l'extrême droite, qui mentionne Kast, Cas Mudde (1)

emploie une distinction utile. Contrairement à la droite et au centre-droite traditionnels, l'extrême droite se définit par son rejet des formes de la démocratie libérale. Une partie de celle-ci, que Mudde appelle la « droite radicale », s'oppose aux aspects libéraux de la démocratie libérale tels que le respect des minorités, mais reconnaît dans son idéologie un substrat démocratique. Un exemple classique de cet espace se traduit par les populismes de droite qui ont entraîné la formation de démocraties illibérales dans plusieurs pays, sur la base d'un discours de confrontation entre un peuple vertueux et une élite corrompue. En revanche, l'autre partie de l'extrême droite, que Mudde appelle « la droite extrême », s'oppose à l'essence même de la démocratie libérale, méprisant la règle de la majorité et revendiquant les hiérarchies non démocratiques. L'exemple le plus notoire et le plus extrême de cette idéologie est le fascisme. Dans le cas du Chili, cette variante d'extrême droite a trouvé son expression dans le pinochétisme.

Après la dictature d'Augusto Pinochet, la droite chilienne est entrée dans le débat démocratique marqué par le clivage né du plébiscite de 1988, qui a mis fin au régime militaire. Toutes les tensions du passé ont été soudainement réduites aux termes du plébiscite. Les partisans du « non » à la continuité du régime devaient former la coalition de centre-gauche connue sous le nom de Concertation des partis pour la démocratie, qui a gouverné le pays pendant la lente transition démocratique. Ceux qui ont soutenu le « oui » sont devenus une force de résistance, protégeant l'héritage de la dictature, son système économique, politique et social, un modèle symbolisé avant tout par la Constitution de 1980.

Du fait de sa posture et de sa défense de l'héritage de Pinochet, il n'est pas surprenant que les premiers résultats de la droite aux élections présidentielles (1989 et 1993) aient été remarquablement maigres. En fait, dans les deux cas, le centre-gauche a gagné dès le premier tour, avec plus de 50 % des voix. Secouée par ces

mauvais résultats, la droite a entamé une adaptation programmatique (2) progressive, rapprochant ses positions de celles de la Concertation. Cette modération programmatique a porté ses fruits et, lors des élections de 1999, elle a réussi à imposer un second tour. Enfin, le grand saut dans l'histoire de la droite a eu lieu avec la candidature présidentielle de Sebastián Piñera en 2009, par laquelle pour la première fois en 50 ans elle est arrivée au gouvernement par voie électorale. Ce n'est peut-être pas un hasard si Piñera avait été l'un des rares dirigeants de droite à se rallier à l'option du « non » en 1988 et si, avec sa victoire, il semblait consolider le désengagement de la droite vis-à-vis de l'histoire de Pinochet. Cependant, certains secteurs ont continué à défendre l'idéologie du régime Pinochet, bien qu'en étant plus prudents dans les références explicites à la dictature. En fait, il a fallu attendre 2014 et 2018 pour que les partis traditionnels de la coalition de droite, Rénovation nationale (RN) et l'Union démocrate indépendante (UDI), retirent de leurs programmes leur apologie du coup d'État de Pinochet.

En 2016, Kast a démissionné de l'UDI considérant que le parti s'était éloigné de son « projet fondateur ». À l'époque, en tant qu'homme politique indépendant, il a revendiqué le caractère pinochétiste de son projet sans trop d'états d'âme. Par exemple, il a déclaré que si Pinochet était vivant, il voterait pour lui et que « si l'on sépare la question des droits de l'homme, le gouvernement de Pinochet était meilleur

* Noam Titelman, économiste, a présidé la Fédération des étudiants de la Pontificia Universidad Católica de Chile (PUC) et participe actuellement à la fondation Red de Estudios para la Profundización Democrática (RED). Cet article a d'abord été publié sur le site web de la revue latino-américaine *Nueva Sociedad* (<https://nuso.org/articulo/Chile-Kast-Boric/>). Traduit de l'espagnol par JM.

1. Cas Mudde, *The Far Right Today* (L'extrême droite aujourd'hui), Routledge, London 2019.

2. Cf. Cristóbal Rovira Kaltwasser, « La (sobre)adaptación programática de la derecha chilena y la irrupción de la derecha populista radical », *Colombia Internacional* n° 99, 1^{er} juillet 2019, <https://revistas.uniandes.edu.co/doi/full/10.7440/colombiaint99.2019.02>

pour le développement du pays que celui de Sebastián Piñera ». Avec ce discours, Kast a gagné une certaine notoriété lors des élections présidentielles de 2017 et a obtenu au premier tour environ 8 % des voix.

Comment la droite a trouvé son indignation

Corey Robin (3) a décrit l'ère moderne comme une marche vers la démocratisation dans laquelle des secteurs subordonnés se sont rebellés contre un certain ordre et une certaine hiérarchie du pouvoir. En réponse à chacune de ces mobilisations, il y a eu une réaction restaurationniste, parfois appelée « réactionnaire », « conservatrice », « revancharde » ou « contre-révolutionnaire ». En ce sens, explique Robin, les formes concrètes que prend le conservatisme à un moment donné ne sont pas essentielles pour lui. Certains conservateurs critiquent le marché libre, d'autres le défendent ; certains s'opposent à l'État, d'autres le promeuvent ; certains croient en Dieu, d'autres sont athées ; certains sont nationalistes, d'autres internationalistes. Ce sont des caractéristiques secondaires d'un substrat commun qui cherche à préserver des institutions devant l'assaut des forces du changement. Comme l'explique Samuel P. Huntington (4), le conservatisme est une idéologie qui se développe dans certains contextes historiques spécifiques, mais qui revient de façon récurrente, c'est-à-dire chaque fois que les institutions établies sont mises en danger.

La promesse de Kast de retrouver un ordre perdu repose sur l'indignation d'un secteur de la société qui voit comment les principes fondateurs de la coexistence sociale, qui définissaient le Chili avant 2019, ont été écartés. En d'autres termes,

il s'agit du vertige généré dans certains secteurs de la société par les mobilisations en faveur des revendications féministes, indigènes et de garantie sociale, qui se mêlent à des images de désordre, voire de chaos. Dans un tel scénario émergent des rétro-utopies de retour à un passé idéalisé de stabilité et de paix sociale. Ainsi, le pouvoir de séduction de la promesse de Kast vient – pour revenir à Corey Robin – du fait que « contrairement à leurs adversaires de gauche, ils ne présentent pas à l'avance un plan ». En ce sens, Michael Oakeshott (5) a défini le fait d'être conservateur : préférer le familier à l'inconnu, le fait au mystère, le proche au lointain, le commode au parfait.

Lorsque la mobilisation sociale a éclaté en octobre 2019 (déclenchée par la hausse des prix des transports publics), les mobilisations brésiliennes, qui ont débuté pour des raisons similaires et anticipaient l'émergence d'une demande d'ordre et de sécurité, qui a culminé avec l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence, étaient encore dans les esprits. Les premières expressions de cette demande d'ordre et de sécurité se sont matérialisées au Chili par l'organisation de brigades visant à affronter les manifestants, caractérisées par l'utilisation de gilets jaunes. Au moment de l'émergence du mouvement chilien des « gilets jaunes » (référence indirecte à ses homologues français), Kast a tenté de tirer parti de ses positions « résolument de droite », allant même jusqu'à appeler à des manifestations contre le débordement social. Cependant, cette tentative a été un échec retentissant, ce qui a conduit le leader d'extrême droite à suspendre son appel à manifester.

Pour comprendre comment Kast a réussi à s'étendre au-delà de la niche pinochétiste à 8 % et à surmonter la débâcle des gilets jaunes, il faut saisir ce qui s'est passé entre 2019 et 2021. Je propose ici trois éléments qui ont alimenté sa campagne et lui ont permis de se détacher de la figure de Pinochet, tout en maintenant la revendication d'un autoritarisme en collision avec les principes de la démocratie libérale. Ces trois éléments lui ont permis de s'éloigner de certains aspects de la droite extrême et de se rapprocher de la droite radicale. En bref, les événements qui se sont déroulés pendant cette période de deux ans lui ont permis, selon les termes de Pablo Stefanoni (6), de contester la rébellion et, plus encore, l'indignation, jusqu'alors hégémonisées par la gauche.

La montée en puissance de Kast

Le premier élément c'est le plébiscite ouvrant la voie du processus constituant. Kast devient alors une figure reconnue pour sa position en faveur du « rejet ». L'opposition à l'élaboration d'un nouveau texte constitutionnel a obtenu 22 %, mais la campagne autour de cette position a permis à Kast de progresser, consolidant une identité qui dépassait les 8 % qu'il avait obtenus lors de l'élection présidentielle précédente. Une coalition sociale à l'identité très claire a convergé vers le camp du rejet : une droite qui s'oppose aux changements survenus depuis les mobilisations sociales et qui ne cherche plus à revendiquer le Chili d'avant le plébiscite de 1988, mais celui d'avant le mouvement social de 2019. Au lieu de défendre la figure de Pinochet, elle a défendu la Constitution forgée sous la dictature et la société qui avait émergé sous son aile. Comme l'expliquent Carlos Meléndez, Cristóbal Rovira Kaltwasser et Javier Sajuria (7), cette coalition sociale présentait plusieurs caractéristiques qui l'apparentaient aux mouvements populistes de droite radicale du monde entier. Il s'agissait d'un groupe qui défendait des positions conservatrices, nativistes et anti-immigration, ainsi qu'une forte influence autoritaire. Un rôle central dans cette force a été joué par les églises évangéliques, qui ont participé à la campagne télévisée pour s'opposer à une nouvelle Constitution. Si du côté de l'approbation il y avait une abondante hétérogénéité idéologique et sociale, ainsi que nombre de porte-parole potentiels, du côté du refus il y avait un discours homogène avec un porte-parole clair : Kast.

Le deuxième élément important pour comprendre l'émergence de Kast, ce sont les différends qui ont surgi autour de la Convention constitutionnelle. Le centre-droite et l'extrême droite de Kast étaient réunis sur une seule liste de candidats et ont obtenu de très mauvais résultats, remportant moins d'un quart des sièges (au Parlement, ils en avaient un peu moins de la moitié). Ainsi, la Convention a permis des majorités claires pour les secteurs progressistes et, en particulier, pour les nouvelles forces politiques qui ont émergé de l'explosion sociale, brandissant les bannières du féminisme, de l'indigénisme et d'un fort discours anti-élite. Peu de temps après, la Convention constitutionnelle a commencé à perdre du soutien, avant tout parmi les électeurs de droite, qui voyaient d'un mauvais œil ce qu'ils voyaient comme un conclave de militants des causes pro-

3. Corey Robin, *The Reactionary Mind : Conservatism from Edmund Burke to Sarah Palin* (Esprit réactionnaire – le conservatisme d'Edmund Burke à Sarah Palin), Oxford University Press, Oxford 2011.

4. Samuel P. Huntington, « Conservatism as an ideology », *The American Political Science Review* vol. 51, n° 2, juin 1957.

5. Michael Oakeshott, *Rationalism in politics and others essays*, « On being conservative » (pp. 168-196), <https://bbs.pk.edu.cn/attach/85/e2/85e2c8b439bf4da/On>
6. Pablo Stefanoni, *¿La rebeldía se volvió de derecha? Cómo el antiprogresismo y la anticorrección política están construyendo un nuevo sentido común (y por qué la izquierda debería tomarlos en serio)*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires 2021.

7. Carlos Meléndez, Cristóbal Rovira Kaltwasser, Javier Sajuria, « Chile 2020: pandemia y plebiscito constitucional », *Revista de ciencia política* vol. 41, n° 2, 2021, https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?pid=S0718-090X2021000200263&script=sci_arttext&tlng=en

gressistes. Finalement, si cesser de se mobiliser même depuis les sphères du pouvoir était pour les militants une trahison, pour les électeurs de droite et, en général, ceux qui valorisent l'ordre, une mobilisation sans fin était un cauchemar.

Parmi les électeurs de droite, une position opposée à la Convention constitutionnelle gagnait en force. Parmi ceux qui s'identifient à la droite, 68 % estiment que les citoyens sont peu ou pas du tout inclus dans le processus constituant (contre seulement 13 % parmi ceux qui s'identifient à la gauche). Cela explique l'existence d'un « *électorat repent* », que les sondages montrent sous la forme d'une réduction progressive de ceux qui disent avoir voté « *j'approuve* » et qui reflète probablement les électeurs de droite qui ont soutenu cette option. De plus, ces mêmes sondages montrent que Kast a réussi à séduire la quasi-totalité des électeurs du « *rejet* » et une partie des électeurs de l'approbation. Cela renforce l'hypothèse qu'un électoral de droite révolté par les changements intervenus depuis le bouleversement social soit passé du camp de l'approbation à la « *droite décomplexée* ».

Le troisième élément d'une montée de l'indignation de droite, c'est la confluence d'une série d'événements qui ont ouvert une fenêtre d'opportunité pour le candidat d'extrême droite en poussant les demandes de l'ordre et de la sécurité au premier plan. Il s'agit d'une crispation sociale croissante dans le nord du pays autour de l'immigration, d'une tension sociale dans le sud autour du « *conflit mapuche* » et, en plus, d'une vague de violence de rue commémorant le 18 octobre 2019, qui a été fortement ressentie à Santiago et dans la zone centrale.

Cependant, tous ces facteurs contextuels n'ont pas réussi à se cristalliser dans un décollage de la candidature de Kast, en partie parce que le centre-droite institutionnel avait réussi à canaliser sur ses candidatures les demandes de l'électorat de droite. En particulier lors d'une primaire à forte participation la coalition de centre-droite a choisi comme candidat Sebastián Sichel, un indépendant d'origine démocrate-chrétienne, qui avait voté pour l'approbation et servi comme ministre dans le gouvernement Piñera.

Après quelques faux pas dans sa campagne, Sichel a dû faire face à une baisse rapide de son soutien. Et face à sa mauvaise performance dans les sondages – dont certains prédisaient que Kast serait plus compétitif au second tour – les partis de droite ont rapidement abandonné un

candidat qu'ils n'ont jamais considéré comme étant vraiment le leur (Sichel avait insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'il n'était pas de droite, mais du centre). De plus, il faut admettre que le « *cordon sanitaire* » entre la droite traditionnelle et le monde de Kast était assez poreux et fragile. Ainsi, il ne fait guère de doute que, avec plus ou moins de zèle, la quasi-totalité du centre-droite institutionnel s'alignera derrière ce projet pour affronter les forces progressistes représentées par le candidat de la gauche, Gabriel Boric.

Entre espoir rebelle et soif de tranquillité

Boric et Kast représentent deux pôles complètement opposés, pas simplement sur l'axe traditionnel gauche-droite, mais aussi sur ce que certains ont appelé un axe « *démocratie-ordre* », qui oppose les formes de distribution du pouvoir plus horizontales contre des formes plus verticales. Cet axe semble devenir l'élément structurant du débat politique, depuis au moins le début de l'année 2019.

L'explosion sociale a libéré une forte vague d'indignation, mais sa position sur l'axe gauche-droite est dispersée. Bien que plusieurs des revendications qui en ont émergé « *sonnaient* » à gauche (droits sociaux, écologie, féminisme, etc.), l'identité de gauche était et reste faible. Selon les données du Centro de Estudios Públicos, le pourcentage de personnes qui s'identifient à une certaine position sur l'axe gauche-droite est tombé de 65 % en 2006 à 38 % en 2019 et, dans la même période, le pourcentage de la population qui dit s'identifier à un parti a chuté de 53 % à 22 %. En revanche, les positions anti-élites démocratisantes sont beaucoup plus claires. Par exemple, dans la dernière enquête de Latinobarómetro, le Chili a maintenu des niveaux élevés de soutien à la démocratie, avec 60 %, mais, en même temps, 86 % ont répondu que le pays était gouverné dans l'intérêt des puissants et non du peuple dans son ensemble (la valeur la plus élevée enregistrée pour le Chili et la quatrième la plus élevée en Amérique latine).

Il y a quelques mois, *Bloomberg* (8) titrait un article sur le Nicaragua avec la conclusion controversée que la région retombait dans les mains de dirigeants cherchant à concentrer le pouvoir. La candidature de Gabriel Boric a été un exemple du contraire. Sa jeunesse (il a 35 ans), qualifiée de « *manque d'expérience* », a été l'axe d'attaque préféré de ses adversaires. Mais sa campagne astucieuse a su

exploiter cet aspect pour le confirmer en tant qu'une direction horizontale – ce qui est inhabituel dans la politique chilienne, accoutumée aux managers de droite et au messianisme de gauche. En outre, Boric a répété que son programme est celui d'un candidat voulant être un président qui termine son mandat « *avec moins de pouvoir qu'au début* » et qui suit la Convention constitutionnelle – reconnaissant ainsi son caractère central au cours du prochain cycle politique.

Le parcours politique de Boric dans le mouvement étudiant l'a accompagné tout au long de sa carrière et lui a permis de se mettre au diapason du moment social et politique, avec une dextérité particulière. Ainsi, sa méfiance à l'égard de ce qu'il appelle « *le despotisme éclairé* » (travailler pour le peuple sans le peuple) l'a éloigné d'une vision technocratique du gouvernement, mais elle l'a aussi rendu très sceptique à l'égard de l'avant-gardisme de gauche. Conformément à ces convictions, il a été l'une des voix les plus fortes de la gauche dans sa critique des violations des droits de l'homme et des pratiques antidémocratiques au Venezuela et au Nicaragua. Boric s'est reconnu dans la tradition socialiste chilienne et, entre autres, dans l'humanisme socialiste d'Eugenio González Rojas (9), qui a eu une influence fondamentale sur l'idéologie socialiste au Chili, en l'imprégnant de principes républicains et démocratiques. Boric a ainsi su combiner des positions démocratiques radicales avec une réputation de volonté de dialogue. Même au sein de la droite, il est respecté pour ses convictions démocratiques et sa volonté de dialogue. Un événement qui a particulièrement marqué cette image est sa signature de l'accord transversal sur la politique chilienne qui a ouvert le processus constituant.

Plus qu'un programme traditionnel de gauche, ce que Boric a proposé lors du premier tour de la présidentielle est un approfondissement démocratique, imprégné des nouvelles revendications féministes, écologistes et progressistes du XXI^e siècle. Un programme qui promet une société plus équitable en termes de répar-

8. Hal Brands, « Latin America Is Slipping Back Into Strongman Rule », *Bloomberg*, 30 juin 2021, <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2021-06-30/nicaragua-election-latin-america-is-slipping-back-into-strongman-rule>

9. Eugenio González Rojas (1903-1976), philosophe, écrivain, sénateur (1949-1957), militant depuis son plus jeune âge – il a fondé la Fédération des lycéens – est considéré comme un des fondateurs du Parti socialiste chilien (en 1933).

Chili

tition des richesses, mais surtout en termes de reconnaissance sociale des secteurs qui se sentent marginalisés par l'inégalité et sont indignés par cette marginalisation. Il proposait donc de « *démocratiser la démocratie* », en combinant les préoccupations de « *fin du monde* » (environnementalisme) et de « *fin de mois* » (droits sociaux). Après deux années de luttes sociales, l'attrait de sa candidature provenait de la promesse de parvenir à des changements profonds du modèle économique et à un renouvellement du leadership politique, mais en assurant en même temps que ce changement serait fondé sur le dialogue institutionnel et républicain et que son horizon serait la tranquillité.

Moins d'indignation et plus de peur

Si au premier tour l'indignation a joué un rôle central, le second tour semble devoir se jouer sur le terrain de la peur. Au-delà de la pertinence qu'a pris l'axe démocratie-ordre et l'indignation qui lui est associée, aucune candidature n'obtiendra la majorité sans convaincre l'électorat que ses offres sont socialement, politiquement et économiquement plus réalisables que celles de son adversaire. Sans cela, toute promesse de tranquillité sera difficilement crédible. En ce sens, les chances

de victoire de chaque candidat dépendront de sa capacité à relever deux défis qui seront au cœur du prochain cycle politique : l'économie et la nouvelle Constitution.

Jusqu'à présent, les deux candidatures ont été systématiquement décrites par les agences d'investissement et de notation comme fiscalement irresponsables. Bien que Kast ait les faveurs d'un secteur important du milieu des affaires, qui soutient son programme en raison des allègements fiscaux, les chiffres de son programme ne correspondent pas à la réalité. Pour l'instant, il promet de réduire les recettes fiscales de près de 3 % du PIB, tout en augmentant les subventions d'environ 1,5 % du PIB. Il affirme que cela serait financé par une « *plus grande efficacité* » et une prétendue « *super-croissance* » annuelle du PIB de 6 % (les projections pour les quatre prochaines années prévoient une croissance de 2,7 % pour le Chili). Même dans le scénario le plus optimiste, le programme de Kast n'aura pas d'autre résultat que la faillite du Trésor public.

Au-delà de l'enthousiasme de certains hommes d'affaires pour la possibilité de payer moins d'impôts, il semble évident que la mise en œuvre de mesures économiques et antidémocratiques (comme le fait que le président puisse déclarer unilatéralement l'état d'urgence pour procéder à des arrestations dans des centres non agréés, sans passer par les tribunaux) n'est pas viable. Il existe un doute considérable quant à la capacité de Kast à garantir la paix sociale et l'ordre – un environnement propice aux investissements. Une partie importante de l'élite économique est même arrivée à la conclusion qu'elle devra faire un effort fiscal plus important qu'actuellement si elle veut rétablir la paix socia-



le. L'opposition au processus constituant et à toutes les demandes qui ont émergé du mouvement social de 2019 est considérée comme une recette sûre pour plus de crispation sociale et de polarisation, donc pour une instabilité plus grande.

Pour sa part, le défi de Gabriel Boric dans ce domaine n'est pas moindre. Les chances de succès des forces transformatrices qui soutiennent Boric résident dans sa capacité à marcher sur la corde raide entre l'indignation et le désir de changement d'une part, et la demande d'ordre et de certitudes d'autre part. Une plus grande polarisation économique lui serait préjudiciable. Une telle tentative a des précédents au Chili. Lors des dernières élections présidentielles, la crainte d'une « *vénézuélisation* » du Chili a été alimentée en cas de victoire du candidat de centre-gauche (ce qui s'est traduit par l'expression « *Chilezuela* »).

Il ne fait aucun doute qu'une partie importante du processus d'élargissement de sa base de soutien consistera à établir des priorités pragmatiques meilleures

et plus claires, et donc à rendre crédible sa promesse d'une voie pacifique de transformation profonde. Son programme de premier tour comprenait 53 « *priorités* », allant d'un nouveau système de retraite à un nouveau système de santé, de l'effacement des dettes de l'éducation à une forte augmentation du salaire minimum et la création de nouveaux transports publics gratuits. Pour financer ce programme ambitieux, il est proposé une réforme fiscale qui mobiliserait 8,5 % du PIB sur huit ans. Au vu des résultats du Parlement, où la coalition de M. Boric est loin d'avoir obtenu une majorité au sein de l'assemblée législative, il sera nécessaire de repenser quelles réformes pourront être viables économiquement, politiquement et socialement. Mais deux choses sont claires : il devra élargir la coalition gouvernementale et trier entre ses priorités (dont beaucoup seront remises en cause).

En outre, une bonne partie des réformes proposées par Boric vont dépendre des résultats de la Convention constitutionnelle. Sa proposition doit être présentée quelques mois après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement. Ainsi, la mise en œuvre de la nouvelle Constitution finira probablement par être l'une des principales tâches du prochain gouvernement et la plus grande priorité

de son mandat. Dans le scénario actuel, il est probable que la plus grande force de Boric soit sa crédibilité en tant qu'acteur qui dialogue avec la Convention et peut relever ce défi sans exacerber de nouvelles tensions sociales. Contrairement à Kast.

Le progressisme tend à croire que l'histoire ne fait qu'avancer. Même lorsqu'il y a un revers, il y voit un accident qui sera vite oublié. « *Deux pas en avant, un pas en arrière* », répète-t-il comme un mantra. S'il y a une chose à apprendre des conservateurs, c'est le scepticisme à l'égard de cette marche en avant prétendument imparable. Parfois, l'histoire régresse plus qu'elle n'avance. L'indignation ne suffit pas au progressisme s'il veut consolider les acquis. L'indignation, on le sait, peut vite se retourner. C'est ce qui sera en jeu le 19 décembre, lorsque les Chiliens se rendront à nouveau aux urnes : la capacité de montrer qu'au-delà des indignations contestataires, il existe encore un chemin de changements profonds avec un horizon de tranquillité. ■